Au 4e jour de sa visite à la 4e Région militaire

Gaïd Salah met en avant le rôle de la réconciliation nationale dans le rétablissement de la sécurité et la stabilité du pays

Page 4

مصرف السلام
AL SALAM BANK
Algeria الجزائر
www.alsalamalgeria.com
tawassol@alsalamalgeria.com

L'ECHO D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT
Quotidien National d'Information - 7e Année - Jeudi 4 octobre 2018
24 Moharem 1440 - N° 1908 - Algérie : 10 DA / 1 €

Vaccination contre la grippe saisonnière

La campagne nationale lancée le 15 octobre

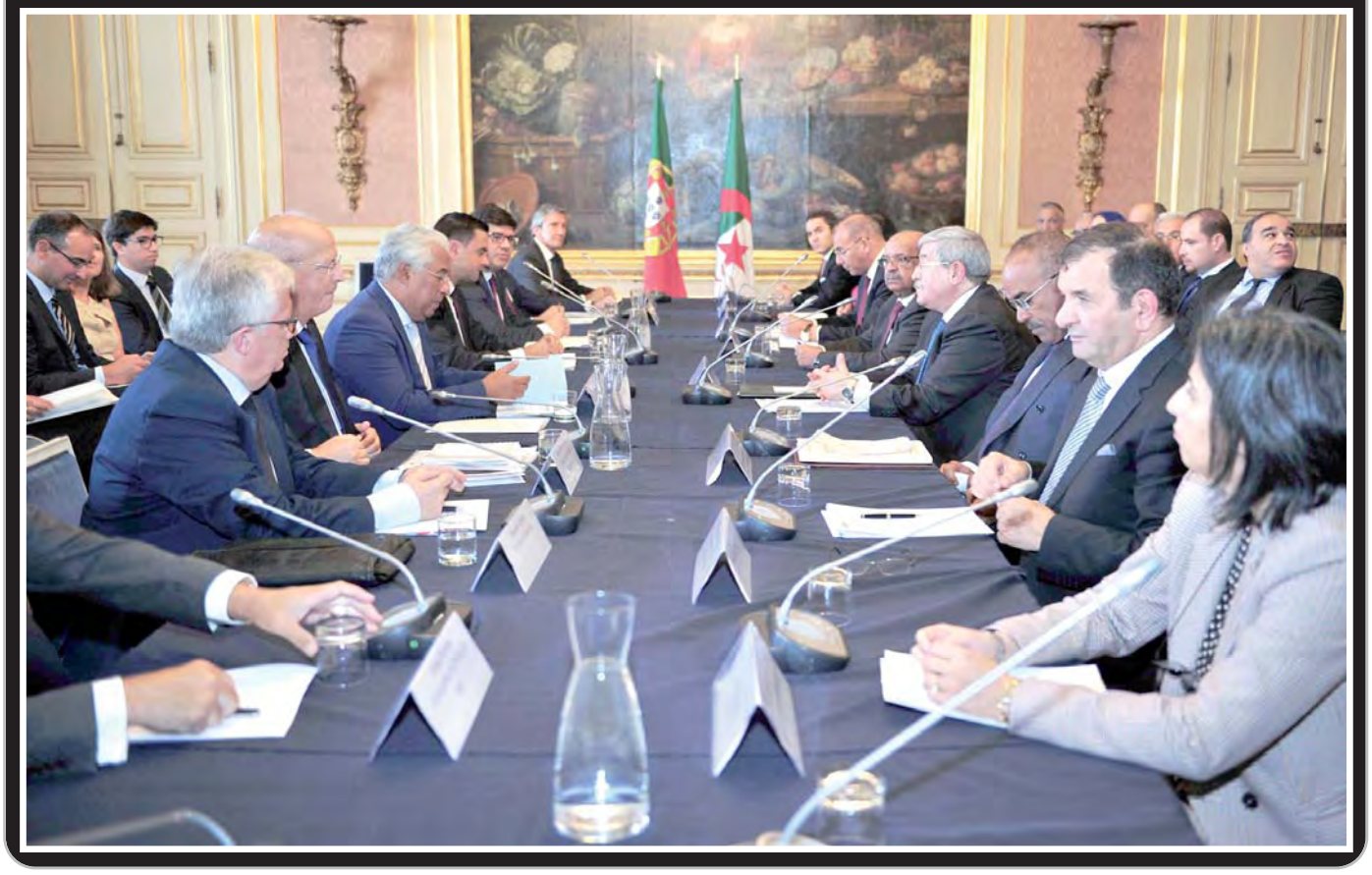
Page 24

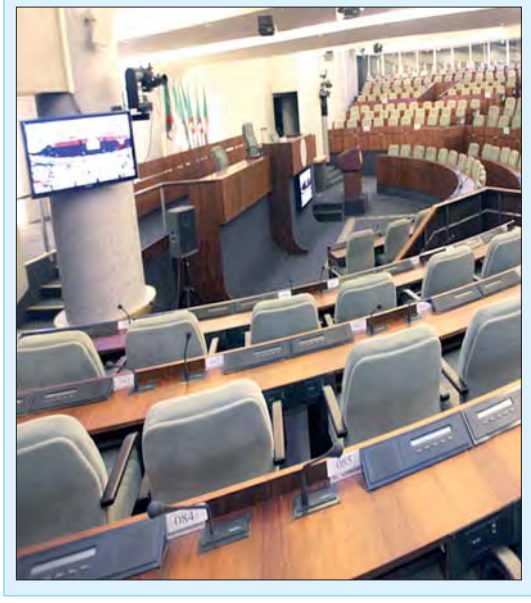
5e réunion de haut niveau algéro-portugaise

Des relations plus fortes, une nouvelle dynamique dans la coopération bilatérale

La tenue, hier, à Lisbonne, de la 5e réunion de haut niveau algéro-portugaise, co-présidée par le Premier ministre, Ahmed Ouyahia et son homologue portugais, Antonio Costa, aura été l'occasion pour renforcer encore davantage les relations bilatérales et donner une nouvelle dynamique à la coopération entre les deux pays.

>> Lire page 3





APN

L'affaire «Bouhadja» bloque les activités des ambassadeurs accrédités en Algérie

Le bureau de l'Assemblée populaire nationale (APN) a rendu public, hier, un communiqué dans lequel il a appellé le président de la Chambre basse du Parlement, Saïd Bouhadja à déposer sa démission.
Il s'agit d'une 2e démarche qu'entreprennent les opposants de Bouhadja pour le pousser à la porte de sortie. Ayant vu toutes les tentatives de convaincre le 3e homme de l'Etat de jeter l'éponge, les détracteurs de ce dernier comptent cette fois-ci publier un communiqué au nom du bureau de l'APN pour exprimer leur refus de travailler avec Saïd Bouhadja. Selon nos sources, le secrétaire général du FLN, Djamel Ould Abbès, aurait cautionné cette démarche, bien que ce bureau n'ait aucune autorité juridique sur son président...

>> Lire page 6

Energie

Le groupe Sonelgaz poursuit sa mue et compte devenir un géant d'Afrique

Page 5

AADL

Temmar remet les clés aux premiers locataires de la nouvelle-ville de Bouinan - Blida

Page 4

Elle se tiendra du 7 au 11 octobre au Palais de la Culture Moufdi-Zakaria à Alger

La «Semaine coréenne 2018»

Page 14

L'Echo Sportif

Ligue 1 Mobilis - JSK-OM

Les Canaris, tout pour préserver leur invincibilité

FAF

Saâdane quitte la DTN, le malaise perdure

Pages 23 & 24

Lutte contre le banditisme

2 contrebandiers et 6 narcotrafiquants arrêtés dans différentes régions

Deux contrebandiers et 6 narcotrafiquants ont été arrêtés, ce mardi, des denrées alimentaires et divers autres matériels ont été saisis dans différentes wilayas par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué, ce mercredi, le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte contre le crime organisé, des détachements combinés de l'ANP ont saisi, ce mardi, à Tamanrasset, Aïn Guezzam et Bordj Badji Mokhtar, un camion, 4 véhicules tout-terrain, 18 800 litres de carburant et 4,625 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande», a précisé la même source. Des éléments de la Gendarmerie nationale et des Gardes-frontières ont intercepté, lors d'opérations distinctes menées à Tlemcen, Oum El Bouaghi et Biskra 6 narcotrafiquants en leur possession 247,2 kg de kif traité, alors qu'un détachement de l'ANP a appréhendé, à Biskra, 2 contrebandiers et saisi 2 camions et 39 quintaux de feuilles de tabac, a-t-on ajouté. Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre l'émigration clandestine, des Garde-côtes ont mis en échec, à Oran, des tentatives d'émigration clandestine de 27 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale, tandis que 6 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Tamanrasset.

Alger

96 individus arrêtés durant le mois de septembre

Les services de la gendarmerie de la wilaya d'Alger ont arrêté, durant le mois de septembre dernier, 96 individus lors de descentes dans des repaires de délinquance et de criminalité, a indiqué, ce mercredi, la cellule de communication du Groupement territorial de la Gendarmerie d'Alger dans un communiqué. Dans le cadre des efforts de maintien de la sécurité et de l'ordre public, les services de la Gendarmerie d'Alger ont effectué des descentes dans des repaires de délinquance et de criminalité, soldées par l'arrestation de 96 individus impliqués dans diverses affaires criminelles, précise le communiqué. Les unités du Groupement ont démantelé des réseaux de trafic de drogues et de psychotropes et procédé à l'arrestation de 63 mis en cause et à la saisie de 2,7 kg de kif traité, de 1467 comprimes psychotropes et de plus de 9300 unités de diverses boissons alcoolisées. Dans le registre de la lutte contre la criminalité et l'atteinte à l'ordre public, la même source fait état de l'arrestation de 41 mise en cause pour coups et blessures volontaires à l'arme blanche, bagarres sur la voie publique, agressions, vols et détention d'armes blanches (poignards, sabres, fusils de plongée sous marine». Deux cas d'attentat à la pudeur ont donné lieu à l'ouverture d'une enquête immédiate et à l'arrestation en un temps très court des auteurs, qui ont été présentés devant la justice et placés en détention, ajoute le communiqué. Par ailleurs, la même source évoque deux affaires de faux et d'usage de faux en écriture authentique et de trafic de monnaie nationale ayant conduit à l'arrestation de 3 individus. En matière de lutte contre la migration clandestine, deux personnes ont été interpellées et présentées à la justice. Concernant les personnes faisant l'objet de recherches, 13 personnes ont été interpellées, lors de patrouilles et au niveau de barrages de sécurité après vérifications des identités, conclut le communiqué.

Constantine

Saisie de près de 1300 comprimés psychotropes dans 3 opérations distinctes

Les forces de police relevant de la sûreté de wilaya de Constantine ont interpellé dans trois opérations distinctes 6 suspects impliqués dans des affaires liées au trafic de drogue et récupéré 1292 comprimés psychotropes de diverses marques, a-t-on appris, ce mercredi, auprès de la cellule de communication de ce corps de sécurité. La même source a précisé que «dans le cadre de la lutte contre la criminalité, notamment le trafic de psychotropes, les Brigades mobiles de la police judiciaire (BMPJ) de la zone industrielle Palma, de la nouvelle ville Ali-Mendjeli ainsi que la Brigade de recherche et d'intervention (BRI), ont interpellé 6 individus suspects impliqués dans des affaires liées au trafic de drogue, et récupéré une quantité de 1292 comprimés psychotropes». La première opération réalisée par la BMPJ de la zone Palma, s'est soldée par la saisie de 970 comprimés psychotropes et l'arrestation de 2 personnes, alors que la seconde affaire a été traitée par la BRI et a permis la mise en échec d'une transaction de vente de 234 comprimés psychotropes intentée par 3 individus, a-t-on précisé. Quant à la 3e affaire, elle a été effectuée par la BMPJ de la ville Ali-Mendjeli et a donné lieu à l'arrestation d'une personne en possession de 268 comprimés psychotropes et une importante somme d'argent, selon les précisions fournies par cette même source. Ces opération ont permis aussi la récupération d'une importante somme d'argent évaluée à 280.000 DA, a ajouté la même source, précisant que les mis en cause dont l'âge oscille entre 21 et 33 ans activaient dans des quartiers populaires de la ville de Constantine et à Ali-Mendjeli. Une information judiciaire a été ouverte et les mis en cause vont être présentés devant les instances judiciaires concernées, a-t-on noté.

Bouira

Carambolage de 11 véhicules sur l'autoroute Est-Ouest à hauteur de Lakhdaria

Un carambolage de pas moins de 11 véhicules (camions, fourgons et véhicules légers) est survenu, hier matin, sur l'autoroute Est-Ouest non loin du tunnel de Bouzegza (Lakhdaria) dans la wilaya de Bouira engendrant des dégâts matériels considérables. On ignore si des pertes humaines sont à déplorer. Les photos postées sur les réseaux sociaux montrent les véhicules impliqués dans le carambolage avec d'importants dégâts. Les automobilistes imprudents ont été pris dans le piège d'un brouillard très épais précédé de fortes chutes de pluies rendant la chaussée glissante. L'accident a engendré un embouteillage monstre sur plusieurs kilomètres.

Constantine

Le corps d'un enfant repêché d'une retenue d'eau

Un corps sans vie d'un enfant a été repêché d'une retenue d'eau durant les dernières 24 h par les éléments de la Protection civile de la wilaya de Constantine, a-t-on appris, ce mercredi, auprès de ce corps constitué. Il s'agit du corps d'un enfant de 13 ans mort noyé dans une mare d'eau située à la sortie de la commune d'Aïn Abid (40 km au Sud-Est de Constantine), a précisé la même source. La victime a été évacuée par les éléments de la Protection civile vers la polyclinique de cette localité avant d'être transférée à la morgue de l'hôpital Mohamed-Boudiaf de la commune d'El Khroub, a ajouté la même source. Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les circonstances exactes de ce drame, a-t-on fait savoir.

Ghardaïa

Neuf narcotrafiquants arrêtés

Les éléments de la sûreté urbaine d'El Guerrara (120 km à l'Est de Ghardaïa) ont procédé dernièrement à l'arrestation de 9 narcotrafiquants et à la saisie de 30 gr de kif traité, 44 comprimés et 40 flacons de psychotropes et une somme d'argent de 26.000 DA et 364 dinars tunisiens, selon un communiqué de la cellule de communication de cette institution sécuritaire.
Les mis en cause ont été arrêtés au centre-ville d'El Guerrara suite à une opération de surveillance et une embuscade savamment préparée, a indiqué une source policière, ajoutant qu'ils ont été placés en garde à vue pour les besoins de l'enquête menée par la police judiciaire sous la supervision du parquet général compétent avant leur présentation devant la justice.

Edité par la Sarl Echo Medias Algérie

Directeur Général Fondateur
Tewfiq Meraou

L'ECHO D'ALGERIE
Quotidien National d'Information

Directeur de la Publication
Ahsene Saaid

Rédacteur en Chef
Mouloud Hamdi

Directeur Technique
Walid Boumaaraf

Siège Social : 32, Avenue de Maubeuge - Alger
Rédaction : 5F, rue des 3 Frères - Bouadou Bir Mourad Raïs - Alger
***Tél-Fax* : 023 54 23 23 / 023 54 23 02**
Direction de la publicité : ***Tél-Fax* : 023 54 23 04**
بنك التنمية المحلية BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL Compte N° : 00500111400201363101 3

Anep
Tél : 021 73 76 78
021 73 71 28
Fax : 021 73 95 59

Diffusion
Ouest-Centre-Est
Zigzag Expresse

Impression
SIA

www.lechodalgerie-dz.com | E-mail : echodalgerie@gmail.com | L'Echo d'Algérie Quotidien National d'Information | @echodalgerie_dz

• Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne sont pas restitués et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.

5e réunion de haut niveau algéro-portugaise

Des relations plus fortes, une nouvelle dynamique dans la coopération bilatérale

La tenue, hier, à Lisbonne, de la 5e réunion de haut niveau algéro-portugaise, co-présidée par le Premier ministre, Ahmed Ouyahia et son homologue portugais, Antonio Costa, aura été l'occasion pour renforcer encore davantage les relations bilatérales et donner une nouvelle dynamique à la coopération entre les deux pays.

Au cours de cette réunion, les deux parties ont procédé à l'évaluation de l'état de leur coopération bilatérale depuis la tenue de la 4e réunion en mars 2015 à Alger, ce qui a permis d'explorer les voies et moyens à même de la consolider davantage. Cette réunion de haut niveau a été couronnée par la signature de plusieurs accords de coopération qui concernent différents secteurs, entre autres, les Transports, la Santé, la Formation professionnelle et la Culture.

Ouyahia qui était accompagné du ministres des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, celui de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, et celui des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane, a eu des entretiens avec le Premier ministre portugais, Antonio Costa sur plusieurs questions d'intérêt commun, notamment la paix et la sécurité dans la région méditerranéenne et la lutte antiterroriste, ainsi que la nécessité de consolider et diversifier la coopération bilatérale. Pour rappel, la 4e réunion de haut niveau algéro-portugaise avait été sanctionnée par la signature de neuf accords de coopération dans différents secteurs, notamment l'Energie, le Commerce, les Transports et la Culture.

L'Algérie et le Portugal, qui ont toujours entretenu d'excellentes relations politiques, ont depuis la signature en 2005 du Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération, et qui avait institué la réunion de haut niveau, ont vu leur coopération économique s'intensifier au fil des années avec une amélioration notable de leurs échanges commerciaux et une plus forte présence des entreprises portugaises en Algérie.

Selon les statistiques des Douanes algériennes, l'Algérie a exporté vers le Portugal pour les seuls huit premiers mois de 2018 pour un montant de 717 millions de dollars, soit une hausse de plus de 15% par rapport à la même période de 2017. Dans le cadre du renforcement de la coopération économique algéro-portugaise, la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) organise, en collaboration avec la Chambre de commerce arabo-portugaise (CCIAP), un forum d'affaires regroupant les communautés d'affaires algérienne et portugaise s'est tenu l'année dernière à Alger et a permis aux deux parties d'explorer les opportunités de partenariat et renforcer la coopération entre l'Algérie et le Portugal, déjà enrichie par la signature de plusieurs accords portant sur divers secteurs d'activité.

L'Algérie et le Portugal ont exprimé maintes fois leur détermination à hisser leurs relations bilatérales au rang de partenariat privilégié, comportant plusieurs domaines et secteurs stratégiques. Les deux pays avaient convenu de relever comme volets principaux les domaines des énergies renouvelables et de l'environnement, ainsi que la consolidation des relations économiques et financières et le dialogue politique. Ils se sont réjouis des efforts développés dans les domaines de l'investissement dans la connaissance, la technologie et l'innovation, tout en soulignant la convergence des priorités et des lignes d'action entre les deux pays. Dans ce sens, ils ont signé un mémorandum d'entente dans le domaine de la société de l'information et de l'économie numérique énonçant les conditions pour la coopération future dans ces domaines, permettant le développement de nouveaux produits et services à valeur ajoutée, pris en charge dans les réseaux de nouvelles générations, en particulier dans des domaines tels que l'éducation, la santé ou la gouvernance électronique.

L'Algérie et le Portugal ont exprimé également leur satisfaction concernant leur coopération scientifique et universitaire qui se manifeste particulièrement dans le cadre de la coopération bilatérale entre les institutions d'enseignement supérieur et les centres de recherche des deux pays.

Les deux parties se sont engagées à approfondir et à resserrer les relations de coopération dans les domaines de la science, de la technologie et de l'enseignement supérieur, en vue de donner une nouvelle dynamique à la coopération bilatérale entre les deux pays par la mise en place d'actions communes. Les deux parties se sont félicitées, en outre, de l'excellence de leurs relations de coopération économique et financière et ont exprimé leur volonté de les renforcer en tenant

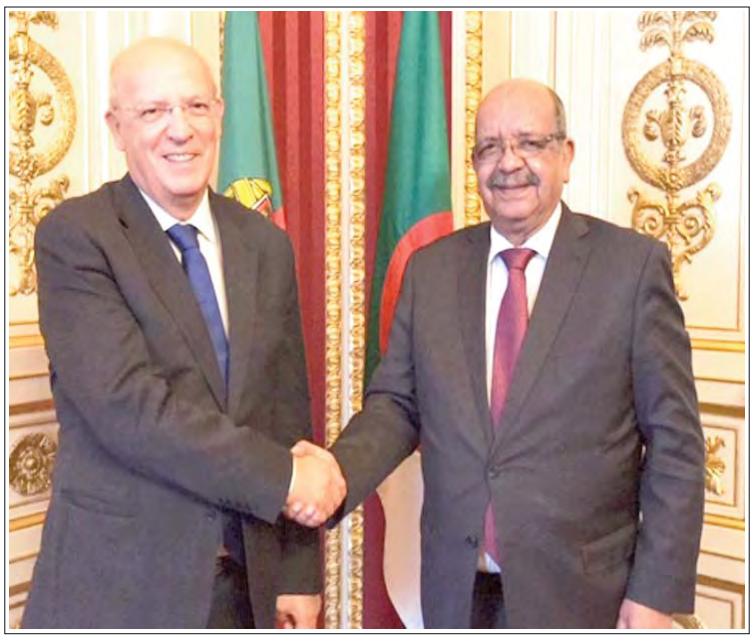
compte des opportunités existantes dans le secteur des Affaires entre les entreprises et les possibilités d'investissement offertes par les deux pays, notamment dans les domaines du bâtiment et travaux publics, transports, tourisme, énergies renouvelables, traitement des eaux et assainissement, équipements industriels, technologies de l'information et de la communication, ainsi que des services financiers.

A cet égard, la partie algérienne a invité les opérateurs économiques portugais à investir davantage le marché algérien pour la réalisation des infrastructures de base, en tirant bénéfice de la législation algérienne qui tend à créer les conditions d'une présence pérenne aux entreprises étrangères. Les deux parties ont souligné, dans ce sens, le caractère prioritaire de ces secteurs, en particulier les technologies de l'information et de la communication, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique et ont, par conséquent, manifesté leur désir de renforcer la coopération entrepreneuriale dans ces domaines. Reconnaissant le potentiel de complémentarité entre les deux pays, l'Algérie et le Portugal ont décidé de constituer un groupe de travail composé de deux personnalités de chaque côté pour présenter un rapport sur l'état des relations économiques et commerciales entre les deux pays et sur les possibilités de les renforcer.

T. Benslimane

• 13 accords de coopération signés

L'Algérie et le Portugal ont signé, hier, à Lisbonne, à l'issue de leur 5e réunion de haut niveau, 13 accords de coopération à même de renforcer davantage la coopération bilatérale, particulièrement au plan économique. La signature de ces accords s'est déroulée en présence du Premier ministre, Ahmed Ouyahia et son homologue portugais, Antonio Costa. Ainsi, l'Algérie et le Portugal ont signé un accord relatif à la coopération dans le domaine de la Protection civile, un accord de coopération dans le domaine de la santé, et un autre dans le domaine du transport aérien. Les deux pays ont également signé un mémorandum d'entente dans le domaine de la formation et de l'enseignement professionnels et un autre dans le domaine de la protection et la promotion sociale. Un mémorandum pour l'introduction de la langue portugaise en tant que langue étrangère d'option dans le système éducatif algérien a été également signé à cette occasion, ainsi qu'un programme d'échanges culturels pour les années 2018-2020 et un programme exécutif dans le domaine de la jeunesse et des sports au titre des années 2018-2020. L'Algérie et le Portugal ont également signé un mémorandum d'entente entre l'Organisme national de contrôle technique des travaux publics et le laboratoire portugais de l'ingénierie civile, un mémorandum d'entente entre l'Institut portugais de soudure et de qualité et l'Organisme national de contrôle technique des travaux publics, ainsi qu'un protocole de coopération entre l'Ecole supérieure maritime (ENSM) et l'École supérieure nautique portugaise «Infante D. Henrique». Les deux pays ont aussi signé un plan d'action dans le domaine de la formation touristique 2018-2020 et un protocole de coopération entre l'université d'Alger 2 et l'Institut Camoes de langues et de coopération.



En marge de la réunion

Messahel s'entretient avec son homologue portugais Augusto Santos Silva

Dans le cadre de la 5e réunion de haut niveau algéro-portugaise, le ministre des Affaires étrangères Abdelkader Messahel s'est entretenu avec son homologue portugais Augusto Santos Silva. Les deux ministres se sont félicités de la qualité des relations bilatérales et des perspectives de leur développement. Ils ont également passé en revue de nombreuses questions régionales et internationales d'intérêt commun, notamment la situation dans les deux régions respectives, l'Afrique du Nord, le Sahel et l'Europe, les relations avec l'Union européenne et la coopération sous-régionale dans le cadre des 5+5.

A cet égard, ils se sont félicités du succès de la 14e session de la Conférence des ministres des Affaires étrangères du Dialogue des 5+5, tenue à Alger le 21 janvier 2018. Les situations au Mali et en Libye ont été abordées par les deux ministres. Messahel a informé son interlocuteur des efforts consentis par l'Algérie en vue d'accompagner les parties libyennes et maliennes sur la voie du dialogue et de la réconciliation, en insistant sur l'appropriation par ces parties des processus politiques dans leurs pays. Les deux ministres ont également discuté d'autres questions d'intérêt commun, notamment le soutien de leurs candidatures dans les foras internationaux ainsi que la lutte antiterroriste, le crime organisé et la migration irrégulière.

Le ministre des Affaires étrangères du Portugal a, à indiqué que l'Algérie est un pôle de stabilité dans la région, avec laquelle il poursuivra l'effort commun de consolidation et développement de la coopération bilatérale.

L'ECHO D'ALGERIE
www.lechodalgerie-dz.com

Au 4e jour de sa visite à la 4e Région militaire

Gaïd Salah met en avant le rôle de la réconciliation nationale dans le rétablissement de la sécurité et la stabilité du pays

Lors du quatrième jour de sa visite à la 4e Région militaire, le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire a inspecté quelques unités relevant du Secteur militaire de Biskra.

A l'entame et en compagnie du général-major Hacène Alaïmia, commandant de la 4e Région militaire, le général de corps d'armée a inspecté le projet de réalisation du Centre de repos et de cure thermale à Biskra, dont la superficie s'étale sur 21 hectares, et qui dispose de toutes les infrastructures d'hébergement, de loisirs et de soins, où il s'est enquis de la qualité et de l'état d'avancement des travaux, et a donné des orientations et des instructions aux responsables de cet important projet, afin de respecter les délais convenus pour la livraison.

Au niveau de l'Ecole supérieure des troupes spéciales et à l'issue de la cérémonie d'accueil, le général de corps d'armée a suivi un exercice démonstratif exécuté par les élèves de l'Ecole, sur le thème : «Le détachement des Troupes spéciales lors de l'assaut, la destruction et la neutralisation d'un groupe terroriste retranché dans une bâtisse», en utilisant des véhicules légers, munis d'échelles d'assaut et de chasse. Un exercice marqué par un haut professionnalisme, qui dénote de l'efficacité de la formation de qualité, dispensée au profit des élèves de l'Ecole supérieure des troupes spéciales, qui se démarquent par leur total engagement et ferme détermination à s'acquitter de leurs missions en toutes conditions et circonstances.

Le général de corps d'armée a tenu ensuite une rencontre avec les cadres et les personnels des unités du Secteur militaire de Biskra, où il a prononcé une allocution d'orientation, diffusée à toutes les unités de la Région via la visioconférence, et à travers laquelle il a mis l'accent sur l'importance de cette rencontre coïncidant avec le lancement officiel de l'année de préparation au combat 2018-2019, et coïncidant, également, avec la célébration du 13e anniversaire de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale initiée par Son Excellence Monsieur le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale et adoptée à l'unanimité par le peuple algérien, le 29 septembre 2005 : «Dans ce contexte précisément, je ne manquerai pas de valoriser et de saluer, notamment à l'occasion du 13e anniversaire du vote par acclamation de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, la clairvoyance et la perspicacité de son Excellence, Monsieur le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale à travers son initiative historique adoptée par tout le peuple, qui la considère, aux côtés des sacrifices et de la détermination des braves hommes de l'Armée nationale populaire, une pierre angulaire dans le processus du rétablissement de la sécurité et la stabilité du pays. Cette initiative historique qui a su faire régner la fraternité parmi les Algériens et a permis à ceux ayant égaré le droit chemin de revenir à la raison, de rompre avec leur cruauté, d'emprunter la voie de la sagesse et de la réconciliation nationale, et de regagner leur société.

Une initiative sur laquelle l'Armée nationale populaire digne héritière de l'Armée de libération nationale s'est appuyée lors de l'édification de cette prestigieuse institution de défense et de sécurité, dont les fondements sont solidement ancrés, et qui œuvrera, sans répit jour et nuit avec l'aide d'Allah Le Tout-Puissant, à parachever le raffermissement des piliers de ce don divin». Le général de corps d'armée a assuré que ces visites périodiques constituent une action de terrain qui revêt une importance majeure, voire une nécessité professionnelle, car elles représentent l'intérêt particulier que le haut commandement de l'Armée nationale populaire ne cesse d'accorder à l'accompagnement de tous les efforts déployés et au suivi de l'exécution de l'ensemble des programmes pluridisciplinaires qui se complètent et se succèdent, et dont les dimensions et les objectifs sont multiples : «J'ai tenu, en cette honorable occasion, comme à l'accoutumée lors de toutes les autres fois, à rencontrer les personnels relevant des unités et des établissements exerçant au niveau de la garnison de Biskra de la 4e Région militaire,

y compris les différents corps de sécurité, en adéquation avec l'exigence de veiller en permanence à promouvoir les aptitudes de l'armée nationale populaire, à travers une vision réaliste et adaptée à nos propres spécificités et à notre capacité à en faire des réalisations palpables sur le terrain.

En effet, nous travaillons aujourd'hui selon les principes de cette approche clairvoyante, dont les résultats sont témoins, et qui est confirmée par le développement qualitatif atteint par les différentes composantes de nos Forces armées, qui ne ferment pas l'œil pour protéger les frontières de notre Pays, et pour garantir les facteurs de sa sécurité et sa stabilité, et telle est la finalité ultime. De ce fait, le maintien de la dynamique actuelle n'est pas un objectif en soi, mais il est plutôt impératif d'accélérer sa cadence en adéquation avec la concrétisation des objectifs escomptés.

Or, ceci nécessite la préservation et le renforcement des résultats atteints, tout en œuvrant à focaliser nos efforts davantage sur l'excellence et la perfection, et ce, grâce à l'adoption lucide et correcte de la démarche d'évaluation continue de ce qui est réalisé sur le terrain, et grâce au parcours de l'action planifiée qui tient compte, non seulement de la concrétisation des objectifs tracés, mais aussi de l'impératif de veiller à l'adaptation de ces objectifs avec le processus de développement de l'Armée nationale populaire et ses projets futurs. C'est ainsi qu'on raffermit les fondements d'un processus professionnel fructueux. Tel est l'objectif le plus noble, pour lequel le haut commandement de l'Armée nationale populaire œuvre, grâce à la volonté d'Allah Le Tout-Puissant, afin de faire aboutir tous les facteurs et les éléments permettant de hisser nos Forces armées aux rangs les plus prestigieux et leur permettre d'atteindre la finalité ultime, qui n'est autre que de servir l'Algérie et préserver sa sécurité et sa stabilité». A l'issue, le général de corps d'armée a écouté les interventions des cadres et des personnels.

T. M.

AADL

Temmar remet les clés aux premiers locataires de la nouvelle-ville de Bouinan - Blida

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a remis les clés de logements aux premiers locataires de la nouvelle ville de Bouinan devant abriter 53 000 habitants. Les bénéficiaires de logements de type AADL sont au nombre de 1037. Selon le ministre, «cette opération de distribution de logements entre dans le cadre du grand programme de l'Etat de distribution de logements à travers le pays».

Selon Temmar, qui a effectué une visite dans la wilaya, «Bouinan est l'une des cinq nouvelles villes programmées à travers le pays dans le cadre du programme du président de la République». «Ce seront des villes modernes dotées de toutes les commodités nécessaires», a-t-il renchéri.

Le ministre a ensuite évoqué l'importance des équipements d'accompagnement dont 38 relèvent du secteur de l'éducation tandis que les deux autres sont des structures de sûreté. La réception de 18 établissements scolaires et un siège de la Sûreté nationale est prévue avant la fin de l'année en cours selon le ministre qui a annoncé que d'autres projets ont été lancés en urgence. Dans une allocution à la salle des conférences de la wilaya de Blida, Temmar a expliqué que la nouvelle ville de Bouinan contient cinq pôles d'activités où seront lancés des projets dans les domaines des loisirs, de la santé et des technologies et dont la plus grande partie sera réservée aux jeunes. «Nous avons pris le soin de prendre en charge l'aménagement du tissu urbain du centre a ensuite indiqué le ministre. Parlant des opérations de distribution de logements, il a rappelé que depuis trois mois, plus de 140 000 logements ont été distribués à travers le pays. S'agissant du programme inscrit dans le cadre de l'AADL, il sera clôturé en 2019, a-t-il promis. «Durant le dernier Conseil des ministres, il a été décidé de construire 50 000 logements de type LPA à travers toutes les wilayas et Blida bénéficiera d'un autre programme de logement rural», a-t-il ajouté. Accompagné du nouveau wali, Youcef Chorfa, et d'élus, Temmar a donné le coup d'envoi du projet de construction de 1675 logements de type AADL dans la nouvelle ville de Bouinan. Ce projet fait partie d'un programme de 6000 logements AADL. Temmar a exhorté les bureaux d'études à coordonner leurs efforts pour rattraper le retard enregistré dans la réalisation des projets de logements à Bouinan. Il s'est engagé à revenir bientôt sur le site pour s'enquérir de l'état d'avancement des projets lancés.

Arab M.

Energie

Le groupe Sonelgaz poursuit sa mue et compte devenir un géant d'Afrique

Le groupe Sonelgaz poursuit sa politique d'investissements en mobilisant un montant de 311,5 milliards de dinars durant l'exercice 2017 contre 26,96 milliards de dinars en 2000, a indiqué, hier, à Alger, son PDG, Mohamed Arkab.

Dans une conférence-débat qu'il a animée au Forum d'*El Moudjahid*, Arkab a rappelé que l'Etat avait accordé au groupe un crédit à long terme avec beaucoup d'avantages, et ce, à l'effet de poursuivre ses investissements à l'horizon 2028. Le PDG de Sonelgaz a, également cité bon nombre d'indicateurs enregistrés en 2017, illustrant la bonne performance du groupe, telle la capacité installée qui, selon lui, évolue à un rythme de croissance «soutenu» et «continu» pour atteindre 19.321 mega watts (MG) en 2017 contre 5.907 MG en 2000. Pour ce qui est de la production d'électricité, elle s'est chiffrée à 70.904 GWh en 2017 contre 25.008 GWh en 2000.

Le réseau électricité, il n'a, quant à lui, pas cessé, de gagner en consistance, selon Arkab, passant ainsi d'une longueur de 206.203 km en 2000 à 358.250 km en 2017. Selon lui, le réseau gaz a, pour sa part, gagné en densité, atteignant 120.315 km en 2017 alors qu'il était de 20.821 km en 2000. Abordant le nombre de clients électricité, Arkab a considéré qu'il avait augmenté «considérablement» pour passer de 4,514 millions de clients en 2000 à 9,127 millions en 2017. Il a également souligné la «nette évolution» du nombre de clients gaz, précisant qu'il est passé de 1,392 million de clients en 2000 à 5,26 millions de clients en 2017. Ces résultats qui, selon lui, devraient être «davantage consolidés» durant l'exercice 2018, sont la traduction sur le terrain de la politique ambitieuse du groupe en matière d'investissements. Evoquant la ressource humaine, Arkab a précisé que les effectifs du groupe sont passés de 21 594 en 2000 à 90 948 agents à fin août 2018. Faisant, par ailleurs, le point sur la sécurité d'approvisionnement à plus long terme, Arkab a indiqué que la Sonelgaz s'emploie progressivement à s'installer en tant qu'acteur «majeur» dans le processus de la transition énergétique qui devrait permettre d'aller vers un mix énergétique et d'avoir une très large part des investissements dans les énergies renouvelables (EnR).

Outre, l'objectif d'occuper une position de leader dans les énergies renouvelables, la stratégie de Sonelgaz, est de faire émerger des experts nationaux dans les activités travaux, engineering, équipements et services ainsi que dans les systèmes d'information, a-t-il enchaîné. Pour exemple, il cite le projet de réalisation d'un complexe industriel pour la fabrication des équipements du bloc de puissance des centrales électriques à Batna, et ce, avec l'américain Général Electric. Arkab a, à ce propos, fait savoir que les premières turbines à gaz sortiront de l'usine GEAT, en juillet 2019.

Par ailleurs, le même responsable a évoqué les actions du groupe durant l'été 2018. Il a ainsi indiqué que cet été, les températures enregistrées n'avaient pas nécessité une sollicitation «exceptionnelle» des ouvrages du groupe, à l'exception de quelques pics sur les régions intérieures comme Relizane, Chlef et Aïn Defla. Il a, à ce titre, rappelé que la puissance maximale enregistrée durant la période estivale 2018 avait été observée en date du jeudi 19 juillet à 15 heures et avait atteint les 13.676 MW.

Au courant de l'année 2018, une capacité supplémentaire de 1500 MW sera injectée dans le réseau électrique national interconnecté, dont 1200 MW ont déjà été mis en service avant l'été, a t-il avancé. S'agissant du gaz, Arkab a

mis l'accent sur les dispositions nécessaires prises par le groupe, au titre de l'hiver 2018-2019, et ce, pour les localités qui ont connu des contraintes en matière d'alimentation en gaz. Parmi ces dispositions, il a cité l'achèvement des travaux et la mise en service de sept ouvrages gaz, ainsi que le renforcement et création de nouveaux postes sont prévus avant l'hiver prochain. Interrogé lors des débats sur l'état de santé du groupe, Arkab a répondu que Sonelgaz «se porte bien» puisque elle possède des ressources financières pour réaliser ses investissements. Il a néanmoins souligné que les dettes du groupe s'étaient chiffrées à 1400 milliards de dinars. Pour ce qui est des créances du groupe, elles s'élevaient à 58 milliards de dinars à fin 2017, en diminution de 25% par rapport à l'année 2016. S'agissant des exportations de l'électricité vers la Tunisie, il a rappelé que plus de 300 MW avaient été fournis à ce pays voisin, cette année. Abordant les activités de Sonelgaz en Libye, Arkab a précisé qu'il s'agissait surtout de la maintenance des équipements électriques de ce pays. Il a aussi avancé que l'Algérie avait un projet de partenariat avec ce même pays pour la production de l'électricité en Libye.

«Sonelgaz est en négociations avancées pour l'exportation de l'énergie électrique en Libye», a-t-il fait savoir.

Ahsene Saaid

Dialogue 5+5

Privilégier des initiatives communes pour développer une économie maritime durable en Méditerranée

Porter des initiatives communes auprès de l'UE et des bailleurs de fonds, dans le cadre du dialogue 5+5, permettra de développer une économie maritime durable, a estimé, hier, à Alger, le directeur général de la pêche et de l'aquaculture au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Taha Hammouche. Le responsable a coprésidé la 4e réunion du comité directeur de l'initiative pour le développement durable de l'économie bleue en Méditerranée occidentale adoptée en novembre 2017 à Naples (Italie) et baptisée «Westmed».

Le comité directeur, qui se réunit chaque trimestre, est coprésidé chaque année par un pays différent de la rive nord et un autre de la rive sud de la Méditerranée. Cette année, le responsable algérien ainsi que le secrétaire général adjoint de la mer auprès du gouvernement français, Patrick Augier, coprésident le comité. L'objectif de la réunion a consisté à tracer une feuille de route comportant les projets communs prioritaires en matière de développement des activités liées à la pêche et à l'aquaculture. L'autre objectif des discussions a porté sur l'examen et l'échange autour du projet de déclaration qui sera entériné lors d'une conférence ministérielle des pays membres du dialogue 5+5 (5 pays du nord et 5 pays du sud de la Méditerranée) qui se tiendra le 4 décembre à Alger dans le cadre d'une économie maritime durable (économie bleue). L'économie bleue est définie par l'utilisation de la ressource disponible localement pour répondre aux besoins tout en valorisant les déchets produits. Les pays membres du dialogue 5+5 travaillent à réaliser des projets communs qui ont pour but de développer l'espace méditerranéen dans le cadre d'une économie maritime durable, a expliqué Hammouche. Pour sa part, le secrétaire général adjoint de la mer auprès du gouvernement français, Patrick Augier, a indiqué que le comité directeur vise à élaborer une stratégie sur le bassin occidental de la Méditerranée dans l'objectif de «monter ensemble» des projets de développement de l'économie maritime. Dans ce cadre, une feuille de route a été élaborée, au sein de laquelle figurent des thèmes prioritaires tels que la pêche durable, la protection de l'environnement et le développement du réseau économie bleue a expliqué Augier. En ce sens, le comité travaille à fédérer différents pays pour développer des projets qui intéressent directement les acteurs économiques ou les membres des pays participants.

Le premier projet lancé, d'un financement de 800.000 €, consiste en la mise en commun de moyens des membres pour réagir en cas de pollution maritime. Selon le représentant français, deux autres projets sont en cours de développement d'ici à la fin de l'année en cours. Le premier concerne le développement du réseau économique entre des entreprises des pays du nord et ceux du sud de la Méditerranée. L'autre projet «pourrait concerner la pêche durable, notamment l'aquaculture», a confié Augier. Pour rappel, l'initiative pour le développement durable de l'économie bleue en Méditerranée occidentale fait suite à la déclaration ministérielle sur l'économie bleue approuvée par l'Union pour la Méditerranée (UPM) en novembre 2015.

Cette initiative implique cinq pays partenaires, à savoir l'Algérie, la Tunisie, la Libye, la Mauritanie et le Maroc au côté de cinq Etats membres de l'Union européenne (France, Italie, Portugal, Espagne et Malte).

Finances

Raouya en visite de travail à Sétif

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya se rend aujourd'hui à Sétif où il procédera à l'inauguration des établissements financiers et visitera des installations de certains services extérieurs du ministère. Cette visite s'inscrit dans le cadre de suivi de la mise en œuvre du programme de modernisation des services extérieurs du ministère des Finances. A cette occasion, le ministre procédera à l'inauguration d'un centre des impôts CPI, d'Aïn El Kébira et Aïn Moussa à Sétif. Raouya visitera également les installations de certains services extérieurs du ministère des Finances afin de s'enquérir «des progrès enregistrés en matière d'amélioration des conditions de travail du personnel et d'accueil des citoyens dans le cadre des efforts de rapprochement de l'administration du citoyen».

Par ailleurs, le ministre va inaugurer une nouvelle agence de la Banque nationale algérienne (BNA) à Sétif, qui vient de renforcer la présence de cette banque dans cette wilaya.

APN

L'affaire «Bouhadja» bloque les activités des ambassadeurs accrédités en Algérie

Le bureau de l'Assemblée populaire nationale (APN) a rendu public, hier, un communiqué dans lequel il a appellé le président de la Chambre basse du Parlement, Saïd Bouhadja à déposer sa démission.

Il s'agit d'une 2e démarche qu'entreprennent les opposants de Bouhadja pour le pousser à la porte de sortie. Ayant vu toutes les tentatives de convaincre le 3e homme de l'Etat de jeter l'éponge, les détracteurs de ce dernier comptent cette fois-ci publier un communiqué au nom du bureau de l'APN pour exprimer leur refus de travailler avec Saïd Bouhadja. Selon nos sources, le secrétaire général du FLN, Djamel Ould Abbès aurait cautionné cette démarche, bien que ce bureau n'ait aucune autorité juridique sur son président.

Il est utile de souligner, à cet effet, que le ministère des Affaires étrangères ait annulé une rencontre prévue entre le président de l'APN et les ambassadeurs de Cuba et de Tunisie en Algérie. D'après le député Lakhdar Benkhellaf, le bureau de l'Assemblée n'était pas au courant de l'annulation de cette rencontre.

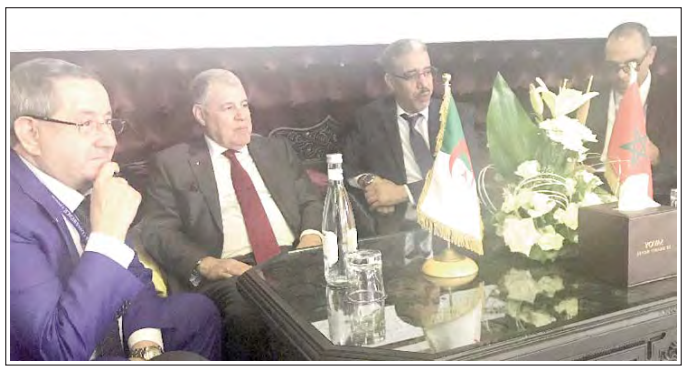
En effet, un rendez-vous le concernant avec l'ambassadeur du Japon, dans le cadre des activités parlementaires, avait également été annulé par le MAE. Le député, qui devrait rencontrer le diplomate japonais, s'est dit surpris en apprenant de l'ambassade du Japon l'annulation de cette rencontre reportée à une date ultérieure. Par ailleurs, Benkhellaf a déploré la situation dans laquelle se trouve l'APN après la décision d'un groupe de parlementaires de retirer leur confiance à Bouhadja et geler ainsi les activités de l'hémicycle. Pour lui, ce comportement est de nature à affecter l'APN à l'échelle internationale et la réputation de l'Algérie.

Le député a révélé au sortir d'une rencontre avec Bouhadja qui celui-ci s'attachait à son poste à la tête de l'institution législative et qu'il n'envisagerait pas de démissionner tel que l'exigent les députés FLN et leurs alliés.

A. S.

Prix du gaz - GME

Alger en position de force pour négocier avec Rabat



Le Maroc s'apprête à renouveler les contrats d'importation du gaz algérien via le gazoduc Maghreb-Europe, dont un accord de principe aurait été trouvé entre les deux pays. Et ce, en l'absence de choix pour le gouvernement marocain, notamment face à une demande grandissante de l'économie marocaine en gaz. S'exprimant, ce lundi, en marge d'une rencontre avec son homologue marocain à Rabat Aziz Rabbah, le ministre de l'Energie Mustapha Guitouni a indiqué que les deux parties avaient convenu de prolonger les contrats d'importation du Maroc du gaz algérien, selon la presse marocaine. Selon le ministre de l'Energie, le Maroc sera le propriétaire à part entière du gazoduc reliant l'Algérie à l'Espagne via ses territoires et cela à compter de 2021, date d'expiration du contrat actuel. Le ministre a ajouté également que des rencontres seront tenues entre les deux parties pour déterminer aussi bien les prix et les quantités du gaz à exporter au Maroc. A l'évidence, l'Algérie négociera avec le Maroc sur les prix du gaz en position de force dans la mesure où les approvisionnements d'Espagne en gaz algérien seront totalement assurés via le gazoduc Medgaz reliant Beni Saf à Almeria au sud de l'Espagne. En effet, le projet de réalisation de l'extension du gazoduc EGPDF à El Aricha (Tlemcen), d'une capacité de 4.5 milliards m^3 par an, devra être réceptionné fin 2020, ce qui contribuera considérablement à l'augmentation de la capacité de Medgaz.

Affaires religieuses

Mohamed Aïssa : «L'investissement dans les biens wakfs ouvert aux investisseurs étrangers»

L'investissement dans les biens wakfs est «ouvert aux investisseurs et capitaux étrangers suivant la législation algérienne» et sous forme de «partenariat», a déclaré, hier, à Médéa, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aïssa. «Les investisseurs étrangers peuvent, au même titre que les nationaux, privés ou publics, avoir accès aux biens wakfs, bâtis ou non, et réaliser le type d'investissement qui assure les intérêts des deux parties», a indiqué le ministre, en marge de l'inauguration du «complexe wakfs» de la ville de Berrouaghia, qui comprend des logements, des bureaux et des locaux à usages commerciales et de services. Aïssa a précisé, dans ce contexte, qu'un décret exécutif, promulgué récemment, donne aux investisseurs étrangers «le droit d'accès» aux biens wakfs du secteur, à condition, a-t-il ajouté, que cet investissement «soit réalisé dans le cadre d'un partenariat et sur la base de la règle 51/49». Il a évoqué, à cet effet, la conclusion de trois contrats de partenariat avec des investisseurs nationaux pour la réalisation d'une structure de santé, une banque et un hôtel, qui devront «entrées en fonction, au plus tard, d'ici six mois», soulignant que «l'opération d'exploitation et rentabilisation» des biens wakfs nationaux «avancent à un rythme soutenu». S'agissant des biens wakfs, qui font l'objet de litiges avec des particuliers ou des organismes, le ministre a affirmé que «plus de 95% des ces biens ont été récupérés et versés dans le portefeuille foncier du secteur», annonçant par la même la récupération dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès de 13 parcelles qui ont abrité auparavant des cimetières étrangers, dans le cadre de l'opération de transfert et de regroupement des ossements des personnes étrangères enterrées en Algérie, initiée par leur pays d'origine.

Personnes âgées

Plus de 122 000 cartes distribuées à juin 2018

Les services du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme ont distribué, jusqu'au mois de juin 2018, plus de 122 000 cartes de la personne âgée qui permettent à cette frange de bénéficier de certains avantages sociaux, a indiqué, hier, le directeur de la protection des personnes âgées au ministère, Hocine Hakim, qui a précisé que le nombre d'inscrits pour bénéficier de la carte de personne âgée à travers les directions de l'Action sociale (DAS) a atteint 135 657 personnes, faisant état, à ce titre, de la distribution de 122 500 cartes durant la période allant du mois d'octobre 2017 au juin 2018, en vue de bénéficier des avantages sociaux conformément au décret exécutif N°13-139 du 10 avril 2013 fixant les conditions et modalités d'octroi de la carte de la personne âgée. Cette carte est délivrée aux personnes âgées pour bénéficier de certains avantages sociaux, à l'instar de la gratuité des soins au niveau des établissements publics de santé et la priorité aux premiers sièges du transport public et aux établissements et lieux garantissant un service public, ainsi qu'aux sièges de premiers rangs au niveau des lieux et salles abritant des activités et manifestations culturelles, sportives et de divertissement, a-t-il ajouté. Hocine a indiqué, dans ce sens, que cette carte entendait ressusciter» les valeurs relatives au respect des personnes âgées au sein de la société, relevant, dans ce sens, qu'une large campagne sera lancée, décembre prochain, pour sensibiliser quant à l'importance et les objectifs de cette carte. Il a expliqué, par ailleurs, que l'intérêt accordé aux personnes âgées s'illustre à travers le renforcement du cadre juridique de la protection de cette frange et la mise en place de différents programmes visant la satisfaction de ses besoins et leur prise en charge, notamment par l'amélioration des services institutionnels résidentiels et des mécanismes de prise en charge à domicile pour garantir le bien-être de la personne âgée, assurant que la majorité des décrets d'application de la loi relative à la protection des personnes âgées N°10-12 du 29 décembre 2010 ont été promulgués. Abordant le réseau institutionnel public de prise en charge des personnes âgées relevant du ministère de la Solidarité nationale qui comprend 33 foyers pour personnes âgées réparties sur 27 wilayas d'une capacité d'accueil de 1673 personnes âgées démunies et/ou sans liens familiaux, Hocine a indiqué que l'ensemble de ces foyers sont dotés en équipes pluridisciplinaires, dont des assistants sociaux, des psychologues et des médecins qui y assurent une prise en charge socio-psychologique appropriée. Le ministère s'est attelée, durant les dernières années, au lancement de programmes et de dispositifs relatifs au domaine de la protection sociale, dont la médiation familiale et sociale, qui se veut une mesure préventive visant à protéger la personne âgée de la maltraitance, de la marginalisation et à résoudre les conflits pouvant surgir en milieu familial, en vue d'éviter le recours aux services judiciaires et veiller à la préservation de la cohésion de la famille, a-t-il expliqué. Se basant sur le bilan annuel de mise en œuvre de ce dispositif dressé par les bureaux de la médiation familiale présents dans les 48 DAS, Hocine a fait savoir que 334 personnes âgées avaient bénéficié, en 2017, de ce dispositif.

A ce propos, le même responsable a souligné que la nature des problématiques enregistrées au niveau des bureaux de la médiation familiale, concerne certains problèmes comme l'absence de dialogue et de communication entre ascendants et descendants, ou certaines préoccupations relatives aux conditions socio-économiques et sanitaires. Hocine a, d'autre part, révélé que le ministère s'emploie à l'élaboration d'un fichier national des personnes âgées en Algérie en vue de déterminer et classer les différentes catégories des personnes âgées, dont les démunies et personnes nécessiteuses, lesquelles bénéficient d'aides fournies par la Solidarité nationale et de s'enquérir des différents détails inhérents à toutes les personnes âgées, à l'instar des retraités et des personnes atteintes de maladies chroniques. Ce fichier a pour objectif de déterminer les besoins enregistrés et exprimés, en vue de la mise en place de nouveaux mécanismes, à même de renforcer le domaine de prise en charge de cette frange, et ce, dans le cadre de la Stratégie nationale de la Solidarité pour la période 2018-2023.

Economie algérienne

La Banque mondiale s'attend à une croissance de 2,5% en 2018

L'économie algérienne devrait enregistrer une croissance de 2,5% en 2018 contre 1,6% en 2017, prévoit la Banque mondiale qui table sur une baisse du double déficit avec la mise en place des réformes prévues au plan économique.

«La croissance en Algérie devrait rester stable au dessus de 2% en moyenne jusqu'à la fin de la décennie», anticipe le premier acteur de l'aide au développement dans son rapport de suivi de la situation économique dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, présenté, ce mercredi, à Washington.

La prévision actualisée de 2,5% même en baisse comparée au 3,5% anticipé dans l'édition précédente du rapport, publié en avril et aussi dans le dernier rapport de la Banque sur les perspectives économiques mondiales de juin, reste cependant supérieure à la moyenne de 2% prévue pour la région Mena dans son ensemble. La croissance dans les pays exportateurs de pétrole de la région est attendue à 1,6% cette année.

La BM a revu à la hausse la prévision de croissance en Algérie pour 2019 à 2,3% contre 2% prévu en juin, ajustant aussi à la hausse celle de 2020 à 1,8% contre 1,3% projeté auparavant. Selon les projections de la banque, ces taux de croissance devraient s'accompagner en 2019 et 2020 d'une baisse du double déficit (déficit public et déficit de la balance courante) à la faveur des réformes qui seront mises en place telles que la levée de subventions et l'amélioration du climat des affaires. Ainsi, le déficit budgétaire devrait représenter -6,9% du PIb en 2018 contre -9% en 2017. Cette tendance baissière devrait se maintenir à -5,8% du Pib en 2019 et à -4,5% en 2020. Le solde de la balance courante, devrait aussi reculer à -8,5% du Pib en 2018 contre -12,8% en 2017 et baisser davantage à -7,2% du Pib en 2019 et à -5,9% en 2020. Le rapport de la BM table, par ailleurs, sur «une amélioration modeste» de la croissance dans la région Mena à 2,3% en 2019 et 2,8% en 2020. La reprise de la croissance sera principalement le résultat de l'amélioration de l'activité économique des exportateurs et des importateurs de pétrole à la fois. Evoquant les perspectives du marché pétrolier, la Banque est restée prudente sur l'évolution des prix, en expliquant que «plusieurs facteurs compensateurs» pourraient freiner la hausse observée ces derniers mois.

La Banque cite en particulier l'éventuel ralentissement de la reprise mondiale et les incertitudes entourant les investissements et la consommation dans le secteur pétrolier qui pourraient impacter la demande.

En parallèle, les sanctions imposées par les Etats-Unis au secteur pétrolier iranien pourraient réduire les exportations de pétrole iranien de plusieurs centaines de milliers de barils par jour. «Si la baisse de la production ne s'accompagne pas d'une augmentation

provenant d'un autre pays exportateur de pétrole, notamment l'Arabie saoudite, le marché pétrolier serait sous-approvisionné, exerçant une pression à la hausse sur les prix», précise la BM qui table sur un baril à 70 $ en 2018, soit 12 $ de plus que la prévision anticipée en janvier dernier.

Moussa O.

16e Forum Africa Europa Business Meeting de Paris

L'Algérie représentée par 8 entreprises

Des entrepreneurs algériens participent depuis hier aux travaux du 16e Forum Africa Europa Business Meeting de Paris qui se pencheront sur les opportunités d'investissement et de commerce en Afrique. Cette rencontre d'affaires est organisée par la Chambre internationale pour le conseil et la promotion des entreprises (CICP) qui est une plateforme de promotion des partenariats industriels, techniques, financiers, commerciaux et stratégique. Le CICP organise des rencontres et voyages d'affaires de «très haut niveau» auxquels participent des dirigeants d'entreprises de différents secteurs et de plusieurs pays.

L'Algérie, un des pays à l'honneur à ce forum, est présente avec plusieurs industriels de différents secteurs. Huit entreprises algériennes, dans les secteurs de l'électricité, l'énergie renouvelable, la câblerie, le tourisme et la métrologie, participent à ce forum dans la perspective d'une ouverture à l'international.

D'autres responsables d'entreprises n'ont pu participer à ce forum en raison de la non-délivrance de visas par les postes consulaires français en Algérie. Une situation «récurrente», juge-t-on, puisque plusieurs rendez-vous d'affaires en France sont ratés à cause de cette difficulté. Rencontré au forum, Rachid Bekhechi, président de la Bourse de sous-traitance et de partenariat de l'Ouest (BSTPO), a indiqué à l'APS que ce forum est une opportunité pour les entrepreneurs algériens afin d'explorer des marchés en Afrique, qui est une profondeur de l'Algérie, et nouer des liens de partenariat avec des entreprises européennes présentes. Pour sa part, le président du conseil de la Bourse algérienne de sous-traitance et de partenariat (BASTP), Kemal Agsous, a insisté sur une coopération triangulaire Algérie-Afrique-Europe. Dans son intervention, le président de la BASTP a présenté aux participants le climat des affaires en Algérie qui offre une diversité d'opportunités pour les partenariats. Il a énuméré les différents secteurs d'activités dits «prioritaires» comme l'agriculture, l'agroalimentaire et le tourisme, relevant que d'autres sont appelés à être développés et mis à niveau comme l'électronique et la mécanique où de grands projets ont été mis en chantier. «Il existe aujourd'hui en Algérie une panoplie de mécanismes juridiques qui accompagnent les promoteurs, les investisseurs, et facilitent le partenariat et qui sont très avantageux», a-t-il dit.

Plusieurs autres délégations/pays et personnalités africaines et différentes PME participent à ce forum. Après les travaux en plénière, le forum se poursuivra, ce jeudi, en des séances B to B. Selon le dernier rapport de la Banque africaine de développement, Les économies africaines ont été résilientes et accélèrent le mouvement. Estimée à 3,6% pour 2017, la croissance de la production réelle devrait s'accélérer à 4,1% en 2018 et 2019. La part de l'Afrique dans les chiffres d'affaires des entreprises françaises augmentent de 75%, d'après les estimations du bureau d'assurance, ont indiqué les organisateurs. Les organisateurs ont tenu à remercier la délégation algérienne pour sa participation à ce forum.

Houda H.

Elevage camelin

«L'Etat déploie tous les moyens disponibles pour développer et soutenir cette activité», affirme Bouazghi

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi, a affirmé, hier, à Tindouf que l'Etat exploite tous les moyens disponibles pour développer l'activité d'élevage camelin à travers le pays.

«L'Etat déploie tous les moyens disponibles pour développer et soutenir l'élevage camelin, et protéger cette importante richesse animale, par la réunion des conditions à même de promouvoir cette filière, dont la fourniture de l'aliment et la création éventuelle d'exploitations spécialisées dans l'élevage», a indiqué le ministre lors de l'inspection de la situation de l'élevage dans la région d'Oued El Mae (40 km au nord de Tindouf). «Ce type d'élevage fait partie des actions prioritaires du gouvernement et nous sommes conscients de l'importance que revêt cet élevage», a souligné Bouazghi, a joutant que «le gouvernement déploie tous les efforts pour protéger et développer cette richesse animale».

«L'Algérie qui recense un cheptel de 500 000 camélidés, ne peut délaisser cette importante richesse», a-t-il ajouté. Répondant à des préoccupations de chameliers de la wilaya de Tindouf afférentes au soutien, le ministre a indiqué que son département «œuvre à trouver les solutions idoines et à juguler les déséquilibres relevés dans cette activité, en vue d'atténuer les contraintes rencontrées par les éleveurs».

Le ministre s'est enquis, lors de cette visite de travail d'une journée, à la lumière des explications qui lui ont été fournies, des opérations de réhabilitation de 16 puits pastoraux fonctionnant à l'énergie éolienne, et a écouté les préoccupations des éleveurs liées, notamment, à la mobilisation d'autres puits et leur exploitation avec l'énergie solaire. S'agissant de la promotion de la filière de production de lait de chamelle, Bouazghi a appelé les chameliers à coordonner avec la laiterie de Tindouf pour la collecte et la commercialisation de cette matière. A vocation pastorale, la wilaya de Tindouf compte un effectif camelin de 186 692 têtes, dont 44 250 chamelles, selon les statistiques fournies par la Direction des services agricoles (DSA).

Le ministre de l'Agriculture s'est, en outre, rendu au périmètre agricole de Guerayer El Harth (30 km au nord de Tindouf), pour inspecter une exploitation agricole, expérimentant l'élevage aquacole dans les bassins d'irrigation agricole. Il a, sur site, indiqué que 40 bassins d'irrigation agricole, dans une première étape, sur les 200 projetés à travers la wilaya de Tindouf seront ensemencés, avant la fin de cette année, en alevins des espèces aquacoles Tilapia du Nil, Tilapia rouge et Poisson-chat. «Le secteur de la pêche et des ressources halieutiques a assuré la formation de 47 jeunes devant être orientés vers la filière aquacole dans cette wilaya», a aussi fait savoir le ministre.

Bouazghi a poursuivi sa visite dans la wilaya de Tindouf par la mise en service d'un réseau d'électrification agricole et rurale long de 40 km, dont 16, 5 km de lignes de moyenne tension et 22 km de basse tension, en plus de la mise en place de 11 transformateurs électriques. Ce projet prévoit 67 raccordements des périmètres agricoles d'Oued El Djezz, Guerayer El Harth, Hassi Amar, Nebka et Lefiaï.

Le ministre a fait part, en réponse aux préoccupations des agriculteurs liées à davantage de soutien de l'Etat, de la possibilité d'accorder un autre soutien pour peu qu'ils (agriculteurs) respectent les techniques d'irrigation à travers le système de goutte-à-goutte en vue de rationnaliser l'exploitation de la ressource hydrique.

Bouazghi poursuit sa visite de travail par l'inspection d'autres projets et exploitations agricoles.

Alger

Plus de 4 424 tonnes de produits halieutiques de 2017 à mars 2018 enregistrées

La production halieutique dans la wilaya d'Alger a atteint durant la période allant de 2017 à mars 2018 plus de 4424 tonnes contre plus de 3065 tonnes en 2016, soit une hausse de près de 1359 tonnes, a indiqué, hier, le président de la commission de l'hydraulique, de l'agriculture, de la pêche et du tourisme à l'Assemblée populaire de la wilaya d'Alger.

A l'issue d'une sortie en compagnie des membres de la commission aux ports de Raïs Hamidou, Aïn Bénian, Sidi Fredj et Alger, Khiati a indiqué que la production halieutique dans la wilaya d'Alger avait atteint près de 4424 tonnes durant la période allant de 2017 à mars 2018 contre plus de 3065 tonnes en 2016, dont plus de 46 tonnes exportées.

La production aquacole dans la wilaya d'Alger a atteint cette année 6676 kg, a fait savoir le responsable. Quatre-vingt-dix-neuf autorisations d'exportation de cette production ont été octroyées auxquelles s'ajoutent près de 483 autorisations de pêche octroyées cette année par la Direction de la pêche de la wilaya d'Alger pour renforcer le secteur et augmenter la production halieutique.

Dans le but de renforcer le développement durable, 38 entreprises économiques subventionnées ont été créées dans le cadre de la pêche dont 12 en activité actuellement et 26 autres en cours de réalisation, a rappelé le responsable qui a ajouté que ces entreprises avaient permis la création de 287 postes d'emploi au profit des jeunes dont 91 postes crées et 291 autres programmés outre des programmes de formation dans le domaine de la pêche au profit des étudiants.

La directrice de la pêche de la wilaya d'Alger, Rabia Zerrouki, a indiqué, de son côté, que la Direction de la pêche œuvrait à accompagner les pêcheurs et à leur fournir tous les moyens nécessaires, affirmant que le port d'Alger, plus grand port de la wilaya, comportait plus de 90% de pêcheurs et de bateaux de la wilaya, comportant également toutes les structures nécessaires, outre un centre médical, une station de carburant et un point de vente de matériel de pêche et de pièces détachées pour bateaux.

Le représentant de l'entreprise de gestion des ports et abris de pêche (EGPP) de la wilaya d'Alger, Touhami Rachid a souligné que dans l'objectif de mettre un terme au problème de surcharge au niveau des ports d'Alger, il a été procédé à l'élaboration d'un plan d'accostage dans le but de fournir des quais pour l'accostage d'un plus grand nombre de bateaux de pêche et de plaisance, toutefois ce plan n'a pas été exécuté à cause du gel de l'enveloppe financière et du refus des pêcheurs de changer leurs places d'accostage.

Il a souligné que l'EGPP de la wilaya d'Alger n'obtenait annuellement que 30% de frais d'accostage de bateaux, où un grand nombre de pêcheurs refusent de payer ces frais estimés à 4.000 DA par trimestre. Suite à la visite effectuée au port de Raïs Hamidou, d'Aïn Bénian et d'Alger, les membres de la commission de l'irrigation, de l'agriculture, de la pêche et du tourisme de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont pris connaissance des préoccupations des pêcheurs et de tous les acteurs au niveau des ports, lesquelles ont été axées sur le problème de l'insécurité, du manque de moyens, de quais d'accostage (surcharge), d'éclairage et d'hygiène. A ce titre, Khiati a affirmé qu'il sera procédé à la programmation de séances de travail avec le président de l'APN, la directrice du secteur et les acteurs concernés afin de remédier à ces problèmes. Le représentant de la chambre de pêche du port d'Alger a mis l'accent sur le problème de l'insécurité au niveau du port qui est devenu un abri pour les personnes sans domicile et une décharge, ainsi que sur le phénomène de la pollution de la mer à cause des produits déversés par quelques entreprises.

Houda H.

Tizi-Ouzou

Réduction de plus de 80% des avaries sur les transformateurs électriques

Une réduction de 88% des avaries sur les postes transformateurs et de 22% du temps des coupures de l'alimentation en électricité a été enregistrée cet été dans la wilaya de Tizi-Ouzou, par la direction de la Société de distribution d'électricité et de gaz du centre (SDC), selon un bilan diffusé, mercredi, par cette institution. Ce même document, qui dresse un bilan du «Plan passage été 2018» destiné à gérer la forte consommation en énergie électrique durant la saison chaude, et qui établit une situation comparative avec l'été 2017, fait également ressortir une baisse de 7% par 100 km du nombre des incidents enregistrés sur le réseau électrique.

L'engagement de plusieurs opérations de création de nouvelles lignes de moyenne et basse tension, de bouclages entre lignes, de construction de nouveaux postes transformateurs et de réhabilitation d'anciens postes, de renforcement des réseaux, au titre du «Plan passage été 2018» ayant nécessité la mobilisation de 671,562 millions de dinars, a garanti l'amélioration de la qualité et de la continuité du service, et permis de réaliser ces résultats «positifs», a souligné la Direction de distribution de gaz et d'électricité de Tizi-Ouzou. La mise en service de 11 postes transformateurs sur un total de 17 prévus initialement, 5 étant en cours de réalisation alors qu'un poste bute sur une opposition de particuliers, a aussi permis d'endiguer le problème des chutes de tension. En outre, la mobilisation sur le terrain, durant cet été, de 18 équipes d'intervention composées de 4 agents chacune et la disponibilité, en cas de besoin, des entreprises sous traitantes dans les travaux de réparation, ont assuré l'efficacité des interventions, a-t-on ajouté.

La Direction de distribution de Tizi-Ouzou déplore, toutefois, le phénomène d'agression des ouvrages, qui continue à causer d'énormes préjudices à la qualité de service. Quelque 38 atteintes par des tiers ont été enregistrées depuis le début de l'année, ce qui représente un taux de 20% du nombre total des incidents enregistrés sur le réseau, a observé cette même direction qui a invité les citoyens qui s'apprêtent à faire des travaux, à se rapprocher de ses services pour se renseigner sur le tracé et l'identification des ouvrages électriques.

Secteur éducatif à Tipasa

Les conflits de la commission des œuvres sociales bloquent les droits des retraités

Des retraités de la wilaya de Tipasa ont organisé, ce mardi, un sit-in devant la direction de l'Education pour exprimer leur «ras-le-bol» à l'égard des conflits au sein de la commission des œuvres sociales, ayant conduit au gel de son activité, à l'origine, selon eux, du blocage du versement de leurs droits depuis 2015, a-t-on constaté.

Les protestataires, qui disent en être à leur 3e année consécutive de protestation, ont appelé la Direction du secteur éducatif à une «intervention salutaire susceptible de réconcilier les membres» de la dite commission. «Nous sommes victimes d'une affaire, qui ne nous concerne en rien, ont déclaré des retraités à la presse, non sans exprimer leur «étonnement» devant l'«entêtement» des membres de cette commission, à l'origine du gel d'un montant de 3,6 milliards de dinars du fonds des œuvres sociales, destiné aux aides sociales des employés et retraités du secteur, dont les orphelins et les veuves, qui demeurent à ce jour dépossédés de leurs droits, ont-ils assuré. A noter que ce blocage remonte à l'année 2014, avec l'apparition de différends entre le président de la commission suscitée et un nombre de ses membres, vite transformés en une affaire de justice, lorsque certains membres de la commission ont accusé son président Ali Zouguar de falsification de documents publics, suite à quoi le tribunal de Koléa a condamné ce dernier à six mois de prison ferme. En réaction à cette affaire, la commission nationale des œuvres sociales a émis une décision en décembre 2016, portant gel de l'activité de la commission de Tipasa, avec licenciement de son président Ali Zouguar et de 3 autres membres, sur les 9 qu'elle compte. Les protestataires se sont interrogés sur le pourquoi du retard mis par la direction de l'Education de Tipasa, pour introduire une demande auprès de la commission nationale des œuvres sociales pour demander la levée de gel sur la commission de wilaya.

Les syndicats autonomes dénoncent un «blocage»

Dans ce cadre, la confédération des syndicats autonomes qui compte six organisations, a émis une déclaration commune dénonçant cet état de «blocage» au sein de la commission des œuvres sociales, d'autant plus que l'affaire a fait l'objet de nombreuses correspondances adressées à la direction de l'Éducation de Tipasa, du wali, et d'un nombre de services relevant du ministère de tutelle «sans que cela règle la question du gel qui remonte à mai 2016», est-il déploré. Le communiqué rendu public, dimanche, par la confédération des syndicats autonomes, lors d'une réunion abritée par le siège local du Syndicat national des travailleurs de l'éducation et de la formation (SATEF) et dont une copie a été remise à la presse, dénonce, également, une «restriction» de l'action syndicale dans la wilaya de Tipasa, au vue , ont-ils estimé de la vacance, constatée depuis trois années dans le poste de secrétaire général de la direction de l'Éduction. Pour sa part, la directrice de l'Éducation de Tipasa, Soraya Talhi a rappelé qu'elle n'a «pas les prérogatives d'intervenir dans la gestion de la commission des œuvres sociales, qui est un organe élu». Elle a, néanmoins, assuré avoir œuvré à maintes reprises à «réconcilier ses membres pour qu'ils arrivent à un consensus, mais l'entêtement de certains d'entre eux a conduit au transfert du problème aux cours de justice», a-t-elle déploré.

Concernant les critiques de restriction des libertés syndicales, la responsable a affirmé qu'il s'agit d'«accusations infondées», et que son administration a de «très bonnes relations avec les syndicats (...)». La confédération des syndicats autonomes englobe le Syndicat national des travailleurs de l'éducation et de la formation (SATEF), le Syndicat national autonome des professeurs d'enseignement secondaire et technique (SNAPEST), le Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'éducation (CNAPESTE), l'Union nationale des professionnels de l'éducation et de la formation (UNPEF) et le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE).

Mounir A.

Constantine

Introduction d'un master professionnel en design à l'Université Salah-Boubnider

Un master professionnel en design a été introduit au titre de l'année universitaire 2018-2019 dans le cursus d'études de l'Université Salah-Boubnider (Constantine 3), a révélé, ce mardi, son recteur, Ahmed Bouras.

L'introduction de cette spécialité a pour objectif de «diversifier l'offre proposée par cette université et lui permettre d'occuper une place de choix dans la formation des élites en cette période marquée par une métamorphose accélérée», a indiqué le responsable lors d'une allocution prononcée à l'ouverture de la nouvelle année universitaire. «Ce master professionnel s'inscrit dans le cadre d'une coopération algéro-italienne dans le domaine de l'enseignement supérieur», a fait savoir Bouras, ajoutant qu'une série de rencontres de travail et d'évaluation ayant regroupé les encadreurs italiens et des enseignants représentants l'université Salah-Boubnider, s'est soldée par l'élaboration d'un projet de formation pour le diplôme de master professionnel en design dans les facultés d'architecture, des arts et culture.

Par ailleurs, l'intervenant a indiqué que le centre audiovisuel dépendant de la Faculté des sciences de l'information et de la communication sera mis en service «prochainement», mettant l'accent sur les multiples avantages de ce centre, pour les enseignants et pour les étudiants. Il a également fait part de la mise en service «très prochainement» de la technique de vidéoconférence qui devra favoriser, selon lui, l'échange des connaissances et des expériences avec les autres établissements universitaires, estimant qu'il s'agit là d'un «important appui pédagogique pour les enseignants». Selon Bouras, plus de 3000 nouveaux étudiants sont inscrits, au titre de cette nouvelle année universitaire, à l'université Salah-Boubnider portant ainsi le nombre global des étudiants de cette infrastructure d'enseignement supérieur, composée de 6 facultés et d'un institut, à environ 18 000 étudiants. La cérémonie d'ouverture de la nouvelle année universitaire a été marquée par la présentation par Sakina El Abed de la faculté de l'information et de la communication, d'une conférence intitulée «Vivre en paix, lectures de fond et de réalité» qui a été mise à profit pour évoquer la paix et de ses défis, estimant que «l'humanité est une façade de diversité et non de conflit».

Cette cérémonie à laquelle ont assisté des représentants des différentes universités de Constantine, a été mise à profit pour honorer une trentaine d'enseignants promus au grade de professeur, 10 autres partis à la retraite et 20 nouvellement recrutés, a-t-on constaté.

M. El-Hadi

Sétif

Associer l'investisseur à la gestion des zones industrielles

Les participants à la Journée de sensibilisation sur l'amélioration de la gestion des zones industrielles, tenue, ce mardi, à la Maison de la culture Houari-Boumediene de Sétif, ont appelé à associer les investisseurs économiques à la gestion des zones industrielles. La rencontre, qui a permis de mettre l'accent sur l'implication de l'opérateur économique en tant que partenaire le plus important, a été organisée par l'unité de gestion des zones industrielles de la wilaya de Sétif, dans le cadre de la concertation engagée par la Direction gestion pour la gestion des zones industrielles avec les acteurs du secteur. Pour Amine Ayed, directeur de l'entreprise Divendis, le travail est en cours pour concrétiser l'idée d'associer l'opérateur économique à la gestion des zones industrielles afin d'aplanir les difficultés rencontrées en ce domaine. Selon le même responsable, ces rencontres seront poursuivies pour entendre les diverses préoccupations et propositions des partenaires pour une gestion efficace des zones industrielles. Les participants ont soulevé avec les responsables de la gestion des zones industrielles multiples questions dont l'organisation du plan de circulation à l'intérieur de ces zones, la création de parkings pour camions et la gestion des parties communes de ces zones.

Mila

Session de formation sur l'environnement au profit des journalistes

Un stage de formation sur les questions environnementales au profit des journalistes, exerçant dans la wilaya de Mila, aura lieu durant le mois d'octobre courant à la Maison de l'environnement, a indiqué, ce mardi, le directeur de cette structure, Chafik El Ayeb. L'initiative, qui s'inscrit dans le cadre du programme du ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, est encadrée par l'Institut national de la formation environnementale, a précisé la même source, ajoutant que la formation, étalée sur 10 jours, sera axée sur «l'environnement et le développement durable». Ciblant les journalistes de la presse écrite ainsi que celle du secteur de l'Audiovisuelle, la Formation qui vise à faire intéresser les bénéficiaires aux questions de l'environnement et à favoriser la constitution d'un réseau de journalistes spécialisés dans l'environnement, a relevé El Ayeb. La formation abordera 5 thèmes portant sur la «la gestion et l'intégration des déchets», «l'éducation environnementale pour parvenir au développement durable», «la préservation de la biodiversité», «l'économie verte et les énergies renouvelables» et «produire propre et consommer durable», a-t-il expliqué.

Bordj Bou-Arréridj

500 nouvelles aides au logement rural

La wilaya de Bordj Bou-Arréridj a bénéficié dans le cadre de l'habitat rural d'un nouveau quota de 500 aides au logement rural, a révélé, hier, le directeur du logement, Abdelaziz Benmeridja. Le responsable a indiqué en marge d'une exposition organisée à l'occasion de la célébration de la Journée arabe de l'habitat, à la Maison de la culture Aïcha-Haddad, que ce quota sera distribué en fonction des besoins et du nombre des dossiers déposés, ajoutant que la priorité sera donnée aux communes ayant auparavant bénéficié de quotas réduits. Ce quota d'aides à la construction rurale a été accordé après la dernière visite du ministre du secteur dans cette wilaya, a fait savoir Benmeridja, rappelant que Bordj Bou-Arréridj avait bénéficié début 2018 de 1500 aides au logement rural, après la distribution d'un reliquat de 1410 aides rurales. La wilaya de Bordj Bou-Arréridj compte 8 communes classées parmi les régions des Hauts-Plateaux, a encore rappelé le responsable, mettant l'accent sur l'importance de cette formule de logement dans l'amélioration des conditions de vie des citoyens concernés.

Les programmes du logement rural dans la wilaya de Bordj Bou-Arréridj connaissent un engouement croissant, notamment dans les régions montagneuses, a-t-il souligné, mettant en avant l'importance des procédures et des dispositifs appliqués par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, permettant aux bénéficiaires ne disposant pas d'espace foncier, de faire des extensions en hauteur au niveau des logements de leurs familles. La wilaya de Bordj Bou-Arréridj a bénéficié de quotas considérables en matière de logements ruraux à raison de près de 3000 aides annuellement, totalisant un programme de plus de 38 000 aides dégagées depuis 2004, selon les statistiques du secteur.

Annaba

Curage de 11 km de cours d'eau depuis début 2018

Onze kilomètres de cours d'eau traversant la ville d'Annaba ont été curés depuis le début de l'année 2018, dans le cadre du programme d'entretien périodique des 20 km de canaux ceinturant cette agglomération, a révélé, ce mardi, la direction des Ressources en eau. Ces opérations d'entretien ont donné lieu au dragage du canal de ceinture traversant la ville depuis l'embouchure d'Oued Forcha jusqu'à l'oued Boudjemâa dans la commune d'El Bouni, selon les mêmes services. L'entretien du canal de ceinture d'Annaba, qui a précédemment fait l'objet d'une opération de bétonnage, vise à prémunir cette ville contre les risques d'inondations, a-t-on ajouté. Par ailleurs, les responsables de la direction des Travaux publics d'Annaba ont indiqué que d'importants travaux ont été lancés pour entretenir le réseau routier et résorber les points noirs à l'origine de la stagnation et du débordement des eaux, notamment pluviales. Dans ce contexte, un plan a été établi pour permettre aux équipes des travaux publics d'intervenir rapidement en cas d'inondations pour dégager les routes et les trémies situées aux entrées de la ville ainsi que les axes routiers menant à l'aéroport en plus du tronçon de la RN 44 dans la région de Seybouse.

M'Sila

Des projets structurants pour renforcer le secteur agricole

Des projets structurants vont venir renforcer le secteur agricole dans la wilaya de M'Sila dans des délais n'excédant pas «la fin de l'année 2019», a indiqué, ce mardi, le wali, Hadj Mokdad.

Il s'agit, notamment de la modernisation de l'aéroport d'Aïn Diss et la réalisation d'un complexe frigorifique (34 000 m^3), prévu dans la commune de Maârif pour stocker les produits agricoles de M'Sila et des wilayas avoisinantes avant de les expédier par voie aérienne vers Alger, a déclaré le wali en marge d'une visite de la délégation de la commission d'agriculture du Conseil de la nation, conduite par Belkacem Kara.

Ces deux investissements constitueront un plus pour le secteur agricole dans la wilaya «classée 14^{e} à l'échelle nationale avec une contribution annuelle de 71 milliards de dinars», a souligné le chef de l'exécutif qui a relevé que dans la filière des viandes rouges, M'Sila se place en 3^{e} position et 10^{e} dans les filières lait et viandes blanches. La délégation du Conseil de la nation a également visité dans la commune de Khebana une conserverie et deux exploitations agricoles dédiées à la culture des abricots et d'élevage ainsi qu'une laiterie à Boussaâda. La visite de cette délégation vise à apprécier la mise en œuvre des programmes agricoles dans la wilaya et relever les entraves rencontrées, a fait savoir le président de la délégation qui a précisé que le rapport de la délégation sera remis au gouvernement en vue de prendre en charge les préoccupations exprimées. Cette délégation a rencontré, hier, les professionnels et les responsables du secteur agricole et elle s'est enquis des travaux de désenvasement du barrage de Ksob avant de visiter la laiterie «El Hodna».

Hinda B.

Oran

Affluence de plus de 18,665 millions d'estivants sur les plages de la wilaya

Plus de 18,665 millions d'estivants ont afflué sur les plages de la wilaya d'Oran durant la saison estivale 2018, a-t-on appris, hier, auprès des services de la Protection civile.

Selon un communiqué de ces services dont une copie nous a été transmise, cette affluence a été enregistrée au niveau de 33 plages où la baignade est autorisée s'étalant de Mers El Hadjdj à l'est à Aïn El Kerma à l'ouest depuis le début de la saison estivale du 1er juin à 30 septembre dernier. La direction de la Protection civile (PC) a recensé plus de 7190 interventions menées par ses agents au niveau de ces plages pour sauver et secourir des estivants de la noyade. Les interventions des agents de la PC ont, ainsi, permis de sauver 3292 personnes d'une mort certaine et transporté 352 d'entre elles vers les centres de santé et hôpitaux proches des plages pour recevoir les soins. Par ailleurs, les agents de la Protection civile ont prodigué les premiers soins au niveau des plages à plus de 3500 estivants. D'autre part, 7 décès dont 4 dans des plages rocheuses interdites à la baignade ont été déplorés. Les plages de la wilaya d'Oran avaient enregistré, à la saison estivale 2017, une affluence de plus de 18,224 millions d'estivants.

Lehouari K.

Démarches pour réhabiliter les champs de la variété clémentine

La Direction des services agricoles (DSA) d'Oran envisage la réhabilitation des champs d'agrumes, surtout ceux de la variété d'orange clémentine réputée dans les régions de Misserghine et de Boutlélis, a-t-on appris auprès des responsables du secteur de la wilaya. Dans ce cadre, Kadi Tahar a souligné, en marge du Salon des produits agricoles qui se poursuit, ce mardi, au complexe sportif de la daïra d'Es Sénia, «nous sommes en train de préparer un programme de réhabilitation des jardins d'agrumes surtout la Clémentine». Ce programme sera appliqué durant la campagne 2018-2019, a annoncé le même responsable, faisant savoir que plusieurs agriculteurs ont émis le vœu d'investir dans ce créneau où Oran est réputée. Pour concrétiser ce projet portant sur la réhabilitation du raisin de table dont la culture nécessite le modèle Pergola, en plus de l'artichaut blanc et la pêche de Bouser, la DSA a sollicité la Direction des ressources en eau d'Oran pour irriguer ce genre de produits agricoles, a indiqué Kadi. Pour sa part, le président de la Chambre d'agriculture d'Oran, Brahmi Hadj Meftah a déclaré que la culture de ces produits nécessite de l'eau douce d'où la récupération de forages relevant auparavant du secteur agricole ou la signature de contrats avec les responsables chargés de ces points d'eau. Il a noté que la superficie réservée à l'agrumiculture a nettement baissé à cause du déficit d'eau et les coûts de fonçage de puits.

La superficie réservée aux agrumes dans la wilaya d'Oran est de 200 hectares actuellement contre plus de 600 ha dans les dernières années, a ajouté Brahmi, déclarant «notre ambition est d'atteindre la superficie des années passées. Le salon des produits agricoles, qui enregistre la participation de plus de 40 exposants, constitue une occasion pour sélectionner des agriculteurs opérant dans la production de la clémentine et de l'artichaut blanc à prendre part au salon national des produits locaux prévu fin novembre prochain à Alger, a souligné le secrétaire général de la Chambre agricole d'Oran, Zeddam Houari.

Le salon de trois jours dans la daïra d'Es Sénia est organisé à l'occasion de la Journée nationale de vulgarisation agricole par la Chambre agricole et la DSA.

L. K.

Relizane

Une grande affluence des visiteurs à la Waâda du saint-patron Sidi M'hamed Benaouda

La fête populaire «Waâda du saint-patron Sidi M'hamed Benaouda, qui a débuté, ce mardi, dans la commune éponyme, située à 20 km au sud de Relizane, enregistre une affluence nombreuse des visiteurs venus de différents coins du pays et même de l'étranger.

Les visiteurs du mausolée de ce saint-patron sont accueillis dans des tentes dressées à cette occasion qui bénéficient de la générosité et hospitalité des populations de cette commune, notamment en leur servant du couscous.

Des spectacles de fantasia sont animés par des dizaines de cavaliers enfourchant des chevaux pur-sang arabe et barbe des wilayas de Mascara, Tiaret, Chlef et Relizane. En pareille circonstance, l'accès à la commune de Sidi M'hamed Benaouda dure une heure voire plus à cause de la ruée de véhicules et de bus transportant les adeptes et autres de tous les coins du pays. Ce rendez-vous traditionnel annuel de trois jours est une occasion pour faire les emplettes de certains produits traditionnels (habits, objets d'artisanat, bijoux et friandises).

Des stands de vente sont ouverts en cette circonstance à l'initiative de la Chambre d'artisanat et des métiers et la Chambre d'industrie et du commerce «Mina» de Relizane. Au 2e jour de la Waâda, ce mercredi, est consacrée au rituel datant de quatre siècles où les 25 tribus de Flirta érigeront la légendaire tente de laine confectionnée par la population locale et classée patrimoine national depuis des années, tout comme la Waâda de Sidi M'hamed Benaouda. Chaque tribu et arch. s'évertuent à transporter cette tente dans une ambiance conviviale sur fond de salves de baroud, de youyous, de zorna et de tambour. Le saint-patron Sidi M'hamed Ben Yahya Ben Abdelaziz, qui a vécu au XVIe siècle, se faisait appelé Benaouda en référence à sa nourrice «Ouda». Il est né en 972 de l'hégire aux environs de oued Mina et mourut en 1034. Sidi M'hamed Benaouda a participé, aux côtés des tribus de Medjaher et des Ouled Sidi Abdallah El Khettabi El Idrissi El Hassani, à la célèbre bataille historique de Mazaghran (Mostaganem) livrée aux conquérants espagnols.

Il fut enseignant à la zaouia qu'il a fondé pour héberger et accueillir les pauvres et les passants. La wilaya de Relizane compte plus d'une centaine de saints patrons et 27 zaouïas de différentes confréries soufies.

318 hectares de récoltes agricoles ravagés par les feux

Les incendies ont détruit 318 hectares de récoltes agricoles dans la wilaya de Tissemsilt de la période allant du début de juin à fin septembre dernier, a-t-on appris, ce mardi, auprès de la Direction de wilaya de la Protection civile. Durant cette période, 15 incendies ont été enregistrés ravageant plus de 111 ha du blé dur, 25 ha d'orge et 1 ha d'arbres fruitiers en plus de 122 ha de foin et de 59 ha de broussailles. Les feux ont détruit également 5292 bottes de foin et 110 q de blé et d'orge. Les communes d'Ammari, Layoune, Khémisti et Sidi Boutouchent sont les plus touchées par ces incendies affectant 200 ha des récoltes de blé dur et d'orge et plus de 3000 bottes de foin.

L'intervention des agents de la Protection civile a sauvé des flammes plus de 3000 ha de blé dur et plus de 500 ha d'orge au niveau des exploitations agricoles durant cette période. La direction de la Protection civile a enregistré une hausse sensible de surfaces agricoles endommagées par les flammes par rapport à la même période de l'année dernière, qui a vu 33 feux détruisant plus de 30 ha de récoltes de blé et d'orge, 1600 bottes de foin et un hectare d'arbres fruitiers.

La hausse de foyers d'incendies est justifiée par la canicule enregistrée dans la wilaya durant les mois de juillet et août derniers et l'imprudence des agriculteurs ne respectant pas les règles de prévention lors de la campagne de moissons-battages.

Tissemsilt

Un quota supplémentaire de 1 500 aides à l'habitat rural

La wilaya de Tissemsilt a bénéficié d'un quota supplémentaire de 1500 aides à l'habitat rural, a-t-on appris, ce lundi, auprès du directeur de wilaya de l'habitat, Mohamed Bahar. En marge de Portes ouvertes sur le secteur de l'Habitat organisé à l'occasion de la Journée mondiale et arabe du logement, le responsable a indiqué que la distribution de ce quota inscrit au titre du programme du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a été entamée à travers les 22 communes de la wilaya suivant les priorités et les besoins de chaque collectivité.

Il est prévu le lancement de la concrétisation de ces aides avant la fin de l'année en cours, une fois toutes les procédures administratives accomplies, notamment le choix des terrains et l'établissement des listes définitives des bénéficiaires. La wilaya bénéficiera, l'an prochain, d'un quota supplémentaire de 1500 aides à l'habitat rural en vue de satisfaire les demandes sur ce programme surtout en zones rurales éloignées de la région, a-t-il annoncé. Pas moins de 2128 habitations rurales sont en cours de construction à travers la wilaya avec un taux d'avancement variant entre 20 et 70%, selon le responsable, qui a souligné que les mesures prises par le secteur ont contribué à impulser le programme d'habitat rural dans la wilaya, citant celle d'octroi d'un délai pour le lancement des travaux ou la restitution des aides .

La wilaya de Tissemsilt a bénéficié, depuis 2000 et jusqu'à août dernier, de 28 127 aides destinées à l'habitat rural dont 24 514 unités réalisées. La manifestation Portes ouvertes sur le secteur de l'Habitat, organisée à la Maison de la culture Mouloud Kacem-Naït Belkacem, a été marquée par l'exposition d'affiches et de fiches techniques sur les programmes concrétisés par l'OPGI, la direction de l'Urbanisme et de la Construction et l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI).

Ghardaïa

Extension des superficies agricoles équipées en systémes d'irrigation localisée

L'extension des superficies agricoles équipées en systémes d'irrigation localisée bénéficie d'une attention particulière dans la wilaya de Ghardaïa, à travers la vulgarisation et la sensibilisation à l'économie d'eau, a affirmé, ce mercredi, à l'APS, le directeur des services agricoles (DSA), Mustapha Djekboub.

S'exprimant à l'occasion de la Journée de vulgarisation agricole organisée au siège de l'Office des établissements de jeunes, en présence d'agriculteurs et des autorités locales, le DSA a indiqué que plusieurs mécanismes ont été adoptés pour inciter les agriculteurs à la modernisation de leurs réseaux d'irrigation, notamment par la distribution de kits de goutte-à-goutte ainsi que la vulgarisation et la promotion des techniques d'économie d'eau d'irrigation.

Selon un document bilan remis à cette occasion, le secteur agricole à Ghardaïa enregistre une progression généralisée de la production, à la faveur de la dynamique insufflée par les différents programmes mis en œuvre par les pouvoirs publics pour la promotion de l'investissement dans le secteur. Cette progression est la conséquence de l'extension de la superficie agricole utile (SAU) en irrigué sous-pivot, passant de 12 230 ha en 2000 à 26 519 ha en 2008, pour atteindre en 2018 une superficie arable de 58 508 ha répartis à travers 17 072 exploitations et une population vivant de l'agriculture estimée à 31 000 âmes, soit 20% de la population active de la wilaya de Ghardaïa, indique le bilan des services agricoles. Considérée comme le moteur principal de développement de l'économie locale, l'agriculture a réalisé des avancées considérables dans la wilaya qui est devenue une référence en matière d'autosuffisance alimentaire et pour la qualité de ses produits agricoles. En dépit d'un climat sec et d'une rareté de la pluviométrie, la région a connu un engouement d'investisseurs agricoles encouragés par les facilitations d'acquisition de terre et la mobilisation des ressources hydriques souterraines lancées par les pouvoirs publics en réalisant à travers la wilaya 760 forages pour un débit de 28 492 litres/s, 6270 puits pour un débit de 10 465 litres/s, 2138 bassins de stockage d'une capacité globale de 215 000 m^3, plus de 1000 km linéaires de réseau électrique et plus de 550 km de pistes agricoles, a détaillé le DSA de Ghardaïa. De nouvelles perspectives s'ouvrent pour le secteur de l'agriculture dans la wilaya de Ghardaïa avec l'achèvement en 2019 de la réalisation de 110 km de branchement des périmètres agricoles au réseau électrique et l'ouverture de 270 km de pistes agricoles, a ajouté le premier responsable du secteur. Les services de l'agriculture de la wilaya de Ghardaïa ambitionnent d'augmenter à l'horizon 2019, la surface agricole utile (SAU) pour la faire passer de 58 508 à plus de 60 000 ha, orientés vers les cultures oasiennes, particulièrement la phœniciculture, les cultures maraîchères stratégiques telles la pomme de terre, les agrumes et l'oléiculture ainsi que les cultures céréalières.

L'intensification de la production fourragère (la luzerne et le maïs), aliment essentiel pour le cheptel bovin laitier estimé actuellement à 4006 têtes, est prévu afin d'accompagner le développement de la filière lait dans la wilaya qui produit 25 800 000 litres/an, dont une grande partie dans la région d'El Guerrara surnommé «bassin laitier», ainsi que la production de viande rouge et blanche.

Ces efforts et investissements des pouvoirs publics dans le secteur de l'agriculture vise à créer les conditions propices pour relever les

défis par la concrétisation de l'autosuffisance alimentaire et la réalisation de la sécurité alimentaire. Une attention particulière est accordée au tissu organisationnel des professionnels agricoles, avec la création de 6 filières du secteur dans la wilaya pour les accompagner et les appuyer aux impératifs de la commercialisation ainsi que l'octroi des aides.

Les services agricoles de Ghardaïa s'attèlent à accompagner les agriculteurs par un programme de formation pour une agriculture compétitive, durable et rentable, au moindre coût, avec une valorisation des techniques d'irrigation économiques. Pour la relance économique 2018-2019 et l'accompagnement des petits agriculteurs, les pouvoirs publics ont distribué, ce mercredi, une centaine d'unités d'élevage apicole, une centaine d'unité d'élevage caprin ainsi que des kits d'irrigation (goutte à goutte) et des serres en plastique au profit de petits agriculteurs de la wilaya.

Hadj M.

Illizi

Plus 7500 palmiers traités contre le Boufaroua

Pas moins de 7530 palmiers-dattiers ont été traités contre le Boufaroua, depuis le début de l'année en cours à travers les périmètres et palmeraies de la wilaya d'Illizi, a-t-on appris, mardi, de la Direction des services agricoles (DSA). Retenue en application de l'instruction ministérielle portant lutte contre les maladies parasitaires, dont le Boufaroua, l'opération de traitement a nécessité une quantité de 7,757 litres de pesticides, a précisé le DSA d'Illizi, Ahmed Brahimi. L'inspection de la santé végétale a effectué durant cette période des campagnes de contrôle des arbres fruitiers, dont 500 plants de palmiers, de variétés Ghars et Degla Beïda, en plus de 38 750 arbustes d'essence sylvicole au niveau de la pépinière de Sidi Bouslah relevant de la Conservation des forêts, a-t-on signalé. Les mêmes services n'ont relevé aucun cas d'infestation de la maladie parasitaire du Myelois au niveau des palmiers dattiers et d'autres d'embellissement à travers les régions de Djanet, Aïn Amenas et Debdeb. Un programme préventif a été arrêté par la DSA pour la sensibilisation des agriculteurs, phœniciculteurs notamment, sur diverses questions liées aux activités agricoles, en plus de l'animation d'émissions radiophoniques axées sur la protection de la richesse végétale.

Le wali d'Illizi, Aïssa Boulehya, a mis l'accent, lors de sa récente visite à un périmètre agricole dans la région, sur l'accompagnement des investisseurs et la mobilisation des moyens pour la promotion des activités agricoles dans cette région aux importantes potentialités agricoles. Il a assuré aussi que les promus des établissements de la formation professionnelle seront accompagnés dans le montage, par le biais des dispositifs de soutien à l'emploi, de leurs propres micro-entreprises, notamment dans les filières agricoles.

Béchar

Un apport de 10 millions m^3 d'eau au barrage de Djorf Ettorba

Un nouvel et important apport de 10 millions m^3 d'eau a été enregistré à la fin du mois de septembre au barrage de Djorf Ettorba (60 km au sud-ouest de Béchar), a-t-on appris de la Direction des ressources en eau (DRE). Cette importante quantité d'eau a été enregistrée à la suite des crues de l'Oued Guir, dont les eaux sont stockées au niveau de cet ouvrage hydraulique d'une capacité de retenue de 365 millions m^3 et qui alimente en eau potable (AEP) les habitants des communes de Béchar, Abadla et Kenadsa à travers sa station de traitement et épuration des eaux, a-t-on précisé. Auparavant, un apport estimé à plus de 90 millions de m^3 d'eaux a été constaté dans ce barrage, dont le niveau avait baissé considérablement pour atteindre les 56 millions m^3, créant des perturbations dans l'AEP des communes précitées, a-t-on signalé.

Avec une quantité de plus de 200 millions de m^3 en retenue actuellement dans ce barrage, l'AEP des populations des trois communes est complètement assurée en ce début d'automne en attendant les crues d'hivers, qui augmenteront certainement le volume de la retenue de l'ouvrage hydraulique, a-t-on souligné à la DRE de Béchar.

Ouargla

La superficie consacrée cette année à la céréaliculture a presque doublé

La superficie dédiée à la céréaliculture a presque doublé cette année, comparativement à la saison écoulée, a-t-on appris, mardi, des responsables de la wilaya. Une superficie de 4478 ha a été ensemencée cette saison en blés dur et tendre, contre une superficie de 2446 ha emblavée la saison dernière, ont expliqué les mêmes services.

Bien que la surface céréalière ait gagné du terrain, cette extension demeure insuffisante au regard des terres récupérées des agriculteurs «inactifs» ayant bénéficié de terres dans le cadre de la concession agricole, a expliqué le wali de Ouargla, Abdelkader Djellaoui, en marge du lancement de la campagne labours-semailles 2018-2019 au niveau de la ferme pilote Souissi-Meftah, dans la localité d'Afrane, commune de N'goussa.

Pour le chef de l'exécutif de la wilaya, «il est temps d'assainir le foncier agricole et d'affecter les 125 582 ha récupérés (574 titres de concession) a des promoteurs sérieux désirant exploiter ces terres». Djellaoui a appelé les responsables du secteur de l'agriculture à transmettre la liste des agriculteurs blacklistés au ministère de tutelle en vue de les écarter de futures attributions, sous quelques prétextes, dans différentes régions du pays, et de préserver les efforts de l'administration.

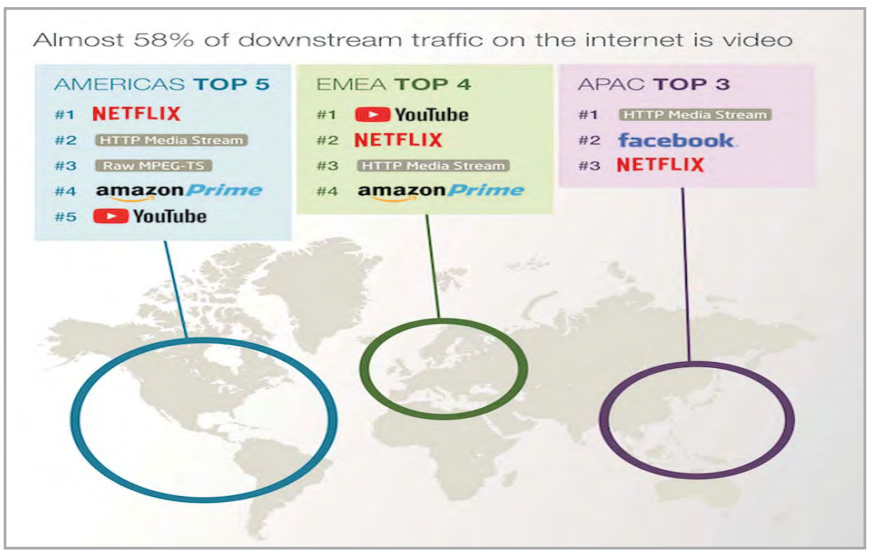
l les a également invités à élaborer une carte agricole de la wilaya, cadastrant les biens publics et privés, les terres concédées, non attribuées et récupérées dans le cadre de l'assainissement du foncier agricole, en prévision de leur redistribution à d'autres investisseurs agricoles.

L'ECHO D'ALGERIE
Quotidien National d'Information

Netflix consomme 15% de la bande passante Internet mondiale

Dans le dernier rapport «The Global Internet Phenomena» publié par Sandvine, Netflix serait le service qui consomme le plus de bande passante au monde. Le géant du streaming compterait pour pas moins de 15% du trafic descendant international.
Le rapport «The Global Internet Phenomena» dans lequel sont répertoriées les performances des différents services que l'on utilise sur Internet est sans surprise, puisque c'est la vidéo qui arrive en tête du classement. En effet, la vidéo représente 56% de tout le trafic sur Internet. Aux Etats-Unis, le premier service de vidéo est Netflix, Youtube n'arrive qu'en 5e position, alors qu'Amazon Prime se hisse à la 4e place.
Sur la zone Europe et Afrique du Nord, c'est Youtube qui arrive en première position, suivi par Netflix en 2e place et Amazon en 4e position. Enfin, dans la zone Asie-Pacifique, ce sont les autres sites de vidéo (HTTP Media Stream) qui occupent la 1re position, suivis de Facebook et Netflix.
Au Final, on comprend à travers ces chiffres que l'empire vidéo de Netflix s'est imposé partout dans le monde. Netflix se situe loin devant ses concurrents directs, Amazon Prime et Hulu, qui à eux deux ne consomment que 6,16% de la bande passante.
Cette tendance ne devrait que s'accentuer car la compagnie investit lourdement dans la création de nouveaux contenus innovants et spécifiques à chaque zone géographique.
Netflix devance donc tous les sites de vidéo avec 26,568% de part de marché du trafic de streaming, devançant à la fois Youtube (21,30%), Facebook (3,42%) et Amazon qui se classe 5e avec 5,73% de part de marché. Cette situation justifie largement la volonté de Netflix de signer des accords avec les opérateurs télécom afin de pouvoir optimiser sa distribution.

Nassim A.



Trois universités américaines utilisent l'Apple Watch/l'iPhone comme carte étudiante

Le smartphone devient progressivement, à n'en pas douter, le compagnon de demain.
Une stratégie voulue par plusieurs firmes comme Huawei qui booste son processeur maison Kirin à l'intelligence artificielle. Les montres connectées ne sont pas en reste et continuent de s'écouler au fil des mois, des modèles.
Cette stratégie, Apple l'a aussi adopté et annonce aujourd'hui sur son site une grande nouvelle. Et pour cause : les étudiants de trois universités américaines pourront désormais utiliser les iPhone et Apple Watch comme carte étudiante. Bien évidemment, tous les étudiants des universités visées ne possèdent pas de produits Apple. Le but de la firme de Cupertino est d'imposer son écosystème, ici en passant par le cadre scolaire supérieur -souvent réservé aux plus aisés du côté des USA. Apple a décidé de choisir l'université de Duke, où a étudié l'actuel PDG Tim Cook, l'université d'Oklahoma et l'université d'Alabama. La firme s'est exprimée sur son site à ce propos via la voix de Jennifer Bailey, vice-président en charge des services d'Internet chez Apple. Nous sommes désormais heureux de travailler aux côtés des campus pour ajouter la carte étudiante sans contact pour offrir aux étudiants des expériences encore plus simples, pratiques, sécuritaires. Reste à savoir si les étudiants se tourneront vers cette solution qui consiste à tout centraliser sur son iPhone ou Apple Watch.
Risque de niveau sécuritaire, comme expliqué par Apple, une faille informatique n'est jamais loin.

Google Maps s'inspire de Waze pour améliorer les itinéraires

Google Maps embarque de nouvelles fonctions destinées à limiter les pertes de temps. Le GPS proposera un autre itinéraire pour éviter les bouchons à la manière d'un Waze... dont Google est propriétaire.
Après le test réalisé en septembre dernier, la firme de Mountain View a commencé le déploiement de l'onglet Commute sur Google Maps. Il est maintenant disponible sur Android et iOS. Il simplifie le calcul de l'itinéraire, sachant que durant les heures de pointe, les trajets durent deux fois plus que prévu dans les grandes villes. Commute prend en compte les embouteillages et les éventuels accidents afin que l'utilisateur puisse mieux planifier son trajet, il indique aussi les routes alternatives. Les propriétaires d'un smartphone Android recevront des notifications sur ces détails avant de se faire prendre dans les bouchons. Certaines personnes utilisent à la fois leur véhicule et les transports en commun. Google Maps fournit des informations très utiles comme les engorgements, l'horaire de départ, le temps nécessaire pour marcher entre la station et le bureau. Le GPS a aussi instauré une option permettant de localiser les bus et les trains en temps réel (aux Etats-Unis pour le moment). Les habitants de Sydney peuvent même voir le taux de remplissage de leur mode de transport en commun. Cette fonctionnalité sera bientôt déployée à d'autres villes. Enfin, les applications de musique telles que Spotify, Google Play Music et Apple Music seront directement accessibles sur l'écran de Maps. Les utilisateurs d'un téléphone Android pourront même contrôler la lecture et l'arrêt des titres et autres playlists.

YouTube ajoute une fonctionnalité permettant de réduire une vidéo sur navigateur

YouTube sur navigateur prend exemple sur la version mobile. Et pour cause : le géant Google a ajouté une fonctionnalité bien pratique, que les utilisateurs de smartphones ne connaissent que trop bien, permettant de réduire une vidéo lorsqu'elle est visionnée sur un ordinateur. Un ajout supplémentaire qui permettra à ceux qui aiment avoir un œil sur le contenu visionné tout en puissant continuer à chercher du contenu sur le service en streaming de Google.
Le géant Google a décidé d'adapter son célèbre service de streaming, le plus populaire sur la Toile, pour ajouter une fonction présente sur les versions iOS et Android. Désormais, lorsqu'un utilisateur sera sur le navigateur, les vidéos pourront, grâce à une icône sur le lecteur, réduites. Attention cependant : cet ajout n'est pas réservé qu'à Chrome, navigateur de Google. Tout le monde en profite comme Safari ou Firefox. De quoi renforcer sa position dominante sur le marché du streaming vidéo. Reste que l'ajout de nouveautés chez YouTube reste appréciable. Pour contrer Netflix, leader du streaming, le service de Google a décidé de lancer sa propre plateforme de productions originales.

Piratage de Facebook
Iles autres applications ne sont finalement pas touchées

Le réseau social a donné un peu plus de détails quant à l'attaque informatique dont il a fait l'objet, et qui a touché au moins 50 millions de comptes dans le monde. Le piratage de Facebook est un peu moins grave que prévu.
Le réseau social a annoncé que les personnes responsables de son attaque informatique, qui a touché au moins 50 millions de comptes, n'avaient pas eu accès à d'autres applications.
Vendredi, lors de l'annonce du piratage, Facebook avait expliqué qu'il craignait que le «Facebook Login» ne soit touché par cette faille. Il s'agit d'un programme qui permet aux utilisateurs de se connecter à des applications tierces et sites Internet grâce à leur compte Facebook. «Notre enquête n'a pour le moment trouvé aucune preuve d'un accès par les pirates à d'autres applications utilisant le Facebook Login», a assuré Guy Rosen, vice-président de Facebook, dans un communiqué. Facebook a révélé, vendredi dernier, avoir été victime d'une attaque informatique d'une grande ampleur.
Les pirates, qui ont profité de bugs datant de juillet 2017, ont pu récupérer les «token d'accès» d'au moins 50 millions d'utilisateurs. Ce petit bout de code permet d'identifier une personne sur le réseau social et ses différents services. On ignore pour le moment si des données ont été dérobées, ou si les comptes touchés ont été exploités de manière frauduleuse. Dans son communiqué, le réseau précise que les développeurs d'applications utilisant le kit de développement officiel de Facebook (SDK) n'ont rien à faire pour protéger leurs utilisateurs : le «token d'accès» des personnes potentiellement en danger a déjà été remis à zéro, sans action supplémentaire nécessaire. Pour ceux qui n'utilisent pas le SDK, Facebook prépare un outil afin de vérifier lesquels de leurs utilisateurs pourraient être affectés, afin de les déconnecter automatiquement de leur service, par mesure de précaution. L'enquête étant toujours en cours, il est probable que Facebook et les autorités découvrent l'étendue des dégâts de ce piratage au fur et à mesure de leur analyse.

La maltraitance des enfants pourrait bien laisser des traces sur l'ADN

Des travaux de psychologues ont déjà montré qu'une personne qui a souffert d'abus physiques, psychologiques ou sexuels pendant l'enfance risque de souffrir de nombreuses conséquences à l'âge adulte, qui s'apparentent au syndrome de stress post-traumatique : anxiété, évitement, insomnie, hyperactivité, etc. Une nouvelle étude conjointe de l'université canadienne de Colombie britannique et d'Harvard indique que les adultes pourraient bien porter les traces des sévices subis pendant l'enfance jusque dans leurs cellules ADN via un marqueur biochimique détectable des années plus tard. Pour parvenir à ce résultat, les scientifiques ont comparé les étiquettes chimiques de l'ADN de trente-quatre hommes adultes et ont observé une différence de méthylation entre les hommes, selon qu'ils aient été victimes ou non de sévices pendant l'enfance. (La méthylation est un petit groupement de molécules qui se fixe sur l'ADN et provoque l'allumage ou l'extinction des gènes).
«On sait déjà qu'il y a de nombreux mécanismes comportementaux par lesquels le traumatisme peut avoir des effets négatifs sur la prochaine génération», a expliqué l'une des chercheuses impliquées, Andrea Roberts, à *The Independent*.

Ces découvertes suggèrent que le traumatisme dans l'enfance pourrait aussi avoir des conséquences sur l'ADN et que celles-ci pourraient se transmettre à sa descendance via le sperme -puisqu'il détermine le patrimoine génétique de l'enfant.
Les chercheuses et chercheurs ont axé leur étude après de premiers résultats concluants sur des souris.
«De très bonnes recherches sur les souris ont montré que les effets du stress au début de la vie marquent le sperme, et après, cela affecte la santé de leur progéniture et crée, en particulier, une sorte de comportement anxieux», explique la docteure Roberts. Prudente, l'équipe de recherche précise qu'il est nécessaire de confirmer ces résultats avec une plus grande étude et qu'elle n'est, pour le moment, pas capable de démontrer de potentielles conséquences sur la santé des sujets.
Tous les hommes participant à la recherche font partie d'une étude plus large menée par des scientifiques d'Harvard sur la santé. Ils ont été soumis à un questionnaire approfondis et vingt-deux d'entre eux ont évoqué des abus pendant l'enfance, qu'ils soient physiques, sexuels ou psychologiques.
Chez ces hommes, les mêmes douze «zones» d'ADN étaient affectées.
Pour les scientifiques, le marquage de ces zones pourrait devenir utile à la police. «La méthylation commence à être vue comme un potentiel outil très utile pour les enquêtes criminelles. Par exemple, en fournissant aux enquêteurs un âge approximatif de la personne qui a laissé un échantillon ADN, explique le docteur Michael Kobor, l'un des chercheur de l'étude de l'université de Colombie britannique, à Medical Press, il est concevable que la corrélation que nous avons trouvée entre la méthylation et l'abus dans l'enfance puissent fournir une probabilité qu'un abus a été subi». Si toutes les victimes sont marquées dans leurs gènes, les enquêteurs et enquêtrices pourraient donc chercher à faire le chemin inverse pour prouver un abus.
La recherche sur la méthylation humaine n'en est qu'à ses balbutiements et de nombreux autres facteurs pourraient bien entrer en jeu avant que les scientifiques puissent dresser des conclusions définitives. Cela apporte cependant une preuve de plus de la réalité du traumatisme intergénérationnel.

Des études sérieuses révèlent que danser rendrait plus intelligent

Danse et intelligence entretiendraient des relations étroites grâce au cervelet. Celui-ci, situé à l'arrière du cerveau, a vu son volume augmenter bien plus au fil du temps chez les humains que chez les grands primates. «On sait depuis longtemps qu'il est impliqué dans la coordination des mouvements et que la danse (apprentissage constant où l'on doit à chaque séance affiner un geste, s'adapter à la musique, à ses partenaires) le stimule. Mais des neurologues ont récemment révélé des connexions entre le cervelet et les aires cérébrales émotionnelles et cognitives». Ainsi, une équipe de chercheurs japonais a démontré que le cervelet «transforme» des informations physiques en concept virtuel. En clair, quand un enfant n'a plus besoin de compter sur ses doigts, le support physique, pour additionner 2 et 3, c'est grâce au cervelet. C'est aussi ce formidable outil de programmation qui permet de réaliser des équations, des algorithmes, de construire des ponts ou de voyager dans l'espace. Or, la danse, en activant le cervelet via le mouvement, réveille ces circuits neuronaux cognitifs, stimulant, notamment la créativité et la mémoire... Le volume de l'hippocampe (l'aire centrale de la mémoire), qui diminue avec l'âge, augmente chez les personnes pratiquant régulièrement une danse, quel que soit leur âge, ce qui préviendrait la dégénérescence du cerveau. Si la danse permet d'exprimer ses émotions dans un cadre formalisé, on peut, à l'inverse, utiliser la danse pour provoquer des émotions. «On a constaté que l'on pouvait améliorer l'humeur des personnes dépressives en leur faisant faire, via la danse, des mouvements associés à la joie, par exemple les bras tendus vers le ciel...». Par ailleurs, l'expérience montre que la danse, a fortiori collective (des danses de salon à la techno, en passant par la salsa ou les danses folkloriques), provoque la libération d'endorphines et d'ocytocine, deux hormones du bien-être. «Quand on effectue des mouvements en synchronie avec d'autres personnes, sur la même musique et le même rythme, on adopte la même posture corporelle. On sait intuitivement que l'on partage les mêmes émotions, et que cela va perdurer le temps du morceau. À la clé, une détente et un soulagement précieux dans un monde où l'être humain, en groupe, est toujours un peu sur la défensive, poursuit la spécialiste. En témoignent les visages qui rayonnent littéralement sur la piste dès les premières mesures. Et ce, même chez les personnes les plus réfractaires à la danse !»

Elle rend plus confiant

La danse sculpte les muscles, assouplit les articulations, affine la silhouette, améliore la posture, ce qui, en soi, est déjà très gratifiant. Selon les auteurs de l'étude «les sensations, notamment musculaires, procurées par le mouvement développent aussi une meilleure sensibilité de soi. Au quotidien, on contrôle mieux son corps dans ses déplacements, on en éprouve la force et la tonicité à chaque mouvement, ce qui dope l'estime de soi».

Commencer jeune

Plus on commence jeune, plus le cerveau et le corps, d'une grande plasticité, seront réceptifs aux «informations» transmises par la danse. Reste que, dans la mesure où de nouveaux réseaux neuronaux se construisent tout au long de la vie, on peut profité des bénéfices de la danse à tout âge. Danses du monde, de salon, moderne, contemporaine, classique... À chacun de trouver son style ! L'idéal étant de pratiquer régulièrement en dehors des cours, ne serait-ce que cinq minutes par jour pour répéter un pas ou deux. Bon à savoir, les apprentissages se consolidant au cours du sommeil, mieux vaut pratiquer un peu chaque jour, plutôt qu'une fois par semaine.

Bouger, des bénéfices pour tout l'organisme

En se contractant, les muscles libèrent des myokines, molécules anti-inflammatoires et hormonales. D'où l'importance, au quotidien, de se lever régulièrement (toutes les heures) pour faire quelques pas.
Le résultat ? Une optimisation du sommeil, des systèmes immunitaire et digestif, de la croissance neuronale, ainsi qu'une amélioration de la réceptivité à la leptine, hormone libérée par les cellules adipeuses qui régule l'appétit, ainsi mieux contrôlé.
Ce sont les mouvements d'intensité modérée, caractéristiques de la plupart des danses, et non les mouvements rapides et répétitifs, qui stimulent au mieux la libération des myokines.

Les laxatifs ne doivent jamais être utilisés pour contrôler le poids

La Chaîne de télévision anglaise BBC a annoncé le 24 septembre 2018, que le gouvernement britannique souhaitait imposer des règles plus strictes concernant l'utilisation des laxatifs dans le but de contrôler son poids.
Certaines personnes utilisent les laxatifs comme moyen de régler leurs problèmes de troubles alimentaires. Cependant, la BBC (Chaîne de télévision en Angleterre) rapporte le 24 septembre 2018 que le gouvernement voudrait durcir les réglementations concernant ce médicament. Selon lui, des personnes souffrant de troubles de l'alimentation pourraient en abuser alors que «les laxatifs ne doivent jamais être utilisés pour contrôler le poids». Des études du Royal College of Psychiatrists au Royaume-Uni, publiées le 10 mars 2017 «montrent systématiquement que plus de la moitié des patients souffrant de troubles de l'alimentation ont abusé de laxatifs à un point dans leur maladie», expliquent les experts de l'étude.

Une déshydratation entraînant un arrêt cardiaque

La constipation est la plupart du temps une des causes qui poussent certaines personnes à abuser de laxatifs. Ils ont un besoin pressant de soulager et d'expulser une sensation de nourriture dans le corps. Les patients qui ressentent ce besoin de se libérer sont souvent ceux qui souffrent d'anorexie, expliquent les scientifiques.
«La constipation est fréquente dans l'anorexie mentale car seules de petites quantités de les aliments sont ingérés et la motilité gastrique ralentit par la suite». Les services spécialisés dans les troubles de l'alimentation préviennent également que tout abus de ces traitements peut causer une grave déshydratation pouvant entraîner un arrêt cardiaque, des diarrhées ou des déséquilibres provoquant des insuffisances rénales. Ce sont des quantités illimitées qui peuvent se vendre en pharmacie aujourd'hui et c'est d'autant plus un problème sachant que d'après les chercheurs, «les patients ignorent ces informations et continuent de les prendre. Pour de nombreux patients, les laxatifs ont une qualité addictive et ils vont faire de grands efforts pour les rechercher».
Des médecins soutiennent fortement le retour des laxatifs délivrés uniquement sous ordonnance. Ainsi, l'Agence de réglementation des médicaments et des produits de santé anglaise devrait «examiner des mesures telles que les limites d'âge pour les acheteurs et éventuellement la cessation des ventes en vente libre» a rapporté la BBC.

Astuces naturelles contre la constipation

La constipation peut être définie comme une difficulté à émettre des selles régulièrement (moins de trois selles par semaine). Les causes de la constipation occasionnelle sont variables, mais généralement il s'agit souvent d'un défaut d'hydratation des selles ou d'un ralentissement du transit intestinal. Une consommation régulière de jus de radis ou de thé peut aider à résoudre ce problème. En effet, la théine présente dans le thé possède de très fortes propriétés diurétiques et laxatives. Attention cependant, l'action laxative de certains thés peut se révéler très puissante et une irritation de la muqueuse intestinale peut apparaître. Il ne faut pas hésiter à consulter un médecin si la constipation persiste plusieurs jours et que les remèdes naturels ne font pas effet.

Elle se tiendra du 7 au 11 octobre au Palais de la Culture Moufdi-Zakaria à Alger

La «Semaine coréenne 2018»

La 4e édition de la semaine culturelle de Corée du Sud se déroulera du 7 au 11 octobre à Alger. Dans une déclaration à la presse au cours d'une réception organisée à l'occasion de la présentation de cet événement incontournable, l'ambassadeur de Corée du Sud, a placé cette édition sous le slogan de l'amitié entre l'Algérie et la Corée du Sud, notant que le public pourra découvrir une facette, plus mature et approfondie, de la culture et de la philosophie coréenne, cette culture qui maîtrise parfaitement l'harmonie, la tradition et la modernité en même temps.

L'ambassade de la République de Corée, organisatrice de l'événement tient à travers les manifestations culturelles qui seront proposées tout au long de la semaine à maintenir une véritable présence culturelle qu'offre le pays du matin calme au public algérois et ce depuis la rentrée 2018. Présence qui témoigne du grand intérêt des Algériens pour la culture coréenne qui, rappelons-le, s'est manifestée jusqu'ici à travers le lancement d'un concours de langue coréenne et de K-Pop, et d'autres événements organisés par les fans du pays. La «Semaine coréenne» reste tout de même la plus grande manifestation de la culture coréenne de l'année, et n'en est plus à sa première mouture. Cette édition balaiera plusieurs domaines artistiques, mais surtout ceux spécifiques à la culture coréenne : cinéma, musique, etc. L'ambassade de la République de Corée a d'ores et déjà dévoilé le programme de la semaine qui s'étalera sur 4 rendez-vous principaux, à savoir, le concert du groupe coréen «SE:UM» prévu pour le 7 octobre à partir de 18h au Palais de la culture Moufdi-Zakaria à Alger ; la 4e édition du concours de langue coréenne prévue le 8 octobre à partir de 14h au siège de l'ambassade de la République de Corée ; la projection de 2 films coréens le 10 octobre avec deux séances par jour la première à 10h et la seconde à 14h30 au siège de l'ambassade de la République de Corée (il est à noter que la projection de films est déconseillée par l'ambassade de la République de Corée aux moins de 12 ans). Le 11 octobre à 14h au Palais de la culture Moufdi-Zakaria à Alger marquera la clôture de la manifestation avec un concours de K-POP mettant en avant les performances de jeunes amateurs ou professionnels algériens formant 5 équipes de chant et 5 équipes de danse avec pour seul dénominateur, la passion pour la K-POP. Les organisateurs ont tenu par ailleurs à rappeler tout l'espoir qu'il mettait dans cet événement pour la promotion et le développement des relations bilatérales avec l'Algérie, à savoir l'importance de la culture pour la compréhension entre les deux peuples.

Yasmine Derbal

FIBDA

Le 11e Festival international de la bande dessinée d'Alger a ouvert ses portes

Le Festival international de la bande dessinée (FIBDA) a ouvert ses portes, mardi, à l'esplanade de Riadh el Feth, avec la participation de 17 pays, avec le Canada pour invité d'honneur. La 11e édition du FIBDA est marquée par l'organisation de nombre de rencontres avec des bédéistes algériens et étrangers dont l'américaine Alitha Martinez, l'Espagnol Antonio Altarriba. Ordonnez et l'Algérienne Nawel Lourad, en plus de plusieurs expositions dédiées à la bande dessinée. Une grande exposition de la BD canadienne représentant de la région du Québec est présente à cette édition, avec la participation de huit dessinateurs dont Julie Rocheleau et Jean-Paul Eid et Marie Debeau.

Des ateliers de formation en Manga et en bande dessinée sont également programmés au profit des enfants et plus du concours de déguisement «Cosplay» organisés en collaboration avec l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda) et les publications «Z-Link» spécialisé en «Manga». Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, était présent à la cérémonie d'ouverture du festival en compagnie de certains membres du gouvernement (Mébarki, Benghabrit et Zerrouati) qui ont visité les différents stands représentants des pays participants à l'instar du Canada, de la Belgique et de l'Italie, en sus de nombre de maisons d'Editions algériennes à l'exemple de Dalimen et Z-Link. Azzedine Mihoubi a estimé que le FIBDA «s'est imposé en tant que rendez-vous culturel annuel réussi» sur la scène algérienne, indiquant que «nous avons choisi le Canada comme invité d'honneur car c'est un pays connu pour la longue histoire de la bande dessinée (…) et les jeunes Algériens profiteront de son expérience dans ce domaine». Le FIBDA 2018 qui se tient sous le slogan du «vivre-ensemble», et dont les travaux se poursuivront jusqu'au 6 octobre, verra la participation du Canada, de la Belgique, de l'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de la Tunisie et -pour la première fois- la Suède et la Colombie.

L. A.

Aïn Defla

Âmou Yazid épate le public

L'artiste Âmou Yazid a subjugué le public de Aïn Defla à la faveur du spectacle qu'il y a animé, mettant du baume au cœur des enfants venus nombreux assister à son show. Au cours d'un spectacle abrité par la salle omnisports de la ville en fin d'après-midi de mardi, les enfants ont particulièrement acclamé leur idole, reprenant en chœur nombre de ses tubes à l'image, notamment, de *Nohibbouki Ya Oumi* (nous t'aimons maman), *Anadhafa* (la propreté), *Kam Ouhibouki Madrasati* (combien je t'aime Ô mon école) ou encore *Mabrouk Ennajah* (bravo la réussite).

En filigrane de son spectacle qui incitait parfois au rire, Âmou Yazid n'en saisissait pas moins cette opportunité pour prodiguer des conseils sur la conduite à tenir par les bambins à la maison, à l'école et au sein de la société dans laquelle ils vivent de façon générale.

«J'aime beaucoup Âmou Yazid, car il nous évoque à chaque fois plein de bonnes choses dans un discours empreint de gentillesse, nous incitant à suivre les conseils de nos parents et de nos enseignants», soutient Marwa, une élève de 3e année primaire venu assister au spectacle en compagnie de ses parents.

Lui emboîtant le pas, son père, enseignant de son état, s'est félicité de l'ambiance qui a régné tout au long du spectacle, saluant le «dévouement» de l'artiste dont le spectacle «n'est jamais lassant». «L'influence qu'a Âmou Yazid sur les enfants est de loin supérieure à celle qu'exerce sur eux leurs propres enseignants», a-t-il observé, relevant l'importance de l'élargissement de pareille manifestation à tout le territoire de la wilaya.

Se disant «ravi» par l'accueil qui lui a été réservé, Âmou Yazid a relevé la «communion» qui a prévalu tout au long du spectacle, promettant de revenir à Aïn Defla avant la fin de l'année. Il a mis l'accent sur le fait que les 150 chansons qu'il a à son actif sont tirées du contexte social algérien, soutenant que l'éducation des enfants doit constituer la préoccupation de la société dans son ensemble. Il a indiqué que ce qui a le plus retenu son attention à Aïn Defla, c'est le fait que les enfants fussent venus au spectacle accompagnés de leurs parents et de leurs grands-parents, attestant de la sorte de la solidité des liens qui doit caractériser la famille. Pour sa part, le directeur de la culture de la wilaya d'Aïn Defla, Mahmoud Hasnaoui, a souligné que la présence massive des enfants dénote de la place qu'occupe l'artiste dans leurs cœurs, faisant état d'autres manifestations du genre notamment lors des vacances prochaines d'hiver.

Théâtre

«Maaroud Lelhwa», un appel au retour aux valeurs universelles

La pièce de théâtre *Maâroud Lelhwa*, dont la générale est attendu le 6 octobre au Théâtre régional d'Oran, est un appel au retour aux valeurs universelles, a indiqué à l'APS son auteur et metteur en scène, le dramaturge Mohamed Bakhti. Questionné en marge d'une répétition de la pièce au niveau du TRO, Bakhti a indiqué que cette pièce, qui a connu un grand succès dans les années 1990, raconte l'histoire de deux personnages don-quichottesques, qui partent à la recherche d'un trésor et qui finissent par découvrir que la richesse n'est finalement pas que matériel. «Loin de toute moralisation, cette pièce est un hymne aux valeurs et à l'humanité», a-t-il dit, ajoutant que la pièce use de l'humour et même de la satire pour véhiculer ce message. Le dramaturge s'est dit très content de revenir sur scène avec cette pièce, une production du TRO qui a reçu plusieurs prix nationaux et internationaux au cours des années 90, sans cacher son appréhension quant à la réaction du public tant d'années après. «Les thèmes abordés sont toujours d'actualité, mais on ne peut jamais prévoir comment la pièce sera accueillie par le public», a-t-il souligné. Si le texte a été gardé intégralement, un sang nouveau a été insufflé à cette pièce, avec des comédiens de la nouvelle génération, a encore fait savoir Bakhti, qui a salué l'initiative du TRO, de revisiter le patrimoine de l'établissement. Pour sa part, le directeur de cette structure, Mourad Senouci, a affirmé qu'il compte reprendre plusieurs productions qui ont marqué l'histoire du TRO, dans une démarche qui vise à valoriser son patrimoine.

Accord Maroc-UE

L'AFET ne reconnaît pas la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental

Le vice-président et rapporteur de la Commission des Affaires étrangères (AFET), Anders Primdahl Vistisen, a mis en relief la non-reconnaissance de la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, dans le cadre du débat autour du projet d'accord UE-Maroc visant à étendre les préférences tarifaires aux produits originaires du Sahara occidental.

«Il est important de souligner que cet accord n'implique pas la reconnaissance de la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental», a affirmé l'eurodéputé danois Vistisen dans son rapport de projet d'avis, à l'intention de la Commission du commerce international (INTA) du Parlement européen. Vistisen a ajouté que «la position de l'UE reste de soutenir les efforts des Nations unies pour parvenir à un règlement juste, durable et mutuellement acceptable du conflit du Sahara occidental, sur la base du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU». Le texte du projet d'avis a également rappelé certains principes fondamentaux favorables à la cause sahraouie, à savoir «la nécessité du consentement et le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, le respect du droit international, y compris les Droits de l'Homme et le développement durable des territoires concernés». «Cet accord -modifiant les protocoles 1 et 4 de l'accord euro-méditerranéen- vise à fournir des garanties sur le respect du droit international, y compris les Droits de l'Homme et le développement durable des territoires concernés», lit-on dans le même texte établi par le rapporteur de l'AFET. Dans le même contexte, Vistisen prend acte des «efforts déployés par la Commission et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) pour tenter, dans les limites de leurs compétences respectives, d'évaluer les avantages pour la population (sahraouie) et de s'assurer de son consentement à cet accord». Par ailleurs, il convient de rappeler qu'outre les Commissions Agriculture et Affaires étrangères du Parlement européen, la Commission Pêche rendra également son avis prochainement. Le projet de recommandation/résolution concernant cet accord sera présenté au niveau de la Commission du Commerce international (INTA), compétente sur le fond, les 10-11 octobre 2018 et sera soumis au vote le 3 décembre 2018. Le vote au niveau de la plénière interviendrait vers la mi-janvier 2019. Pour sa part, le Rapporteur de la INTA, l'eurodéputée française, Patricia Lalonde, avait relevé la difficulté d'émettre un avis sur l'«application des préférences commerciales UE-Maroc aux produits venant du territoire du Sahara occidental, principalement des produits agricoles (tomates et melons) et de la pêche». Lalonde a expliqué la difficulté par l'existence de «différentes opinions» concernant l'opportunité d'un accord commercial à propos des produits du Sahara occidental, comme mentionné dans les conclusions de son rapport daté du 18 septembre 2018, qui fait suite à sa mission au Sahara occidental occupé, effectuée à la tête d'une délégation parlementaire, les 3 et 4 septembre. Précisant que la mission a été effectuée dans le contexte des «préparations de la recommandation d'approbation du Parlement (PE)» concernant la proposition d'accord visant à étendre les dites préférences, l'eurodéputée a fait savoir que des associations et organisations (dans les territoires sahraouis occupés), ont dénoncé le pillage des ressources naturelles, au moment où d'autres intervenants ont affirmé que les Sahraouis ne trouvent pas de travail dans la région et que les autorités locales auraient détruit une partie du patrimoine régional. «Certains intervenants ont aussi indiqué que si l'accord passait au Parlement, le Front Polisario serait dans son droit de reprendre les armes», a, en outre, indiqué l'eurodéputé, avant de préciser qu'une autre association a dénoncé la surexploitation de la pêche en déplorant, dans le même ordre d'idées, que «seulement 5% des agréments de pêche seraient accordé à la population locale»

Le Premier ministre reçoit une délégation belge

Le Premier ministre, Mohamed El Ouali Akeik a reçu, ce mardi soir, au siège de la Primature une délégation du Comité belge pour la solidarité avec le peuple sahraoui et de la société civile en Belgique, en fin de sa visite de quelques jours dans les camps de réfugiés sahraouis. Le Premier ministre a demandé à la délégation belge de transmettre la voix du peuple sahraoui en Belgique et dans la communauté européenne, afin de sensibiliser l'opinion publique européenne autour de la réalité de la lutte de ce peuple pour son indépendance et défendre ses droits légitimes pour la souveraineté sur sa patrie et ses ressources naturelles. Le Premier ministre a appelé «l'UE à être une partie de la solution au conflit du Sahara occidental et ne pas être une partie du problème» à travers le respect de la légalité internationale, du droit international humanitaire et des arrêts de la Cour de justice européenne qui confirment que le territoire du Sahara occidental ne fait pas partie du Maroc et par conséquence, les accords UE-Maroc ne sont pas applicables au Sahara occidental. Il a également passé en revue les derniers développements de la question du Sahara occidental, la situation difficile des réfugiés sahraouis, les violations flagrantes des Droits de l'Homme dans les parties occupées du Sahara occidental et le pillage continu des ressources naturelles du Sahara occidental. Pour sa part, le chef de la délégation belge, Boris Frosteddu, a, dans une déclaration à la presse, indiqué que le but de la visite de sa délégation composée de la société civile belge est de visiter les camps de réfugiés sahraouis et les institutions de l'État sahraoui pour mieux s'enquérir de visu de la réalité de ce peuple. Boris s'est engagé au nom de sa délégation de transmettre la réalité de la lutte du peuple sahraoui non seulement au niveau de la Belgique, mais également à tous les pays européens, soulignant que L'Europe doit faire partie de la solution de ce long conflit. La visite de la délégation belge lui a permis de mieux comprendre les souffrances des réfugiés sahraouis et rencontrer la plupart des responsables du gouvernement sahraoui. Elle a visité plusieurs installations et institutions de la RASD et des ONG sahraouies

La cause sahraouie présente au 16e festival du film africain à Cologne (Allemagne)

La 16e édition du festival du film africain organisé en Cologne (Allemagne) a vu une forte présence de solidarité avec la cause sahraouie, en présence de la militante française Claude Mangin Asfari et Regina de l'association de solidarité «Freiheit für Westsahara». C'est la première fois depuis la création du festival que la lutte sahraouie a mise en lumière, notamment grâce au film *Dis leur que j'existe*, qui retrace les 30 années de condamnation de Naama Asfari par le Maroc, ainsi que la lutte de son épouse Claude Mangin Asfari qui multiplie les manifestations de soutien pour sensibiliser l'opinion international sur la situation du Sahara occidental et pour la libération de son époux. Lors de l'ouverture du festival, 75 nouveaux films africains, traitant de différents sujets tels que la migration intra-africaines, ainsi que 4 courts métrages sahraouis. Pour l'activiste Claude Mangin Asfari de la cause sahraouie, ces 4 courts métrages retracent, d'une part la vie quotidienne dans les campements de réfugiés sahraouis montrant l'espoir de leur lutte pour l'indépendance et la liberté. Ces documentaires reviennent également sur la répression policière marocaine contre la population civile et les étudiants sahraouis à Agadir (sud du Maroc) qui revendiquent légitimement leur droit à la liberté.
Cette militante et activiste française était entrée en grève de la faim le 18 avril dernier, pour protester contre l'interdiction des visites carcérales à son époux, et ses 4 expulsions en 2 ans. Le militant des Droits de l'Homme sahraoui Naama Asfari, avait été condamné par un tribunal militaire marocain, suite à sa participation au camps de Gdeim Izik en novembre 2010 ; Claude Mangin Asfari parmi les 25 invités d'honneur du festival. Le but de cette manifestation cinématographique étant la promotion du cinéma africain en Allemagne et en Europe. Les réalisateurs de films documentaires et d'animation sont invités à présenter leurs œuvres à l'association «Film initiative Koln».

www.lechodalgerie-dz.com L'ECHO D'ALGERIE

Indonésie

Le bilan dépasse 1400 morts, l'espoir de retrouver des survivants s'éloigne

Le bilan du séisme suivi d'un tsunami sur l'île indonésienne des Célèbes a dépassé les 1400 morts, ce mercredi, alors que les besoins sont «immenses» dans les zones sinistrées et que le temps presse pour dégager des survivants. «Le bilan total est de 1407 morts», a indiqué Sutopo Purwo Nugroho, le porte-parole de l'agence de gestion des catastrophes naturelle, au cours d'un nouveau point presse.

Les autorités se sont fixées jusqu'à vendredi, soit une semaine après la catastrophe, pour retrouver d'éventuels survivants. Au-delà, les chances seront proches de zéro. Les secours se concentrent sur quelques sites autour de Palu, une ville de la côte ouest qui a été ravagée, notamment à l'hôtel Roa-Roa où une soixantaine de personnes seraient toujours ensevelies sous les gravats.

Les efforts se focalisent aussi sur un centre commercial, un restaurant ou encore le quartier de Balaroa où la puissance de la secousse a transformé le sol en bouillie. Près de 200 000 personnes ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence, parmi lesquelles des dizaines de milliers d'enfants, selon le bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha). On estime à 66 000 le nombre de logements détruits vendredi par la secousse de magnitude 7,5 et le raz-de-marée destructeur qu'elle a engendré. Le gouvernement indonésien a beau avoir affirmé aux équipes étrangères intervenant dans les zones sinistrées que la situation était sous contrôle, les habitants de localités éloignées comme Wani, dans la province de Donggala, disent n'avoir pas, ou presque pas, vu la couleur de l'aide.

«Douze personnes sont portées disparues dans cette zone», affirme à l'AFP un habitant, Mohammad Thahir Talib, 39 ans. «Il se peut qu'il y ait aussi des corps plus au sud.»

«Sentiment de frustration»

A Genève, les Nations unies ont fait part de leur frustration quant à la lenteur de la réponse. «Bien que le gouvernement et les organisations d'urgence travaillent sans relâche pour apporter une aide vitale, les besoins demeurent immenses», a indiqué, mardi, l'Ocha dans un communiqué. «Le sentiment des équipes travaillant sur place est un sentiment de frustration», a expliqué à Genève Jens Laerke, de l'Ocha. «Des portions importantes de ce qui pourrait être la zone la plus touchée n'ont toujours pas été complètement atteintes. Mais les équipes se démènent et font ce qu'elles peuvent». Les survivants combattent la faim et la soif. L'eau potable et la nourriture manquent et les autorités sont dépassées par le nombre de blessés. Sur le terrain, des responsables expliquent que, si le gouvernement a indiqué que toute aide était la bienvenue, les «mécanismes de mise en oeuvre» de cette aide manquent.

Port endommagé

Les créneaux d'atterrissage sur l'aéroport de Palu sont réservés à l'armée indonésienne, mais il devrait rouvrir jeudi matin aux vols commerciaux. Les installations portuaires de Palu, porte d'accès cruciale dans cette région accidentée, ont été fortement endommagées.

Les points d'amarrages sont intacts, mais la plupart des grues et équipements nécessaires au déchargement des navires ont été renversés, explique l'ONU. Dans la ville de Palu, la police a effectué, mardi, des tirs de semonce et utilisé les gaz lacrymogènes pour disperser des pilleurs. Sur la route qui part de la ville vers le nord, un journaliste de l'AFP a vu des jeunes élever des barrages et exiger des «donations» pour ouvrir la voie. Le président indonésien Joko Widodo, qui fait campagne pour sa réélection l'an prochain, a affirmé que la police et l'armée gardaient le contrôle de la zone et qu'il n'y avait «pas de pillages», au cours de sa deuxième visite à Palu depuis la catastrophe.

Le Centre de coordination de l'aide humanitaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), basée à Jakarta, a fait état d'un besoin urgent de sacs mortuaires. Dans le climat équatorial chaud et humide qui prévaut en Indonésie, la décomposition est accélérée et fournit un terrain propice aux maladies.

Eruption volcanique

Les secours manquent aussi d'équipements lourds. Ils peinent également du fait de la coupure des routes et de l'ampleur même des dégâts. L'électricité a été rétablie, mardi soir, dans certains quartiers de Palu. Mais dans d'autres, des habitants se pressaient autour de rallonges électriques dans les quelques bâtiments disposant encore de courant. Le manque d'installations sanitaires est par ailleurs un problème de plus en plus grave. «Partout, les gens veulent aller aux toilettes, mais il n'y en a pas. Alors il faut faire ses besoins de nuit, au bord de la route», explique Armawati Yarmin, 50 ans. Archipel de 17 000 îles et îlots formé par la convergence de trois grandes plaques tectoniques (indo-pacifique, australienne et eurasienne), l'Indonésie se trouve sur la ceinture de feu du Pacifique, zone de forte activité sismique. Un risque qui a été illustré, ce mercredi, par l'éruption du volcan Soputan, situé dans l'extrême nord-est des Célèbes, à un millier de km de Palu, et qui crachait des cendres à plus de 5800 mètres d'altitude. Les autorités ont demandé aux civils de ne pas approcher du volcan à moins de 4 km.

Mais aucune évacuation n'a été pour l'instant décidée. Après l'appel à l'aide de l'Indonésie, le Fonds central d'intervention d'urgence de l'ONU a annoncé, mardi soir, le déblocage de 15 millions $. Hier, l'Australie a annoncé qu'elle dépêchait une équipe médicale ainsi qu'une enveloppe de 5 millions $ d'aide.

France

Macron finit par accepter la démission de Collomb

C'est une crise politique que traverse la France, n'en déplaise aux «Marcheurs». Emmanuel Macron a perdu son bras de fer avec son ministre de l'Intérieur. Le président a fini par accepter la démission de Gérard Collomb cette nuit. Après le N° 3 du gouvernement il y a cinq semaines, c'est donc au tour du numéro 2 de quitter le navire. Le Conseil des ministres se fera sans lui, alors qu'avant-hier soir, Gérard Collomb assurait rester en poste jusqu'à ce qu'on lui trouve un remplaçant. Il est prévu que le Premier ministre Edouard Philippe assure l'intérim du premier policier de France. Soutien de la première heure du jeune Emmanuel Macron, Gérard Collomb avait dû présenter sa démission à deux reprises au chef de l'Etat, arguant qu'il voulait reprendre la direction de la ville de Lyon, qu'il a dirigée pendant 16 ans avant de devenir ministre en 2017. Il s'avère que les tensions entre Emmanuel Macron et Gérard Collomb n'ont cessé de s'intensifier depuis l'affaire Benalla en juillet. Début septembre, le ministre avait surpris en pointant «le manque d'humilité de l'exécutif». Il avait ensuite annoncé son départ du gouvernement programmé d'abord pour le printemps 2019. Avant que les choses ne s'accélèrent brusquement et conduisent à une rupture irrémédiable. Quel successeur ? La nomination provisoire d'Edouard Philippe à l'Intérieur souligne le manque de réservoir et la difficulté pour l'exécutif de trouver un remplaçant à Gérard Collomb à ce poste stratégique. Le ministre du Budget Gérald Darmanin, le secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement Christophe Castaner, le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux ou encore l'ancien patron de la police nationale Frédéric Péchenard sont cités comme successeurs potentiels. Des six principaux ministres dans l'ordre protocolaire en place au début du mandat d'Emmanuel Macron, il ne reste aujourd'hui plus que Jean-Yves Le Drian, aux Affaires étrangères, dont le nom circule également pour prendre le relais de Collomb.

Cancer du col de l'utérus

L'Australie en passe de devenir le premier pays à éradiquer la maladie

L'Australie est en passe de devenir le premier pays au monde à éradiquer le cancer du col de l'utérus grâce à une vaste campagne de vaccination et des améliorations apportées au Programme national de dépistage de ce type de cancer, ont rapporté, ce mercredi, des médias.

«Ce, à quoi nous assistons aujourd'hui, est l'effet que commencent à avoir les vaccinations entamées en 2007 sur les jeunes femmes qui seraient en temps normal les premières susceptibles de développer un cancer du col de l'utérus», a annoncé, ce mercredi, sur la radio ABC le ministre australien de la Santé, Greg Hunt. «C'est une très bonne nouvelle pour les femmes en Australie», s'est réjouie, hier, dans un communiqué repris par des médias, la directrice de recherche au Conseil en charge des cancers, le Pr Karen Canfell. «Cela fait des années que nous menons la marche en matière de contrôle du cancer du col de l'utérus, et nous partagerons nos recherches et nos approches avec le reste du monde dans le cadre d'une démarche mondiale pour éliminer ce cancer très facilement évitable», a-t-elle poursuivi. Alors que Sydney accueille cette semaine la Conférence internationale sur le papillomavirus, Mme Canfell présentera également les fruits des recherches du conseil à ses confrères de la communauté médicale mondiale, dans l'espoir de lancer des programmes similaires dans d'autres pays. D'après les recherches du Conseil en charge des cancers dans l'Etat de Nouvelle-Galles du Sud (est), si les taux actuels de dépistage et de vaccination sont maintenus, cette maladie mortelle pourrait être éradiquée au cours des 20 prochaines années. L'organisme estime que moins de six femmes sur 100 000, contracteront un cancer du col de l'utérus d'ici à 2022, et que ce chiffre baissera encore d'ici à 2035 à quatre femmes sur 100 000 seulement. Selon l'OMS, près de 280 000 femmes sont décédées du cancer du col de l'utérus en 2015, et près de 90% dans les pays à revenu faible ou intermédiaire

Iran

Poursuite des inspections et vérifications de l'AIEA

Le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Yukiya Amano, a rappelé, mardi, les conditions dans lesquelles l'Agence continuait de s'acquitter de sa tâche d'inspection et vérification des installations nucléaires iraniennes dans le cadre de l'Accord international sur le nucléaire iranien.

Dans un communiqué, Amano a d'abord souligné que «le travail de l'Agence concernant la vérification des activités nucléaires est et doit toujours être impartial, factuel et professionnel». «L'indépendance de l'Agence dans le domaine de l'exécution de ses tâches de vérification est de la plus haute importance, afin qu'elle conserve sa crédibilité», a-t-il ajouté.
«Les activités de vérification de l'Agence en Iran sont menées à bien sur la base de l'Accord global de garantie conclu avec l'Iran et du protocole additionnel que l'Iran met provisoirement en œuvre», a-t-il encore dit. «En outre, l'Agence effectue également la surveillance et la vérification des engagements pris par l'Iran en matière nucléaire dans le cadre du Plan d'action global commun» (nom officiel de l'Accord international sur le nucléaire iranien), a-t-il ajouté. «Ces activités vont se poursuivre selon qu'il conviendra, dans les conditions prévues par les décisions et résolutions pertinentes du Conseil des gouverneurs de l'AIEA et du Conseil de sécurité de l'ONU». «Les évaluations concernant l'absence de matériel et d'activités nucléaires non déclarés sont toujours en cours. L'Agence continue d'évaluer les déclarations de l'Iran aux termes du Protocole additionnel et s'est procuré un accès complémentaire, également aux termes de ce protocole, à tous les sites et lieux qu'elle avait besoin de visiter en Iran», conclut le communiqué. Par cette déclaration, Amano répondait indirectement au Premier ministre d'Israël, Benyamin Netanyahu, qui, de la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU, a accusé, jeudi dernier, l'Iran de n'avoir pas renoncé à acquérir l'arme nucléaire, affirmant pour la première fois en public que l'Iran disposait de deux entrepôts atomiques secrets à Téhéran. Netanyahu avait accusé l'AIEA
d' «inaction» après qu'Israël eut partagé avec elle des preuves concernant des plans de l'Iran pour mettre au point des armes nucléaires. Et il avait appelé Amano à faire rapidement inspecter les nouveaux sites prétendument découverts, avant que l'Iran ne fasse place nette.

Syrie

L'EI a exécuté une femme parmi les otages enlevés à Soueida

Le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (Daech) a exécuté une jeune femme faisant partie des otages druzes qu'il a enlevés en juillet dernier dans la province méridionale syrienne de Soueida, a annoncé, mardi, une source locale et une ONG. Il s'agit du deuxième otage exécuté par l'organisation ultraradicale depuis l'enlèvement. Un étudiant de 19 ans avait été décapité en août. L'EI avait mené le 25 juillet un assaut sanglant dont des attentats-suicide dans plusieurs localités de la province à majorité druze de Soueida qui ont fait plus de 250 morts, l'un des bilans les plus lourds depuis le début de la guerre en Syrie 2011. Une trentaine de femmes et d'enfants avaient été enlevés par l'EI après ces attaques. En août dernier, une femme de 65 ans parmi les otages, qui souffrait de problèmes de santé, est morte en détention, selon une source locale. Jusque-là, les tentatives de médiation menées auprès des ravisseurs, par la Russie, alliée du gouvernement syrien et par des représentants des familles des otages, n'ont pas abouti.

Burkina

Trois gendarmes «grièvement blessés» dans une attaque dans le Nord

Trois gendarmes burkinabè ont été grièvement blessés, lundi, dans une attaque contre un poste de gendarmerie à Lanfiera, une commune rurale située au nord de Ouagadougou, à une centaine de kilomètres de la frontière malienne. «Des individus armés non identifiés ont attaqué, lundi soir, le poste de gendarmerie de Lanfiera, dans la province du Sourou», a déclaré une source sécuritaire, citée par l'agence AFP. «Le bilan est de trois gendarmes grièvement blessés» au cours de cette «attaque menée par une dizaine d'hommes aux environs de 20h 00». L'attaque a duré «un peu plus de 3 h». Selon une autre source sécuritaire qui a confirmé l'attaque, des opérations de ratissage ont été lancées à la recherche des assaillants.
Les blessés ont été pris en charge dans des centres de santé. «Le poste de gendarmerie a été endommagé et on a enregistré d'importants dégâts matériels». Le Burkina Faso, frontalier du Mali et du Niger, est le théâtre d'attaques terroristes régulières depuis le 1er trimestre 2015.

Guinée-Bissau

Naufrage d'une pirogue de migrants au large des côtes

Une pirogue transportant des migrants a chaviré en pleine mer, lundi, au nord-ouest des côtes bissau-guinéennes, a indiqué, mardi soir, un responsable des ports de Guinée-Bissau, disant craindre que 60 personnes se soient trouvées à bord de l'embarcation.
«J'ai été informé du naufrage, lundi, dans la soirée par une équipe de l'agence de surveillance de nos côtes (Fiscap) qu'une pirogue surchargée, transportant des migrants clandestins, avait chaviré au large de nos côtes, plus précisément à hauteur de l'île de Pecisse», a expliqué ce responsable, le commandant Siga Batista, cité par l'AFP. «Nous ne savons pas combien de personnes étaient à bord au moment du naufrage, ni quelle est leur identité ou même leur nationalité. Mais selon les informations qui me sont parvenues, il y avait plus de soixante personnes à bord de la pirogue», a ajouté le commandant Batista, en indiquant qu'aucun survivant n'avait jusqu'ici été retrouvé. Les radios locales ont été mises à contribution pour demander aux pêcheurs d'entrer en contact avec les autorités en cas de découverte de corps ou de survivants. «Faute de moyens financiers, nous avons des difficultés pour organiser des secours en cas de naufrage dans nos eaux», a regretté Batista. La Guinée-Bissau, pays pauvre d'Afrique de l'Ouest, a 200 km de côtes et ne dispose pas de navire pour les patrouilles en haute mer. L'agence de surveillance côtière possède deux vedettes rapides, mais celles-ci sont souvent sont clouées au port faute de carburant, a indiqué un officier de la marine nationale cité par la même agence sous couvert d'anonymat. L'économie de cette ancienne colonie portugaise reste exsangue. Le 44e anniversaire de son indépendance, le 24 septembre, a été célébré sans festivités, toutes les ressources financières disponibles étant absorbées par l'organisation des élections législatives du 18 novembre qui doivent mettre un terme à une crise politique de trois ans, selon le ministre des Anciens combattants, Aristide Ocante Da Silva.

Afghanistan

La MANUA s'inquiète des violences liées à la campagne électorale

La Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA) a exprimé sa préoccupation devant les violences auxquelles on assiste dans le pays depuis le début de la campagne en vue des élections législatives du 20 octobre, ont rapporté, ce mercredi, des médias. Dans un communiqué publié à Kaboul, la mission condamne, notamment, l'attentat-suicide commis, mardi, dans la province de Nangarhar, où au moins 14 civils qui participaient à une réunion électorale ont été tués et 42 ont été blessés. Depuis le début de la campagne officielle le 28 septembre, plusieurs attentats ont été commis, dans lesquels un candidat et 3 gardes du corps d'un autre candidat ont été tués, déplore la MANUA, qui «exhorte tous les acteurs à s'abstenir de tout acte de violence et d'intimidation contre les candidats ou les électeurs». «Je suis scandalisé par les attentats dans lesquels sont délibérément visés des civils cherchant à exercer leur droit fondamental de participer à des élections», déclare le représentant spécial en Afghanistan du secrétaire général, Tadamichi Yamamoto, dans le même communiqué. «Ces violences, y compris l'attentat répréhensible d'aujourd'hui à Nangarhar, constituent une atteinte aux droits constitutionnels du peuple d'Afghanistan».

Mozambique

Près de 200 terroristes présumés jugés à partir d'hier

Près de 200 personnes soupçonnées d'appartenir au groupe terroriste qui sème la terreur depuis près d'un an dans l'extrême Nord du Mozambique sont jugés à partir de ce mercredi dans leur prison, a-t-on appris, ce mardi, de source judiciaire. Parmi ces accusés figurent 50 ressortissants de la Tanzanie voisine, a précisé la même source, citée par l'AFP sous couvert d'anonymat. Le procès doit se dérouler dans un établissement pénitentiaire de la province du Cabo Delgado, où des centaines de membres ou de soutiens de ce groupe islamiste sont détenus.
«Ces accusés ne seront pas jugés comme des terroristes car leurs actes ont précédé le vote de la loi antiterroriste», a indiqué le bureau du procureur local, selon la même agence. Le Parlement mozambicain a voté, en avril dernier, une loi qui aggrave les peines infligées aux auteurs d'actes «terroristes». Depuis octobre 2017, les villages de la province du Cabo Delgado sont la cible des attaques meurtrières d'un groupe de jeunes musulmans radicaux hostiles au gouvernement, qui ont déjà tué plus d'une cinquantaine de civils.
L'armée et la police ont procédé à de nombreuses arrestations et déployé d'importants renforts dans la région, proche de la Tanzanie, sans parvenir toutefois à démanteler ce groupe désigné localement comme les «shababs». Le président mozambicain Filipe Nyusi a répété ces dernières semaines à de nombreuses reprises sa détermination à «neutraliser» les terroristes actifs dans la région.
Ce groupe radical inquiète les autorités de Maputo et de grands groupes pétroliers tels que Exxon, Anadarko et ENI, qui ont commencé à s'installer dans le Cabo Delgado pour y exploiter des gisements de gaz off-shore très prometteurs. Des élections locales sont prévues le 10 octobre au Mozambique.

Alliance des agences méditerranéennes

L'APS présidera l'Alliance en 2019

L'Assemblée générale de l'Alliance des agences de presse de la Méditerranée (AMAN) a confié à l'Agence de presse algérienne (APS), ce mercredi, à Athènes, l'organisation de la 28e Assemblée générale de cette association. L'APS, rappelle-t-on, a accueilli à deux reprises cette association internationale à but non lucratif réunissant 18 agences (19 agences après l'approbation de la candidature de la Bosnie ce mercredi).

Il s'agit de la 12e Assemblée générale qui a eu lieu en octobre 2003 et la 18e édition organisée également à Alger au cours du mois de juin 2009. La 27e Assemblée générale, qui a clôturé ses travaux aujourd'hui, a été marquée, notamment par les enjeux de l'accroissement de intrusion de plus en plus dommageable des «fake news» et le rôle des médias, principalement des agences de presse pour y faire face, à la fois en enrichissant l'offre d'informations en continu en multimédias et la vidéo, et en assurant une présence plus accrue sur la Toile. Ce rôle traditionnel des agences doit être renforcé et facilité par les nouvelles technologies numériques qui contribuent à détecter quasi automatiquement les fausses nouvelles sous des formes qui se démultiplient, et en temps court. La question des migrations s'est également invitée aux débats des agences méditerranéennes qui constituent des intermédiaires entre les deux rives de la Méditerranée. Le commissaire chargé des migrations de l'Union européenne (UE), Dimitris Avramopoulos, a tenu à assister à cette Assemblée générale (venant de Bruxelles) dans son pays d'origine pour prononcer un discours à l'occasion. Il a développé le point de vue «européocentriste» sur ce phénomène des flux migratoires qui ont «surpris» l'UE en 2014, en admettant, toutefois, que «la crise est derrière nous». Il a révélé que «seuls» 80 000 migrants ont rejoint les côtes européennes cette année, en baisse constante d'année en année. Reste, selon lui, que cet afflux pose d'autres problématiques aux sociétés européennes comme la montée de l'extrême droite, dans plusieurs pays européens. Il s'agit, pour lui, d'ouvrir un dialogue avec les pays du sud et traiter ces problèmes sous tous les aspects, y compris l'intégration des migrants en Europe, la lutte contre l'extrémise et le terrorisme. Cette 27e Assemblée générale de l'AMAN a par ailleurs décerné des prix aux journalistes et photographes qui ont concouru, dont la journaliste du bureau d'Oran de l'APS, Lamia Brahimi, pour son reportage intitulé : «Prolifération des rats aux ils Habibas : une dératisation à risque». Le directeur général de l'APS, suivant les procédures internes de l'Alliance a été élu vice-président en attendant la prochaine Assemblée générale qui se déroulera en 2019 à Alger, durant laquelle la présidence passera à l'APS. De même que l'AMAN prévoit de participer à une conférence à Barcelone (Espagne) qui sera consacrée à la problématique des migrations. L'UE, a adopté une politique plus affirmée pour lutter contre ces flux migratoires, en tentant de circonscrire ces mouvements au plus proche des pays d'origine. Tandis que des pays du Sud, appellent à traiter la question à la source, invitant les pays européens à coopérer d'avantage pour lutter contre les causes de ces migrations, quelles soient d'ordre économique ou sécuritaire.

M. T.

SNEU

Tahar Hadjar rencontre le Syndicat national des enseignants universitaires

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a affirmé, hier, à Alger, que l'objectif de sa rencontre avec le Syndicat national des enseignants universitaires (SNEU) était de prendre connaissance de leurs préoccupations et tenter de leur trouver des solutions. Dans une déclaration à la presse, en marge de la rencontre périodique ordinaire avec les représentants du SNEU, affilié à l'Union nationale des travailleurs algériens (UGTA), Hadjar a indiqué que ce genre de rencontres constituait une occasion propice pour «prendre connaissance des préoccupations de la communauté universitaire pour tenter de leur trouver des solutions et de les appliquer par la voie de la commission conjointe». Il est également question lors de ces rencontres d'«informer le corps universitaire des nouveautés enregistrées au niveau du ministère en ce qui concerne leur cursus scientifique et pédagogique et leur carrière professionnelle», a-t-il soutenu. Parmi les points débattus à huis clos, le ministre a cité les inscriptions en doctorat, le dossier des revues scientifiques indexées, outre les problèmes rencontrés liés aux syndicats au niveau de certaines universités, le dossier du logement dans les différentes wilayas, les œuvres sociales et les laboratoires de recherche, précisant que le ministère a élaboré un programme de formation au profit des directeurs de laboratoires. Pour sa part, le secrétaire général du SNEU, Messaoud Amarna, a affirmé que la séance du mercredi avait été consacrée principalement à l'évaluation des résultats des précédentes réunions et au débat d'une série de questions sociales intéressant les enseignants universitaires, notamment les dossiers du logement, des salaires et promotions. Amarna a estimé nécessaire de «revoir» le statut des enseignants chercheurs, conformément au développement qui marque le secteur de l'Enseignement supérieur, insistant sur l'impératif de «réviser» la liste des revues scientifiques indexées par le ministère et exigées pour la promotion des enseignants et la soutenance de leurs thèses.

3 mois après sa spectaculaire évasion

Redoine Faïd arrêté dans sa ville natale

Fin de cavale pour Redoine Faïd. Trois mois après son évasion de la prison de Réau, en Seine-et-Marne, le fugitif le plus recherché de France a été arrêté vers 4 h du matin ce mercredi 3 octobre. Le braqueur multirécidiviste a été repéré dans la nuit de mardi à mercredi à Creil (Oise), sa ville natale, 3 mois après sa spectaculaire évasion de la prison de Réau (Seine-et-Marne en France) à bord d'un hélicoptère.

Il a été arrêté sans heurts vers 4h30 (2h30 GMT) dans un appartement du quartier du Moulin par une cinquantaine d'agents.

Et c'est un Redoine Faïd visiblement amaigri qui a été interpellé par la Brigade de recherches et d'intervention (BRI) et l'Office central de lutte contre le crime organisé.

«Son arrestation est le fruit d'une enquête classique de police judiciaire, faite de surveillances, de filatures, d'exploitation de renseignements», a annoncé Reuters de source policière. Le ministre français de l'Intérieur démissionnaire, Gérard Collomb, a félicité, ce mercredi matin, les policiers sur son compte Twitter. «Les fonctionnaires de la PJ ont démontré leur engagement, leur pugnacité et leur détermination à faire respecter la loi de la République», a écrit le désormais ex-ministre, qui quitte le gouvernement pour se consacrer aux élections municipales à Lyon.

Redoine Faïd est considéré comme l'organisateur du braquage avorté d'un fourgon de transport de fonds, qui a entraîné la mort de la policière Aurélie Fouquet, mère de famille de 26 ans, le 20 mai 2010 à Villiers-sur-Marne (Val-de-Marne). En dépit de sa proximité avec les membres du commando, dont son frère Fayçal, Redoine Faïd nie avoir été mêlé à ce projet d'attaque et à la mort de la fonctionnaire de police, pour laquelle il a été condamné en appel à 25 ans de prison en avril.

La police judiciaire avait déjà effectué début septembre des perquisitions chez certains de ses proches à Creil et à Paris. Son évasion de la prison de Réau avait créé une crise dans l'administration pénitentiaire et un début de polémique politique avec mise en cause et appels à la démission de la ministre de la Justice, Nicole Belloubet. L'hélicoptère avec lequel il s'était évadé, et dont le pilote avait été pris en otage, s'était posé en plein jour dans la cour d'honneur de la prison qui n'était pas protégée par des filets ou des filins contre ce type d'intrusion. Deux hommes armés de fusils d'assaut, de cocktails Molotov et d'une disqueuse étaient allés chercher Redoine Faïd au parloir, où il se trouvait avec un autre de ses frères, Brahim.

Comment un numéro de téléphone a mené à l'arrestation de Redoine Faïd

Selon BFM TV, le «Roi de la belle» était introuvable depuis sa spectaculaire évasion de la prison de Réau, en Seine-et-Marne, le 1er juillet dernier. Redoine Faïd a été arrêté en pleine nuit, aux alentours de 4 h du matin, dans son fief de Creil, dans l'Oise, alors qu'il se trouvait dans l'appartement d'une amie, situé dans le quartier du Moulin. Quatre autres personnes qui se trouvaient avec lui ont également été interpellées. Il s'agit de l'un des frères de Redoine Faïd, de ses deux neveux, et d'une femme, qui serait la fameuse amie.

Deux complices ne faisant pas partie de la famille ont aussi été arrêtés, portant le nombre total d'interpellations à sept. La même source ajoute que l'enquête pour tenter de retrouver le fugitif de 46 ans s'était accélérée au cours de ces trois derniers jours. La police disposait d'un numéro de téléphone, qui était surveillé.

Ce numéro de téléphone a amené les enquêteurs à s'intéresser à une voiture, qui a elle-même mené à une adresse. La BRI s'est mise à surveiller cette adresse, où ont été observés des mouvements suspects d'hommes le soir, dans le quartier du Moulin. Des doutes se sont rapidement portés sur un homme en particulier, qui montrait de nombreux signes de prudence.

Alors que l'arrêter dans sa voiture semblait être une solution trop risquée, les policiers ont choisi d'intervenir ce mercredi matin dans cet appartement, situé au 4e étage d'un immeuble, à quelques centaines de mètres du quartier d'origine de Redoine Faïd. Au total, 80 policiers avaient cerné et bouclé l'immeuble.

La même source précise que, la colonne d'assaut de la BRI est montée dans l'escalier jusqu'au 4e étage sans faire de bruit, avant d'ouvrir la porte de l'appartement à l'aide d'un «door breaker». Redoine Raïd, l'un de ses frères, deux de ses neveux et une amie se trouvaient à l'intérieur, et étaient en train de dormir. L'opération s'est déroulée sans incident, le fugitif et ses complices n'ont pas opposé de résistance aux forces de l'ordre.

Deux complices qui ne sont pas de la famille ont également été arrêtés. Au moment de l'arrestation, Redoine Faïd portait 2 armes de poing sur lui : un revolver et un pistolet-mitrailleur.

Sur les 7 individus interpellés, 3 sont en garde à vue à la Direction centrale de la police judiciaire, à Nanterre. Les quatre autres, dont Redoine Faïd, ont été placés en rétention judiciaire, car ils étaient visés par des mandats d'arrêt.

Cette rétention peut durer au maximum 24 h, pendant lesquelles ils ne seront pas entendus sur les faits. Ils doivent être présentés dans les 24 h devant les juges d'instruction.

Malia Sahli /Ag.

Sudoku — N° 1908

	4	1		2		7		9
	5			6		8		
			4		8	2		
			5			4		6
4		7		8	1			
	9							2
				4				8
5		2		3	9			1
6	1						3	

Codes — N° 1908

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
											G	

Commérage, ragot

14	15	16	17	18	19	20	21
V	P	Y	H	F	Q	D	B

3	2	7	8	2	5	■	9	6	1	10	9	9	10
2	11	11	10	12	4	1	7	10	■	5	13	10	■
■	11	■	9	10	8	10	5	3	7	10	1	■	14
15	10	1	4	5	■	8	4	6	4	1	7	9	10
9	13	10	6	■	3	4	3	4	■	12	5	4	5
16	■	3	17	2	7	1	■	5	10	10	■	13	6
3	4	13	10	■	1	2	18	7	9	6	4	11	10
17	9	■	1	4	3	9	■	19	■	7	20	10	10
7	9	21	2	■	13	■	9	13	3	3	10	9	■
2	13	■	15	2	11	8	10	10	■	7	9	■	8
6	■	1	7	8	10	13	1	■	3	10	■	9	2
1	4	13	10	10	■	1	2	3 C	4	5	6 T	2	1
10	1	10	■	9	2	7	9	7	1	■	2	11	7
■	10	1	12	■	9	1	■	2	9	19	13	10	9

Le concepteur du canal du Midi

15	7	10	1	1	10		15	2	13	11		20	18
	1	7	19	13	10	6							

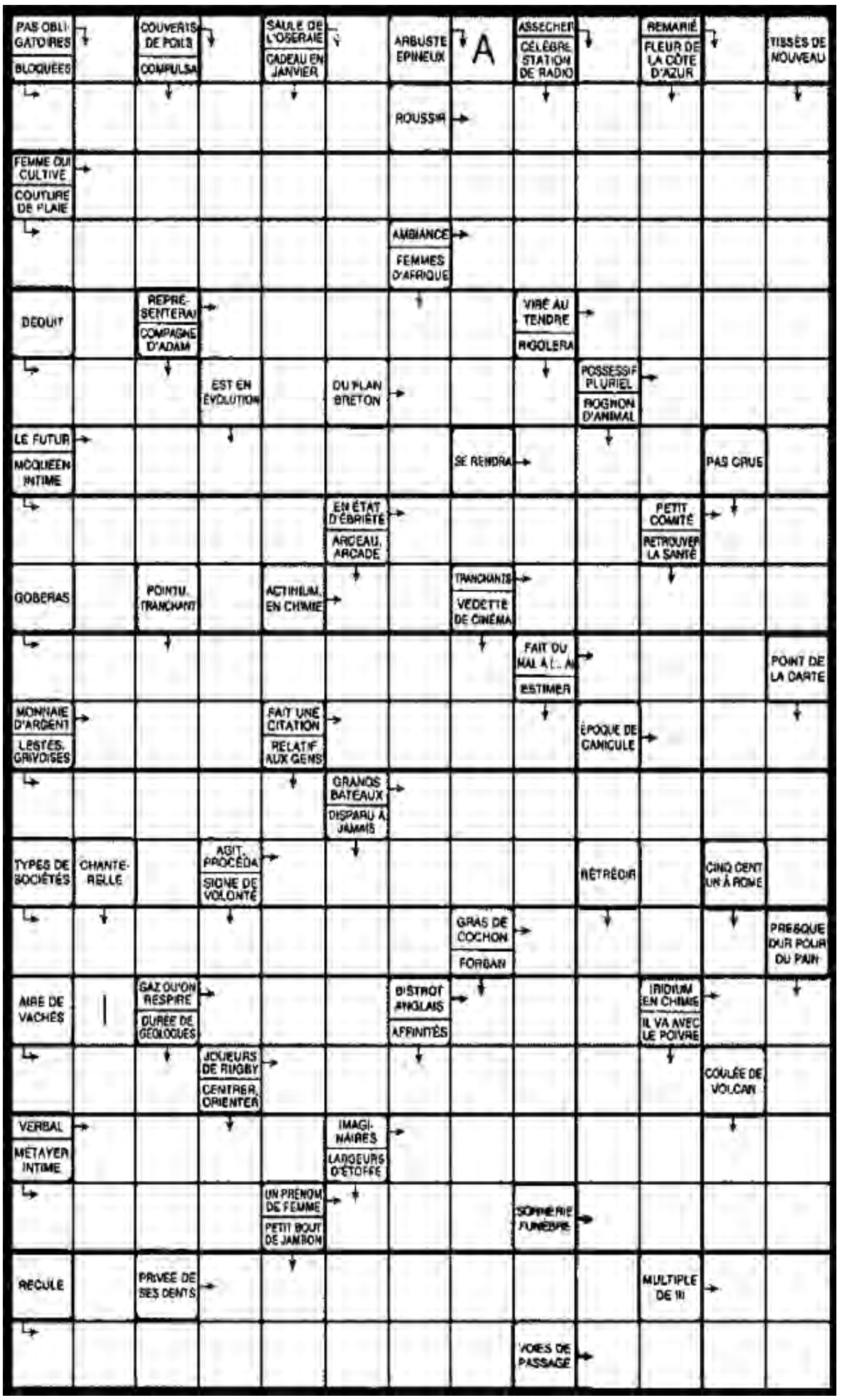
Pêle-mêle

L'action de ce film se situe dans l'Ouest américain.

ADMIRER	EMPORTE	MOTIVEE
ALITE	EPARSE	PANINI
AMONCELER	ETAME	PLANTEUR
APAISEE	FIEVRE	PRESTIGE
ASSURANCE	FILIERE	REPOSEE
ASTREINTE	FULMINE	RESUMEE
BROSSAGE	GALERE	SECONDE
CISELEE	INEXACTE	SENAT
EGIDE	LAQUER	TARIE

E	E	S	I	A	P	A	M	R	E	U	Q	A	L	U
N	E	W	N	D	L	A	E	O	F	I	E	V	R	E
A	G	F	E	M	A	E	S	I	T	E	S	E	E	E
M	A	U	X	I	N	D	L	T	M	I	C	T	P	D
O	S	L	A	R	T	I	I	U	R	N	V	R	O	N
N	S	M	C	E	E	G	S	N	A	E	E	E	S	O
C	O	I	T	R	U	E	A	R	I	S	I	E	E	C
E	R	N	E	A	R	E	U	L	T	N	N	N	E	E
L	B	E	P	A	R	S	E	I	E	A	A	R	T	S
E	T	I	L	A	S	I	G	E	T	R	O	P	M	E
R	N	E	T	A	M	E	E	C	I	S	E	L	E	E

Mots fléchés — N° 1908



Solutions

Mots codés

■	E	R	G	■	S	R	■	A	S	Q	U	E	S	
E	R	E	■	S	A	I	S	I	R	■	A	L	I	
R	O	U	E	E	■	R	A	C	O	N	T	A	R	
T	■	R	I	M	E	U	R	■	C	E	■	S	A	
A	U	■	P	A	L	M	E	E	■	I	S	■	M	
I	S	B	A	■	U	■	S	U	C	C	E	S	■	
H	S	■	R	O	C	S	■	Q	■	I	D	E	E	
C	O	U	E	■	R	A	F	I	S	T	O	L	E	
Y	■	C	H	A	I	R	■	N	E	E	■	U	T	
S	U	E	T	■	C	O	C	O	■	G	N	O	N	
P	E	R	O	N	■	M	O	T	O	R	I	S	E	
■	L	■	S	E	M	E	N	C	I	E	R	■	V	
A	L	L	E	G	O	R	I	E	■	N	U	E	■	
C	A	I	M	A	N	■	S	T	R	E	S	S	E	

Mots fléchés

R	E	G	R	E	S	S	E	■	R	U	E	S		
I	■	L	■	E	D	E	N	T	E	■	V	I		
A	L	E	X	■	L	E	A	■	G	L	A	S		
■	O	R	A	L	■	I	R	R	E	E	L	S		
P	R	E	■	A	I	L	I	E	R	S	■	A		
■	I	■	A	I	R	■	P	U	B	■	I	R		
A	G	E	N	C	E	S	■	L	A	R	D	■		
■	■	R	■	O	P	E	R	A	■	I	■	T		
O	S	E	E	S	■	N	A	V	I	R	E	S		
■	E	C	U	■	C	I	T	E	■	E	T	E		
A	V	A	L	E	R	A	S	■	N	U	I	■		
■	I	■	O	■	A	C	■	A	I	G	U	S		
S	T	E	V	E	■	I	V	R	E	■	C	E		
■	A	V	E	N	I	R	■	I	R	A	■	S		
O	T	E	■	N	■	F	A	R	■	S	E	S		
■	L	■	S	E	R	A	I	■	R	O	S	I		
S	U	T	U	R	E	■	C	L	I	M	A	T		
■	C	U	L	T	I	V	A	T	R	I	C	E		
C	A	L	E	E	S	■	C	R	A	M	E	R		
■	F	■	V	■	O	■	A	■	T	■	R	■		

Sudoku

8 7 9	6 4 5	1 3 2
3 4 2	8 7 1	9 6 5
1 6 5	2 3 9	4 7 8
2 1 7	4 9 8	6 5 3
5 8 3	7 1 6	2 9 4
6 9 4	3 5 2	7 8 1
4 3 8	1 6 7	5 2 9
9 2 6	5 8 4	3 1 7
7 5 1	9 2 3	8 4 6

NUMEROS UTILES

Numéros Verts

- Police :	1548
- Gendarmerie nationale :	1055
- Sonelgaz :	3303
- Alerte kidnapping :	104
- Personnes en difficulté ou en détresse :	1527
- SOS Sécurité :	112
- SOS Santé :	115

Urgences

- SAMU :	021 23 50 50
- Police :	17
- Protection civile :	14
- Gendarmerie nationale :	021 96 42 22
- Sapeurs-Pompiers	021 71 14 14
- Sûreté de la wilaya d'Alger :	021 73 00 73
- Centre antipoison :	021 97 98 98
- Centre des grands brûlés :	021 63 29 95
- Institut Pasteur :	021 67 25 02

Hôpitaux

- CHU Mustapha :	021 23 35 35
- CHU Aït Idir :	021 97 98 00
- CHU Ben Aknoun :	021 91 21 63
- CHU Beni Messous :	021 93 15 50
- CHU Kouba :	021 28 33 33
- CHU Bab El Oued :	021 96 06 06
- CHU Bologhine :	021 95 82 24
- CHU El Kettar :	021 96 48 97
- HCA Aïn Naâdja :	021 54 05 05
- Hopital Tixeraïne :	021 55 01 10
- Hopital Zéralda :	021 32 63 94
- Centre Pierre et Marie Curie :	021 23 66 66

Compagnies Aériennes

- Air Algérie :	021 74 24 28
- Tassili Airlines :	021 50 98 58
- Aigle Azur :	021 50 91 91
- Air France :	021 98 04 04

Dépannages

- Gaz :	021 68 44 00
- Electricité :	021 68 55 00
- Service des eaux :	021 67 50 30

Radios

- Chaîne I :	021 21 48 37
- Chaîne II :	021 69 11 70
- Chaîne III :	021 48 15 15
- Radio El Bahdja :	023 70 99 99
- Jil FM :	021 69 27 27
- ENRS :	021 69 34 03/06

Services

- Algérie Télécom	100
- Serveur vocal chèques postaux :	1530
- Seaal :	3394
- Scouts musulmans algériens :	3033
- Association algérienne de psychiatrie :	1512
- Réclamations :	18
- Renseignements / Réveil :	19
- Télégramme :	13

Hôtels - Alger

- Hôtel El Djazaïr	026 21 80 80
- Hôtel El Aurassi	021 74 82 52
- Hôtel Hilton	021 21 96 96
- Hôtel Sheraton	021 37 77 77
- Hôtel Mercure	021 24 59 70
- Hôtel Ibis	021 98 80 20
- Hôtel Albert Premier	021 73 65 06
- Hôtel Safir	0551 42 58 48
- Hôtel El Riadh	021 45 23 58
- Hôtel Mazafran	021 32 00 00
- Hôtel AZ Zéralda	023 32 55 89
- Hôtel Oasis - Kouba	021 77 04 04
- Hôtel New Day - Kouba	023 77 47 47
- Hôtel Mouflon d'Or	021 54 25 62

08h00 : Bonjour d'Algérie
09h30 : Edhikra El Akhira
10h05 : Vestiges et Patrimoine
10h30 : E'thawre El Khariq
11h00 : La semaine Eco
12h00 : Journal télévisé en français
12h25 : El Tadjer
13h50 : Assrar El Madhi
14h35 : Entre Parenthèses
16h20 : Zayde Oua El Aloume
16h45 : Edhikra El Akhira
17h25 : Clips algériens
18h00 : Journal télévisé en amazigh
18h25 : Radjeli Chef
19h00 : Journal télévisé en français
19h25 : Week-end Sportif
20h00 : Journal télévisé du 20 h
20h45 : Notre Invité
21h15 : Ciné Thématique
21h45 : Femme Taxi
22h45 : Machaho

ALGERIE

TF1 — 22h00 : New York, section criminelle

Un acteur de séries ayant réussi à percer à Broadway est tué durant une cascade se déroulant au cours d'une comédie musicale. Les inspecteurs tentent de comprendre comment le drame a pu avoir lieu et découvrent qu'un sabotage est à l'origine du décès de l'acteur. Ils décident d'interroger tous les membres de l'équipe, dont Amanda Rollins, celle qui met en scène le spectacle.

France 5 — 19h55 : Le mystère des géants disparus

Après la disparition des dinosaures, la Terre a été peuplée pendant 60 millions d'années par des animaux géants étonnants. Quatre scientifiques réputés ont parcouru le monde sur leurs traces. Ils ont étudié, notamment le Titanoboa, un serpent de plus de 12 m de long, le Balouchitère, un rhinocéros qui peut atteindre 8 m de haut et peser 20 tonnes, le Mégalodon,...

M6 — 20h00 : La chute de Londres

Au Pakisatan, la demeure d'Aamir Barkawi, financier complice du terrorisme international, est bombardée par l'armée américaine, guidée par les services secrets britanniques. 2 ans plus tard, alors que Mike Banning pense à prendre sa retraite, il accompagne le Président Asher en Angleterre aux funérailles du premier ministre britannique.

W9 — 20h00 : Esprits criminels

Jack et son équipe se rendent à La Havane pour enquêter sur l'assassinat d'un citoyen américain. A peine arrivés sur place, ils apprennent que l'affaire est résolue et que l'accusé va être exécuté. Jack prouve rapidement qu'il est innocent et reprend l'enquête de zéro. La collaboration avec la police cubaine se révèle délicate, d'autant plus que d'autres meurtres sont commis.

France 2 — 20h00 : Envoyé spécial

Jambon de Parme, une vie de cochon ! Fabriqué en Italie, ce produit très prisé est au cœur d'un scandale. Depuis 2 ans, des militants de la cause animale filment clandestinement les fermes d'élevage. Les images révèlent des maltraitances et un manque crucial d'hygiène. Quand nos animaux disparaissent. Lapin de garenne, alouette, hamster sauvage... sont eux aussi en voie d'extinction. Rencontre avec les personnes qui se démènent pour leur sauvegarde. Bishnoïs,...

C8 — 19h55 : Enquête sous haute tension

Accueillant de nombreux touristes, la Côte d'Azur voit sa population sensiblement augmenter chaque année durant la période estivale. Une situation qui contribue à augmenter les problèmes de sécurité. Pendant plusieurs mois, le magazine a filmé le quotidien des hommes et des femmes qui travaillent dur pour y faire face. Ainsi la police municipale de Mandelieu-la-Napoule traque nuit et jour les délinquants qui pourraient gâcher le séjour des vacanciers.

CANAL+ — 20h09 : Killing Eve

Carolyn demande à Kenny et Eve de rentrer à Londres. Mais les deux agents désobéissent à leur supérieur pour tenter de comprendre comment Nadia a été tuée dans sa cellule. Eve rend visite à Anna, professeure en langues étrangères qui a eu comme élève Villanelle. Pendant ce temps, la tueuse à gages échappe de justesse à la mort en prison. Lors d'un transfert de prisonniers dans la banlieue de Moscou,...

TMC — 20h00 : Taxi 4

A Marseille, toujours sous les ordres du commissaire Gibert, Emilien fait appel à son ami Daniel pour une mission importante : escorter le footballeur Djibril Cissé jusqu'au stade Vélodrome. Bientôt, Gibert et ses hommes sont soumis à une forte pression : ils sont responsables du transfert d'un redoutable et dangereux braqueur de banque, surnommé le Belge. La situation va rapidement échapper aux policiers.

Hôtel - Béjaïa

- Hôtel Les Hammadites **0776 88 22 38**

Hôtel - Tizi-Ouzou

- Hôtel Lalla Khedidja **0795 22 65 77**

AEROPORTS

- Houari Boumédiène - Alger	021 50 91 91	- Rabah Bitat - Annaba	038 52 01 59
- Ahmed Ben Bella - Oran	041 59 10 77	- Mostepha Ben Boulaïd - Batna	023 77 01 10
- Mohamed Boudiaf - Constantine	031 81 01 24	- 8 Mai 1945 - Sétif	0651 88 73 66

Hôtels - Sud

- Hôtel El Djanoub - Ghardaïa	029 89 46 20
- Hôtel - El Boustan - El Ménéa	029 81 60 50
- Hôtel Tahat - Tamanrasset	029 31 21 21
- Hôtel Gourara - Timimoun	049 90 26 27
- Hôtel Touat - Adrar	049 96 99 33
- Hôtel Antar - Béchar	049 81 71 63
- Hôtel Kerdada - Bou Saâda	035 53 39 04
- Hôtel Le Caïd - Bou Saâda	035 53 43 94
- Hôtel Zaïd - Hassi Messaoud	0660 20 88 20
- Hôtel La Gazelle d'Or - El Oued	032 11 89 02

Hôtels - Est

- Hôtel Marriott - Constantine	035 53 39 04
- Hôtel Ibis - Constantine	031 99 20 00
- Hôtel Cirta - Constantine	031 92 19 80
- Hôtel Le Majestic - Annaba	038 86 54 54
- Hôtel El Mountazah - Annaba	038 65 24 12
- Hôtel El Hidhab - Sétif	036 51 41 34

Hôtels - Ouest

- Hôtel Sheraton - Oran	041 59 01 00
- Hôtel Royal - Oran	041 29 17 17
- Hôtel Ibis - Oran	041 98 23 00
- Hôtel Renaissance - Tlemcen	043 40 11 11
- Hôtel Les Zianides - Tlemcen	043 27 71 21 à 25
- Hôtel Ziri - Ghazaouet	043 32 30 25

Jeux Olympiques de la jeunesse 2018

4000 jeunes sportifs en lice dans 32 sports à Buenos Aires

Deux ans après les Jeux Olympiques d'été Rio 2016, une autre grande ville d'Amérique du Sud, la capitale argentine Buenos Aires s'apprête à accueillir quelque 4000 jeunes sportifs de 14 à 18 ans dont 30 Algériens pour les 3e Jeux Olympiques de la jeunesse (JOJ) du 6 au 18 octobre.

Les 4000 athlètes du monde entier vont concourir dans 32 sports et quatre d'entre eux feront leurs débuts sur la scène olympique : l'escalade sportive, la danse sportive, le karaté et le roller. Ils viendront compléter les 28 autres sports, déjà au programme de la précédente édition des JOJ à Nanjing en 2014. La présence de ces nouveaux sports dans le programme des JOJ ainsi que de nouvelles épreuves et formats de compétitions tels que le BMX freestyle, le kitesurf, le futsal ou encore le handball de plage, renforcent le rôle d'incubateur d'innovations des JOJ pour le Mouvement olympique, estime le CIO.

L'édition de 2018 à Buenos Aires marquera un tournant. Pour la première fois en effet, un événement olympique comptera un nombre égal d'hommes et de femmes athlètes. Il y aura 1999 femmes et 1999 hommes en lice dans 32 sports. Ces Jeux seront en outre une véritable célébration du sport à travers la ville.

Dans quatre parcs différents et quatre sites autonomes seront organisées 286 compétitions, 468 séances d'initiation sportive, des activités culturelles et éducatives pour le grand public et les athlètes, outre 241 épreuves avec remises de médailles. Par ailleurs, 1250 médailles seront décernées et plus de 500 h de compétitions seront diffusées en direct.

Une idée de Jacques Rogge

Les Jeux Olympiques de la jeunesse ont commencé à voir le jour lorsque Jacques Rogge président du Comité international olympique en a fait sa priorité en juillet 2001. Cependant cette idée est toutefois bien plus ancienne, puisque l'Autrichien Johann Rosenzopf a été reconnu comme «inventeur» de ce concept par Jacques Rogge et le CIO. C'est lui qui avait en 1998 contacté le Comité olympique autrichien afin de créer des «Jeux Olympiques juniors». Ce n'est qu'en avril 2007 que la commission exécutive du Comité international olympique a voté à l'unanimité de créer et mettre en place les Jeux Olympiques de la jeunesse. Le 5 juillet 2007, les 110 membres présents lors de cette session approuvent à l'unanimité le projet d'organisation de la 1e édition des Jeux Olympiques d'été de la jeunesse en 2010. Puis des Jeux Olympiques d'hiver de la jeunesse en 2012. Après l'annonce de la décision, le président du CIO, Jacques Rogge, estime qu'il s'agit d'un «moment historique pour le mouvement olympique. Nous devons cela à la jeunesse du monde entier». Ce n'est que trois ans plus tard que les premiers Jeux Olympiques de la jeunesse ont vu le jour. En effet, ces premiers JOJ d'été ont été organisés en 2010 dans la ville de Singapour. C'est en 2012 que la 1e édition d'hiver des jeux a eu lieu en Autriche dans la ville d'Innsbruck, seulement quelques mois avant que Londres n'accueille les Jeux Olympiques d'été. La 2e édition de ces jeux d'été ont eu lieu en 2014 à Nankin en Chine. Tandis que les jeux d'hiver ont eu lieu en 2016 en Norvège dans la ville de Lillehammer. Les prochaines éditions auront lieu pour celle d'été cette année (2018) à Buenos Aires en Argentine et pour la saison d'hiver en 2020 en Suisse plus précisément à Lausanne.

L'Algérie attend sa première médaille

L'Algérie participera au rendez-vous de Buenos Aires avec 30 athlètes (18 garçons et 12 filles) dans 11 disciplines sportives avec l'espoir de réussir la meilleure performance possible en attendant de décrocher la 1e médaille olympique chez les jeunes. Lors des deux premières éditions des JOJ à Singapour en 2012 et à Nankin en Chine 2014, les jeunes athlètes algériens n'ont pas vraiment brillé.

Les onze disciplines dans lesquelles seront engagés les athlètes algériens sont : athlétisme, judo, boxe, voile, escrime, badminton, aviron, natation, gymnastique, lutte et haltérophilie. Lors de la précédente édition des JOJ, disputée en 2014 à Nanjing (Chine), l'Algérie avait participé avec 34 athlètes (17 garçons et 17 filles), ayant concouru dans 13 disciplines différentes. Pour le rendez-vous argentin, le sport algérien espère faire mieux au pays de Maradona et Messi avec des jeunes qui ont décroché haut la main leur qualification à l'instar de Hala Bouksani au badminton ou encore la boxe qui sera représentée par quatre pugilistes (3 garçons et une fille) avec l'objectif «d'essayer d'accrocher des podiums», selon le directeur technique national Mourad Meziane. Quant à l'athlétisme qui aura 6 athlètes (5 garçons et une fille) l'objectif est de «terminer parmi les 8 premiers», selon la Fédération algérienne de la discipline, alors qu'en natation, la DTN souhaite que les trois représentants algériens se classent parmi les 20 premiers dans cette compétition. Une chose est sûre, la mission des représentants algériens s'annonce ardue, mais l'exploit n'est pas impossible.

Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire

MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DE LA POPULATION ET DE LA RÉFORME HOSPITALIÈRE
CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE DE SÉTIF
Numéro d'identification fiscal : C.S.F 098619015000928

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° 13/2018

Le Centre hospitalo-universitaire de Sétif, lance un appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour : **L'Acquisition de literie au profit du CHU Sétif**

- L'appel d'offres faisant l'objet du présent cahier des charges s'adresse aux fabricants, importateurs et grossistes ou détaillants, selon son registre du commerce.

- **La participation des soumissionnaires dans le lot doit être à 100% sinon le candidat sera éliminé de la concurrence**

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le cahier des charges auprès du bureau des marchés de la direction générale, contre remise d'un récépissé de paiement auprès de la caisse du trésorier de l'hôpital de Sétif d'un montant de trois milles dinars (3.000,00 DA), non remboursable les frais de documentation et de reprographie.

Les offres devront être adressées sous double plis fermés au :
CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE DE SÉTIF - DIRECTION GÉNÉRALE - BUREAU DES MARCHÉS

Les plis extérieurs fermés, sans signature ni cachet, portant la mention :
à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - Un appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 13/2018 :
L'Acquisition de literie au profit du CHU Sétif

- Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

Pli N° 01 : doit comprendre ce qui suit :
- Une déclaration de probité remplie, datée et signée, selon modèle ci-joint.
- Une déclaration de candidature datée et signée, selon modèle ci-joint.
- Une copie des statuts pour les sociétés.
- La copie de l'extrait du registre de commerce délivré par les services du CNRC.
- L'extrait de rôle du soumissionnaire apuré ou avec échéancier de paiement, date de moins de trois mois délivré les services fiscaux des impôts compétant.
- L'attestation de dépôt légal des comptes sociaux (année 2017) délivrée par les services du Centre national du Registre de commerce (CNRC), pour les soumissionnaires ayant la qualité de sociétés commerciales.
- Une copie de l'attestation de mise à jour CANS.
- Une copie de l'attestation de mise à jour CASNOS.
- L'extrait du casier judiciaire en cours de validité du soumissionnaire (du gérant ou du directeur général de l'entreprise).
- Les bilans comptables des trois dernières années 2015-2016-2017 certifiés par un comptable agréé visés par les services des impôts.
- Numéro d'identification fiscale, numéro d'identification statistique, référence bancaire RIB, NIS, NIF.
- Les références professionnelles appuyées par les attestations de bonne exécution délivrées par les établissements publics de même nature.
- Engagement du soumissionnaire sur délai de livraison des produits (**obligatoire**).
- Engagement de transport (**obligatoire**).
- Joingnez les échantillons (**obligatoire**).

Pli N° 02 : doic omprendre ce qui suit :
- Une déclaration à souscrire remplie, datée et signée, selon le modèle ci-joint.
- Mémoire technique justificatif
- Le présent cahier des charges rempli avec toutes les pages paraphées portant le cachet et la signature du soumissionnaire, précedés de la mention «Lu et approuvé» et ne doit contenir aucune mention entre les lignes ou surcharge.

Pli N° 03 : doit comprendre ce sui suit :
- La lettre de soumission remplie, datée et signée, selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges.
- Le bordereau des prix unitaires en hors taxes et en toutes taxes comprises.
- Le devis quantitatif et estimatif en hors taxes et en toutes taxes comprises.

La date limite de préparation des offres est fixée à **dix (10) jours** à partir de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux et au BOMOP, les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des plis, le dernier jour de la préparation des offres mentionné sur le cahier des charges à 13h00.

- Si la date d'ouverture des plis coïncide avec un jour de repos réglementaire, l'ouverture se prolonge jusqu'au lendemain du jour de travail.
- Les soumissionnaires demeurent engagés par leurs offres pendant une période égale à la durée de préparation de l'offre augmenté de trois mois.
- Le dépôt des offres est fixé le dernier jour de la durée de préparation des offres de 08h00 à 13h00 au centre-hospitalo universitaire de Sétif - Direction générale - Bureau des marchés.

* Le service contractant a le droit de prolongé la période de préparation des offres.

L'Echo d'Algérie : 04/10/2018 **Anep : 829 417**

Ligue des champions
Al Ahly-ES Sétif (2 à 0)

Mauvaise opération de l'ESS au Caire

L'ES Sétif a hypothéqué ses chances de qualification pour la finale de la Ligue des champions d'Afrique de football, en s'inclinant, ce mardi soir, au stade d'Al Salam du Caire face aux Égyptiens d'Al Ahly 2 à 0 (mi-temps : 2-0) en match comptant pour les demi-finales (aller) de cette prestigieuse épreuve continentale.

Comme il fallait s'y attendre, les Égyptiens ont pris le contrôle du match dès le début en assiégeant le camp sétifien. Le vice-champion d'Afrique a trouvé la faille à la 23e minute, en ouvrant le score grâce à Walid Souleimane. La réaction de l'Entente, tombeur du tenant du titre le WA Casablanca en quarts de finale, a été timide, puisque ni Djabou ni Bouguelmouna n'ont réussi à faire inquiéter l'arrière-garde d'Al Ahly. Alors que l'on s'acheminait vers la pause, Al Ahly a de nouveau trouvé la faille au sein d'une défense de l'ESS, loin d'être rassurante. Islam Moharab a trompé la vigilance du portier Mustapha Zeghba d'un tir en pleine surface qui a touché le poteau avant de franchir la ligne. En seconde période, les joueurs sétifiens ont essayé de répliquer, histoire de marquer le but de l'espoir, mais la défense d'Al Ahly, plus expérimentée, a bien veillé au grain. Pire. L'Entente a montré des failles défensives face à une équipe bien organisée et aguerrie pour ce genre de rendez-vous.
Al Ahly a même failli corser l'addition à plusieurs reprises, notamment par l'attaquant marocain Walid Azarou. Les joueurs de l'entraîneur marocain Rachid Taoussi seront appelés ainsi à sortir le grand jeu mardi 23 octobre au stade du 8-Mai-1945 de Sétif (20h00) pour espérer renverser une équipe d'Al Ahly qui a pris une option pour la finale. Dans l'autre demi-finale, les Angolais de Primeiro de Agosto ont battu à Luanda les Tunisiens de l'ES Tunis

(1-0). L'unique but de la partie a été inscrit par Buá à la 80e mn de jeu. La 2e manche se jouera également le 23 octobre au stade Radés de Tunis (17h00).

Equipe nationale

Belmadi ne veut pas se tromper sur les joueurs

Le sélectionneur national, Djamel Belmadi, multiplie les réunions et les séances de travail avec ses proches collaborateurs en vue de finaliser la liste des joueurs retenus pour la double confrontation contre le Bénin, a-t-on appris auprès de la FAF.
Belmadi ne veut pas se tromper sur les joueurs à retenir dans la mesure où les deux matches contre le Bénin constitueront un tournant décisif pour la qualification à la phase finale de la CAN-2019. Le sélectionneur national veut ainsi assurer la qualification de l'Algérie au terme de ces deux matches, d'où sa détermination à ne retenir que les joueurs les plus en forme et les plus aptes à disputer ces deux rencontres. Les informations parvenant de la FAF font état de l'éviction des joueurs n'ayant pas donné satisfaction lors du dernier match contre la Gambie (1-1), disputé à Banjul le 8 septembre dernier. En revanche, d'autres joueurs sont appelés à saisir leurs chances en intégrant le groupe, sachant que Belmadi a déjà averti les joueurs quand il leur avait signifié qu'il n'y a plus de titulaires indiscutables. En ce sens, Belmadi passera à l'action dès le prochain stage avec l'éviction de certains joueurs. Les premières informations parvenant de la FAF font état de la sélection ou le rappel de quatre joueurs qui étaient déjà dans la liste élargie établie par Belmadi. Ces joueurs sont Youcef Attal (Nice), Adam Ounas (Naples), Houssam Aouar (Lyon), Youcef Belaïli (ES Tunis) et Zineddine Ferhat (Havre). A l'évidence, leur sélection permettra de pallier les carences constatées lors de la dernière sortie des Verts contre la Gambie. Par ailleurs, le sélectionneur national et des responsables de la FAF se sont déplacés à Blida pour s'enquérir des préparatifs du match contre le Bénin. Belmadi s'est dit «satisfait» de l'état de la pelouse en gazon naturel du stade Mustapha-Tchaker, estimant que tout doit être au point pour réussir le retour des Verts à Blida. Pour rappel, il s'agira de la première sortie de l'équipe nationale à domicile sous la conduite de Djamel Belmadi qui tient à ne pas décevoir le nombreux public qui se rendra au stade. Le match Algérie-Bénin est prévu le 12 octobre à 20h45 à Blida et le retour le 16 octobre du même mois à Cotonou à 15h30. Les deux rencontres comptent pour les 3e et 4e journées des qualifications à la CAN. L'Algérie et le Bénin occupent la première place du groupe, les deux premières équipes devant se qualifier à la phase finale de la CAN-2019. Les autres équipes du groupe sont le Togo et la Gambie.

Dans un entretien avec «Compétition»

«Les Fennecs sont les favoris du groupe», selon Dussuyer

Le sélectionneur du Bénin, Michel Dussuyer, est revenu sur la prochaine confrontation avec les Verts lors des qualifications à la CAN 2019, les 12 et 16 octobre prochain, dans un entretien avec *Compétition*.
Le technicien a déclaré : «Aujourd'hui, il y a un grand engouement et un vrai intérêt autour de la nomination de Djamel Belmadi. Je pense que le public est prêt à suivre l'équipe nationale. En tout cas, il est derrière elle.» Il a ajouté: «C'est pour vous dire qu'on s'attend à un match très difficile avec une grosse ambiance et une très belle équipe en face.»
Le coach de 59 ans a enchaîné : «L'Algérie étant favorite dans ce groupe, la deuxième place va se jouer forcément entre les trois autres nations, à savoir le Bénin, le Togo et la Gambie, et donc on va s'accrocher pour arracher le 2e billet qualificatif.» Michel Dussuyer a ajouté : «L'Algérie renferme des individualités capables de faire la différence à tout moment du match, donc on sait très bien qu'est-ce qu'on aura en face.»

UAFA - USM Alger

La FAF fera un recours

La Fédération algérienne de football (FAF) a décidé d'émettre un recours au sujet des sanctions décidées par l'Union des associations de football arabe (UAFA) suite à l'incident survenu lors du match entre l'USM Alger et l'équipe irakienne des Forces Aériennes irakiennes pour le compte des 32es de final retour de la Coupe arabe au stade Bologhine d'Alger. La Fédération a déclaré : «Surpris par l'ampleur de la sanction financière prononcée à l'encontre de l'USM Alger, par l'UAFA… la FAF conteste cette décision et compte introduire un recours». Avant d'ajouter : «Le président de la Dédération entend mettre de l'ordre dans les relations qui lient la FAF à l'UAFA, en interdisant à toute personne structurée de répondre à une invitation de cette instance sans l'aval de la FAF». Cette sortie de la Fédération pourrait bien refroidir les relations entre la FAF et l'UAFA. Pour rappel, l'Union arabe avait envoyé une délégation en mars dernier pour régler le désaccord entre les deux instances au sujet des clubs qui représenteront l'Algérie en Coupe arabe. Les membres du bureau fédéral de la Fédération ont ajouté dans leurs conclusions : «La FAF introduira une demande à l'UAFA pour obtenir sa quote-part de la représentativité dans les différentes commissions de cette structure».
A noter que l'ancien président de la FAF, Mohamed Raouraoua, est vice-président de l'UAFA et membre du comité exécutif.

LDC

Belfodil a inscrit le but africain le plus rapide dans l'histoire de la compétition

Ecarté lors de la 1e journée de Ligue des champions contre le Shakhtar Donetsk (2-2), l'attaquant d'Hoffenheim, Ishak Belfodil tient une belle revanche. Titulaire ce mardi contre Manchester City (1-1, en cours), l'international algérien a ouvert le score après seulement 44 secondes de jeu. Lancé dans le dos de la défense adverse, l'ancien Lyonnais a facilement battu Ederson et lancé les Allemands sur la voie même si les Citizens ont égalisé seulement 7 mn plus tard par l'intermédiaire d'Agüero. D'après le compte Twitter spécialisé MisterChip, Belfodil vient tout simplement d'inscrire le but africain le plus rapide dans l'histoire de la compétition devant celui inscrit par l'Ivoirien Seydou Doumbia après 68 secondes contre l'Olympiakos en 2017.

Selon le quotidien «Estadio Deportivo»

Vers la prolongation de Mandi au Bétis

Les dirigeants du Bétis Séville seraient en train de travailler sur le dossier de la prolongation du contrat de l'international algérien, Aïssa Mandi, avant le Mercato d'hiver prochain. La direction du club andalou voudrait faire signer l'Algérien, qui reste sous contrat avec le Bétis jusqu'en 2021, et ainsi faire monter la clause libératoire d'Aïssa Mandi à 50 millions d'euros selon, la même source. Le joueur le plus utilisé par le coach Setién en ce début de saison est arrivée en Espagne en juin 2016 en provenance de Reims en Ligue 1 française.

Shabab

Benlamri convoqué par Belmadi

A la recherche d'éléments pour renforcer le secteur défensif, le sélectionneur algérien Djamel Belamdi a décidé de convoquer Djamel Benlamri (28 ans) face au Bénin. Le club du Shabab en Arabie saoudite a indiqué sur son compte officiel sur Twitter que l'ancien joueur de la JSK a bien reçu sa convocation pour les confrontations face au Bénin, programmées le 12 et le 16 octobre. Benlamri qui n'a disputé aucun match en A avait été sélectionné sous l'ère Christian Gourcuff. Defenseur polyvalent mesurant 1m 90, il avait été victime début 2018 d'une rupture des ligaments croisés.

CAN 2019

Pas de plan de rechange en cas de retrait du Cameroun

La Confédération africaine n'a pas de plan B, la CAF n'a jamais réfléchi à un retrait de la Coupe d'Afrique des nations au Cameroun «Cela dépend du Cameroun», a souligné le président de l'instance Ahmad Ahmad, en visite dans le pays, mardi. «C'est le Cameroun qui accueille cette compétition, c'est le Cameroun qui pourra nous dire demain «On est prêts» ou «Ah non, donnez-nous le temps, on n'est pas prêts», ça dépend du Cameroun», a expliqué le dirigeant à la presse, alors que des doutes planent sur les capacités du pays à accueillir cette CAN 2019, prévue du 15 juin au 13 juillet 2019 comme le rappelle *L'Equipe*. Le 29 septembre, lors d'un comité exécutif organisé à Charm El Cheikh en Egypte, la Confédération africaine a pointé «un retard important dans la réalisation des infrastructures» nécessaires à la tenue de la CAN 2019 au Cameroun.

Ligue 1 Mobilis - JSK-OM

Les Canaris, tout pour préserver leur invincibilité

La 9e journée de la Ligue 1 Mobilis de football, étalée du 4 au 7 octobre, sera dominée par le derby algérois USMA-MCA, alors que le leader du championnat, la JS Kabylie, tentera de préserver son invincibilité en accueillant l'Olympique de Médéa, une équipe du bas du tableau actuellement.

Vainqueur lors de la précédente journée face au Paradou AC (3-1), l'USM Alger aura à cœur, samedi, face à son voisin mouloudéen, de remporter le gain du match afin de rester sur la dynamique des victoires en championnat et ne pas se laisser distancer par le leader actuel.

Le MCA, lui, tentera de remporter ce traditionnel derby, pour retrouver la confiance après les déboires connues par une formation qui occupe une peu reluisante 11e place au classement avec, cependant, un match en moins à disputer à domicile face au CS Constantine le 15 octobre. La 9e journée du championnat sera également marquée par une «confrontation prometteuse» entre le NA Hussein Dey et Paradou AC, deux formations au football académique. Ayant le vent en poupe, l'équipe entraînée par Bilal Dziri, 3e au classement, a ramené, vendredi dernier, un précieux nul (1-1) de Aïn M'lila, alors que la formation de Paradou reste sur une défaite - la seconde consécutive - face à l'USM Alger (3-1). La lanterne rouge, le CR Belouizdad, effectuera un périlleux déplacement, en allant affronter le champion de la saison écoulée, le CS Constantine qui occupe actuellement la 4e place au classement avec un match en moins à disputer à Alger face au MCA le 15 octobre. Le CRB qui reste sur quatre défaites de rang, aura a priori du mal, à s'imposer face à une équipe du CSC difficile à manier sur la pelouse du stade Chahid Hamlaoui. Même constat pour la formation de l'USM Belabbès (15e) qui qui aura à affronter, hors de ses bases, la JS Saoura.

Cette dernière, 7e au classement, reste sur une précieuse victoire (0-1) acquise, samedi dernier, à Béjaïa face au MOB qui, à son tour, cherchera à se racheter en se déplaçant, vendredi prochain, à Tadjenanet pour se mesurer au CRBT (11e).

Le CA Bordj Bou-Arréridj (11e) reçoit l'AS Aïn M'Lila (7e) dans un match qui s'annonce équilibré entre deux équipes cherchant à améliorer leur classement. La 9e journée du championnat sera clôturée dimanche avec le déroulement de la rencontre MC Oran-ES Sétif. Ce match a été décalé afin de permettre à l'équipe sétifienne de disputer au Caire la demi-finale (Aller) de la Ligue des champions d'Afrique perdue face à l'Ahly d' Egypte sur le score de 2 à 0.

Bessa N.

MC Oran

Le club saisit la CRL dans l'affaire de l'entraîneur Badou Zaki

La direction du MC Oran a saisi, hier, la Chambre de résolution des litiges (CRL) de la Fédération algérienne de football dans l'affaire du conflit l'opposant à son entraîneur marocain Badou Zaki, a-t-on appris de cette formation de Ligue 1 de football. Absent du club avec lequel il est lié par un contrat d'une année depuis l'été passé, Badou Zaki est rentré chez lui au Maroc depuis plus d'un mois, tout en prenant le soin d'envoyer un certificat d'arrêt de travail à son club employeur pour justifier son absence. «C'est un comportement irresponsable de sa part, d'autant qu'il vient encore de nous envoyer un autre certificat de maladie pour un autre mois, nous mettons dans l'expectative», a regretté le président du MCO, Ahmed Belhadj, dans une déclaration à la presse à l'issue de la victoire ramenée par les siens du terrain du CR Belouizdad (1-0), samedi dernier, dans le cadre de la 8e journée du championnat. En fait, l'ancien sélectionneur du Maroc avait abandonné son équipe après quatre journées de compétition, durant lesquelles il n'a remporté que deux points sur les 12 possibles. En son absence, l'équipe, sous la houlette d'un staff intérimaire composé de l'entraîneur de la réserve et du préparateur physique, a réalisé trois victoires en quatre rencontres. Cela a encouragé le président de l'équipe oranaise à se séparer de l'ex-driver du CRB, sauf qu'il ne parvient pas à résilier à l'amiable le contrat liant les deux parties, une procédure par laquelle il aspirait à récupérer une partie de l'argent pris à l'avance par le gardien légendaire des «Lions de l'Atlas». Le bras de fer à distance engagé par Badou Zaki a empêché également le MCO de recruter un nouvel entraîneur, alors que des contacts ont été noués récemment avec l'enfant du club Omar Belatoui pour faire son retour à la barre technique des Hamraoua deux ans après l'avoir quittée.

Le Mouloudia prépare la réception de l'ES Sétif, dimanche prochain (17h00), dans le cadre de la 9e journée, avec l'ambition de réussir la passe de trois après ses deux victoires consécutives contre le MC Alger et le CRB lors des deux précédentes journées.

Ligue 2 Mobilis - MCS-ASO

Le leader en appel à Saïda

Le leader, l'ASO Chlef, qui reste sur un semi-échec à domicile effectuera un périlleux déplacement à Saïda pour affronter le Mouloudia à l'occasion de la 9e journée du championnat de Ligue 2 Mobilis qui nous propose plusieurs affiches alléchantes dont le derby RC Relizane -ASM Oran et le choc MC El Eulma et l'USM Annaba, au moment où les mal classés RC Kouba et USM Blida seront en mission difficile face respectivement l'ES Mostaganem (3e) et la JSM Béjaïa (12e). Mais c'est selon toute vraisemblance le derby de l'Ouest, entre le RCR et l'ASMO qui devrait le plus captiver les regards, d'autant plus que les deux antagonistes se portent relativement bien en ce moment. L'ASMO reste en effet sur importante victoire contre le MC El Eulma (2-1), alors que le RCR a ramené un précieux nul de Tlemcen, lors de son précédent derby contre le WAT. Le RCR pointe actuellement au 11e rang du classement général, avec 9 points, où il est précédé de très peu par son futur adversaire (10e / 10 pts), faisant que le derby de ce samedi, prévu à partir de 16h00 au stade Tahar-Zoughari de Relizane, sera donc l'occasion pour lui de réussir un bon résultat, qui le fera remonter un peu plus au classement. Une ascension que visent également les deux actuels cinquièmes au classement général, le MC El Eulma et l'USM Annaba, qui voudront probablement réussir un bon résultat au cours de cette 9e journée. D'une part, pour se rapprocher du podium, et de l'autre pour éviter de laisser trop d'espace au leader chélifien, qui les devance déjà de cinq longueurs. Le fait que l'ASO Chlef (1er/18 pts) soit appelé à effectuer un périlleux déplacement chez le MC Saïda (8e/11 pts), où il risque sérieusement de laisser des plumes, devrait les encourager un peu plus dans cette quête, tout comme l'ES Mostaganem (3e/13 pts), qui lui aura la tâche un peu plus facile en accueillant le mal classé, RC Kouba. Ce dernier n'est en effet que 14e (premier relégable) et n'a remporté aucune victoire depuis l'entame de la saison, faisant que théoriquement, il ne devrait pas poser trop de problèmes à l'ESM, même si ce dernier reste sur une courte défaite chez l'USMAn (1- 0). Autres formations concernées par cette course aux premiers rôles, le WA Tlemcen (2e) et l'US Biskra (3e), mais qui contrairement à l'ESM n'auront pas l'avantage du terrain au cours de cette 9e journée, puisqu'ils seront appelés à se déplacer respectivement chez le NC Magra (8e) et la JSM Skikda (12e). Néanmoins, malgré la difficulté de la tâche, ils devront essayer de revenir avec au moins un nul, et éviter ainsi de se faire supplanter par les nombreux poursuivants au classement, comme l'ESM, le MCEE et l'USMAn, qui justement espèrent un faux pas de leur part pour passer devant. Outre le RCK, un autre mal classé aura la mal chance de jouer en déplacement au cours de cette 9e journée, en l'occurrence, l'USM Blida, appelée à se rendre chez la JSM Béjaïa. Un match qui s'annonce très difficile pour les Vert et Blanc, car la JSMB occupe actuellement une inconfortable 12e place au classement général, avec seulement trois longueurs d'avance sur le premier relégable, le RC Kouba.

Le club de Yemma Gouraya devra donc impérativement l'emporter, pour éviter de compliquer sa situation davantage, lui qui espère toujours se relancer dans la course aux premiers rôles, comme l'exige son standing. Pour sa part, la lanterne rouge USM El Harrach aura la chance de recevoir l'Amel Bou Saâda au stade du 1er-Novembre, ce qui devrait l'aider à remporter peut-être sa première victoire de la saison et enclencher par la même occasion sa remontée hors de la zone de turbulences.

Bilel C.

Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire

DIRECTION DU LOGEMENT

OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIÈRE

WILAYA DE BATNA

DIRECTION DU LOGEMENT

N°616/S.L.PL/2018

MISE EN DEMEURE N° 01

- Vu la convention N° : 65/2018 visa CF N° : 353 du 26/07/2018 relative aux travaux de réhabilitation du parc immobilier des communes de la wilaya de Batna.

Cité : 80 logements à Merouana wilaya de Batna (Travaux de peinture + étancheité).
- Vu l'ordre de service de démarrage des travaux N° 59/2018 du 27/08/2018
- Vu le non-démarrage des travaux.

L'entreprise **KHALEDI ALAEDDINE** demeurant Rue Mohamed Barika wilaya de Batna est mise en demeure pour la première fois sous huitaine pour démarrer les travaux et l'approvisionnement du chantier en moyens humains et matériels nécessaire à partir de la première parution de la présente dans les quotidiens nationaux, faute de quoi, la présente convention sera résiliée aux torts exclusifs de l'entreprise.

L'Echo d'Algérie : 04/10/2018 **Anep : 829 433**

www.lechodalgerie-dz.com Jeudi 4 octobre 2018 - 24 Moharem 1440 Nº 1908 - prix : 10 DA - 1€

L'ECHO D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT

Météo	Alger	Oran	Constantine	Béchar	Ouargla
Min° Max°	15°/24°	14°/24°	11°/17°	15°/27°	17°/28°

Horaires des prières Alger	El Fadjr	El Dohr	El Aasr	El Maghreb	El Icha
	05:19	12:37	15:57	18:32	19:50

«Journée de l'unité allemande»

Le Président Bouteflika souligne la «qualité du dialogue politique de haut niveau» entre l'Algérie et l'Allemagne

Le président de la République Abdelaziz Bouteflika a adressé un message de félicitations à la chancelière allemande Angela Merkel, à l'occasion de la célébration de «la Journée de l'unité allemande» dans lequel, il a souligné la «qualité du dialogue politique de haut niveau» que l'Algérie et l'Allemagne entretiennent.

«Il me plaît, au moment où la République fédérale d'Allemagne célèbre «la Journée de l'unité allemande», de vous exprimer, au nom du peuple et du gouvernement algériens et en mon nom personnel, nos chaleureuses félicitations ainsi que mes vœux de bonheur et de succès pour vous-même, de progrès et de prospérité pour le peuple allemand ami», écrit le chef de l'Etat dans son message.» Je saisis cette agréable opportunité pour souligner la qualité du dialogue politique de haut niveau que nos deux pays entretiennent et vous assurer de ma disponibilité à œuvrer, avec vous, à la promotion continue de nos relations d'ensemble ainsi qu'au renforcement de la coopération qui existe entre nos deux pays», poursuit le Président Bouteflika.

«Votre récente visite à Alger nous a permis de mesurer les progrès importants réalisés dans la coopération bilatérale au cours de la période passée, et de poser de nouveaux jalons dans la voie dans l'établissement d'un large partenariat économique bilatéral», ajoute-t-il». L'occasion nous a été également donnée d'insuffler une dynamique nouvelle à notre concertation sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun, confortant ainsi les relations entre nos deux pays au niveau de l'exemplarité qui leur sied», conclut le président de la République.

Lyes M.

Saisie de 250 tonnes de cannabis les 6 dernières années en Algérie

L'Algérie confrontée à une «montée vertigineuse» du phénomène

La consommation de narcotiques au sein de l'ensemble des segments de la société algérienne, tant en milieu urbain que rural, est en train de se transformer en une sorte de «montée vertigineuse». C'est un phénomène qui est en train de prendre de l'ampleur depuis une décennie déjà, constate le chef de la cellule de lutte contre le trafic de stupéfiants, faisant état de divers facteurs parmi lesquels il cite la position géographique du pays, utilisé à ses dépens comme carrefour de transit de la drogue vers diverses destinations. S'exprimant, hier, à la Chaîne 3 de la Radio Algérienne, le commissaire divisionnaire, Djamel Guessoum, signale qu'il reste malaisé de connaître précisément les types et les quantités réelles de drogue transportées via l'Algérie.

Il note cependant qu'une partie se trouve tout naturellement «déversée» au niveau du marché local, qu'il s'agisse, dit-il, du cannabis, des psychotropes ou des opiacées d'une manière générale. Se référant à des statistiques de l'Office national de lutte contre la drogue, l'intervenant note que les stupéfiants ont déjà fait leur intrusion dans près de 400 établissements scolaires, soit 1% du total, relevant dépendant que l'Algérie est, pour autant, loin d'être «dans le rouge». Commentant l'évolution des prises de drogue effectuées par les divers services de sécurité, l'officier de la DGSN constate que si pour ce qui concerne le cannabis il en a été saisi 56 tonnes en 2012 contre 6 tonnes en 2017, il en va tout autrement pour les psychotropes, dont il a été mis la main sur 3,6 millions de comprimés et procédé à 150 000 arrestation, au cours des 5 dernières années. Il précise, en outre, que les divers services agissant contre les réseaux de narcotrafiquants ont réussi, à ce jour, à en démembrer plus d'une vingtaine, révélant que la lutte est plus difficile à mener contre les petits dealers opérant en milieu urbain.

S. R.

Vaccination contre la grippe saisonnière

La campagne nationale lancée le 15 octobre

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mokhtar Hasbellaoui, a annoncé, ce mercredi, à Oran le lancement de la campagne nationale de vaccination contre la grippe saisonnière à partir du 15 octobre courant. «Nous allons lancer une campagne d'information et de sensibilisation à travers l'ensemble du territoire national pour toucher les populations concernées par cette opération, notamment les personnes âgées et les malades chroniques», a précisé le ministre, qui présidait la cérémonie de l'ouverture de l'année pédagogique de la formation paramédicale 2018-2019. La cérémonie s'est déroulée à l'Institut national de formation paramédicale d'Oran.

Cette nouvelle année de formation concerne quelque 6000 nouveaux stagiaires à l'échelle nationale.

La DGSN lance le recrutement de 5000 policiers de maintien de l'ordre

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a lancé, ce mercredi, un concours de recrutement de 5000 policiers pour renforcer ses différentes unités de maintien de l'ordre à travers le pays. Les femmes et les hommes qui seront recrutés suivront une formation d'une période de deux années avant qu'ils ne soient opérationnels.

La DGSN a précisé dans un communiqué rendu public en la circonstance les conditions d'accès à ce concours dont le dépôt de candidature est ouvert à compter du mercredi 3 octobre et se poursuivra jusqu'au 23 octobre.

Les conditions sont définies comme suit :

- Avoir atteint l'âge de 19 ans au moins et 23 ans au plus à la date du concours.
- Avoir une taille supérieure ou égale à 1,70 m pour les candidats et 1,65 m pour les candidates.
- Avoir une acuité visuelle des deux yeux égale à 15/20.
- Niveau 3e année AS (Terminale).

Le dossier d'admission au concours est constitué de :

- Une demande manuscrite
- Une copie de la pièce d'identité
- Une copie du titre ou du diplôme exigé auquel sera joint le relevé de notes du cursus de formation
- Une fiche de renseignements dûment remplie par le candidat (disponible sur le site de la DGSN)

Sonelgaz

Pas d'augmentation des tarifs d'électricité et de gaz en 2019

Le PDG de Sonelgaz, Mohamed Arkab, a affirmé, hier, à Alger qu'aucune augmentation des tarifs de consommation de l'électricité et du gaz n'était prévue pour l'année 2019. «L'Etat a accordé au groupe Sonelgaz un crédit à long terme avec beaucoup d'avantages, et ce, à l'effet de poursuivre ses investissements à l'horizon 2028. Ces avantages ont permis au groupe de continuer à investir. Ainsi, aucune augmentation des tarifs de consommation de l'électricité et du gaz n'est programmée et il n'y a pas de propositions dans ce sens», a avancé Arkab dans une conférence-débat qu'il a animée au Forum d'*El Moudjahid*.

FAF

Saâdane quitte la DTN, le malaise perdure

Rien ne va plus au sein de la Fédération algérienne de football (FAF). Après une certaine accalmie, voilà que le directeur technique national (DTN) Rabah Saâdane a pris la décision de se retirer, moins d'une année après son installation en remplacement de Fodhil Tikanouine, plongeant l'instance fédérale de nouveau dans le malaise. Selon un membre du Bureau fédéral de la FAF qui a requis l'anonymat, «Saâdane a décidé de démissionner de son poste de DTN.

Le connaissant, sa décision est irrévocable. Mais, il n'a pas encore présenté sa démission par écrit. Concernant les raisons qui l'ont poussé à agir ainsi, il m'en avait clairement affirmé qu'il n'était pas chaud à l'idée de continuer à travailler dans un tel environnement, selon ses propos».

L'ECHO
D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT
Quotidien National d'Information
www.lechodalgerie-dz.com